LE MONDE DIMANCHE

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur: Jacques Fauvet

tie, 1.80 am : Antriche, 14 sch. ; Beigtere Canada, 1,18 \$; Cate-Fredre, 275 F CFA 23 H.; Camera, 1,16 F.; Catta-Wayne, 245 F. Cat., Springer, 6,50 kr; Espagne, 70 pes.; E.-B., 45 p.; Erden, 45 dr.; Kran, 425 dr.; Kriande, 70 p.; Kriin, 1000 L.; Kham, 325 P.; Lezentheurg, 22 f.; Krivetheurg, 27 f.; Pays-Bas, 1,76 fl.; Portugue, 4,75 kr; Saisse, 1,36 f.; E.-U., 65 conts : Yangeshivin, 36 d.

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 59 Telex Paris nº 650572 C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tel.: 246-72-23

Un socialiste chez le pape

La visite d'un président français au Vatican n'est pas, en soi, chose rare. Il n'y a guère plus d'un an. M. Gis-card d'Estaing, venn à Rome s'entretenir avec les dirigeants italiens, avait été reen longuement par Jean-Paul II. Le caractère exceptionnel de l'entrevue que M. François Mitterrand a cue ce samedi en fin de matinée avec le sonverain pontife provient plus de l'appartenance politique du chef de l'Etat que de

Si l'histoire des rapports entre l'Eglise de Rome et sa « fille ainée » « connu tant de vicissitudes depuis les débnts de la Troisième République, c'est surtont à de lon gs et e-inenx conflits avec une certaine « France: de gauche » qu'ell le doit. La politique laîque de Juics Ferry marqua debnt des hostilités, que Leon XIII tenta de circonscrire, avec plus de sonplesse que d'efficacité, Avec la « loi sur les contrégations », en 1901, s'ouvrait une nouvelle phase du conflit entre Paris ct le Vatican, surtout lorsque à Waldeck-Roussean succeda le re petit père Combes », et à Leon XIII celui qui allait prendre le nom de Pie X. Le choc de ces deux intransigeances allait aboutir à la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

C'est sur des principes philosophiques, bien davantage que sur des orientations diplojourd'hui le contentleux qui peut opposer le nouveau pouvoir français et le Saint-Slège. Même si ce contentieux ne s'exprime é v i d e m m e n t plus dans les mêmes termes, et si la vieille équatia ganche = laleité, volre anticléricalisme, n'a guère plus cours, il s'agit notamment de la légalisation de l'avortement, dont la gauche n'a d'aillenrs pas en l'initiative (pulsqu'elle fut réalisée sons le précédent septennat), mais on'elle a encouragée et vent developper. C'est là un sujet sur lequel le pape est demeure d'une absolue fermeté.

Plus nctuelle encore apparait la querelle de l'enseignement libre, du moins dans sa dimension religieuse. Jean-Paul II vient de réaffirmer, à l'occasion d'un rassemblement de jeunes organisé lors de con dernier voyage en Afrique, le droit fondamental » de tonte familie à « éduquer ses enfants dans des écoles uni correspondent à sa conception de la vie et du monde ». Et il a formulé l'espoir que « la sagesse des responsables, soncieux d'nne véritable démo-cratie ». l'initait par prévaloir à cet égard.

La visite de M. Mitterrand devait donc lui rermettre d'exprimer an chef de l'Etat la preoccupation de l'Eglise devant les projets du gouvernement frauçais en matlère d'enseignement. Peot-être le pape aura-t-il ponssé la malice jusqu'à rappeler à son hôte que celui-ci fut lni-même l'élève des « bons pères ».

Sur un terraiu plus diplomatique, les points de convergence ne manquent pas entre le chef de l'Eglise et le président Irançais, surtout à pro-pos de la Pologne. En ce qui coucerne l'Amérique latine et les devoirs des nations développées envers le tiers-monde. les analyses du Vatican ne sont pas éloignées de celles de l'lysée, si les moyens d'action different Qu'il ait ou non reçu de son visiteur fran-çais les apaisements espérés snr la liberté de l'enseignement religieux. Jean-Paol II devrait avoir trouve avec lui certains terrains d'entente lors de leur examen de la situation internationale.

à la politique monétaire américaine

M. Mitterrand u terminé, ce samedi 27 février, son voyage officiel en Italie, qui a été marqué, notamment, par la volonté d'institutionnaliser les relations entre les deux pays ordce à « un ou deux » som mets annuels. Paris et Rome oni également décidé de conjuguer leurs efforts face à la politique monétaire amé-

Le président de la République, qui s'est entretenu, samedi matin, avec les chefs des principaux partis politiitaliens, a été reçu, en fin de matinée, par le pape.

De nos envoyés spéciaux

Rome. — Le premier sommet franco-italien a été marqué par l'allismation d'une volonté commune de s'opposer à la politique américaine d'a argent cher a. Vendreil après-midi, les deux délégations, conduites par MM. Mitterrand et Spadolini, s'étalent réunies en séance plénière qualifiée par les dirigeants italiens de a premier conseil des ministres des deux pays ».

Dans la soirée, le président de la République a pu rencontrer au cours d'un dîner les principales personnalités du monde politique.

> JEAN-MARIE COLOMBANI et PHILIPPE PONS. (Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

DESTINS M. Auguste Elkabbach, pla-

trier à Moissieu - sur - Dolon (Isère), nous a déclaré, en exclusivité, qu'il ne désespère pas de retrouver un emploi et qu'en utlendant on ne le jeru pas taire. Après la sunction prise

contre M. Placide Hébert, fraiseur à Suint-Bérain-sous-Sanvignes (Sabne-et-Loire) ses camarades d'atelier ont juit circuler une pétition en sa faveur. Vainement.
M. Firmin Cuvada, ouvrier

agricole à Louppy-le-Château (Meuse), s'est enfin mis d'accord avec son patron pour le quitter, tout en continuant à travailler avec hai-On s'en moque.

BRUNO FRAPPAT.

Roman-Journal

Claude Mauriac

Radio-Nuit

GRASSET

Quand la réalité fait

irruption avec fracas

dans la fiction, le fan-

tastique s'engouffre

bientôt dans la brè-

Paris et Rome veulent s'opposer La décision du Conseil constitutionnel permet l'application rapide de la décentralisation

Le statut de la Corse respecte l'«indivisibilité» de la République

Saisi par des députés et des sénateurs de l'opposition des iois sur la décentralisation et sur la Corse, la Conseil constitutionnel a rendu, le 25 février, des décisions qui, pour l'essentiel, sont de nature à satisfaire le gouvernement. A propos du statut particulier de la Corsa, les neul « sages » estiment qu'aucune des disposi-tions contestées ne porte atteinte aux principes de l'indivisibilité de la République, de l'égalité devant la loi et de l'intégrité du territoire.

Quant à la loi générale - droits et libertés des communes, départements et régions -, le Conseil en a approuvé les principales dispositions, sauf certaines modalités relatives au controle - a posteriori - qu'exercera le représentant de l'Etat sur les délibérations des collectivités territoriales. Sauf sur ces points, l'ensemble de la loi va donc pouvoir être promulgué et la décentralisation rapidement appliquée.

LA POLITIQUE ET LE DROIT

Pas de fédéralisme

par FRANÇOIS LUCHAIRE (*)

Le Conseil constitutionnel donne son feu vert à la loi qui concerne le Corse ; A fait de même pour l'essentiel de la loi de décentralisation: certes, il s'oppose à la ligation de quelques dispositions de caractère assez technique, mais ces dispositions étant eéps-rables de l'ensemble de la loi. celle-ci pourra être promulguée (à

(*) Président honoraire de l'uni-versité de Parla, ancien membre du Conseil constitutionnel.

l'exception des dispositions lugés non conformes); la réforme entrers en vigueur selon le calendries souhaité par le gouvernement et 1 Parlement. Vollà l'essentiel.

Mais les deux décisions du Conse constitutionnel contiennent des prin cipes dont l'importance mérite d'être soulignée, car il précise ce que le ce qu'il devra faire.

(Lire la suite page 7)

Après la création de comités d'action syndicale dans des casernes

M. Hernu condamne ceux qui veulent instaurer la « lutie des classes » dans les armées «

(Lirs nos informations page 16)

La raison et la modernité

FRANÇOIS GROSRICHARD

Avec l'aval donné au statut particulier de la Corse, et malgré quelques bémols, techniques mis à certains articles de la loi « Droits et libertés des communes, départements et régions », la réforme fondamentale du début du septennat n'aura donc pas comu les affres des nationalisations.

Comme les historiens ont pu parler, à propos de conquêtes conduites de main de maître, de aguerres-éclairs a de même la première étape législative de la décentralisation — et aussi la plus significative parce qu'il failait vaincre des siècles d'hebitudes et de réticences — aura été franchie à un train d'enfer, L'expression u'est pas excessive lorsqu'on sait la jourdeur congénitale des procédures qui, en France, lont cheminer la loi de ser limbes jusqu'à sa promailegation.

(Lire la suite page 7.) Comme les historiens ont pu

(Lire la suite page 7.)

Conquérir le temps libre

l'actualité à la suite de l'ordon-nance sur la durée du travail pourraient occulter, si les forces vives de la nation n'y prenaient garde, la question fondamentale de l'smenagement du temps. Celle-ci illustre la volonté du gouvernement de conduire avec efficacité une politique du temps libéré sous ses multiples aspects. incluant notamment la durée du travail et l'étalement des va-

La marche progressive vers les trente-cinq heures par semaine, la cinquième semaines de congés payés, le droit à la 'retraite à partir de soixante ans, sont autant de mesures prises ou à prendre dans un délai proche qui donnente toute son importance au temps libéré et qui expli-

par ANDRÉ HENRY (*) social du ministère du temps Aménager le temps, c'est, pour

chacun, créer les conditions de la conquête du temps libre. Quatre objectifs majeurs peuvent être retenus : L'ETALEMENT

DES VACANCES : UNE CHANCE POUR L'ECONOMIE L'étalement des vacances est nn phénomène irrévensible, et à portée de notre main. Ce n'est pas le « serpent de mer o que l'on croit. Il suffit de le vouloir pour qu'il se mette en place eu peu d'années, et pour créer un courant de développement économique du tourisme et du loi-

sir sans précédent. Salt-on que la France est le seul pays au monde dont les entreprises ferment leurs portes pour conges annuels ? Tous les autres pays, à commencer par les grands pays industriels, maintiennent leurs entreprises en activité et bénéficient, de ce fait, d'un avantage économique certain. Comment procèdent-ils alors pour les vacances des travail-leurs ? C'est tout simple, ils éta-ient les congés, et cet étalement

est une donnée banalisée des conditions de vie et de travail En France, dans la concerta-tion qui a été engagée des le mois d'octobre 1981, aucun des partenaires du gouvernement que ce soient les organisations patronales ou syndicales ou les associations de familles et de parents

(*) Ministre du temps libre.

M, ROSENNE AMBASSADEUR D'ISRAEL

DE R.T.L.-« LE MONDE »

M. Meir Rostone, ambassafeur d'Istaël en France, sera, dipan-che 28 tévrier, l'invité de l'émis-sion « Le grand jury a. réalisée par R.T.L. et « le Monde n, et diffusée de 18 h 16 à 18 h 39. M. Rosenna répondra sur

questions des journalistes de la station de radio et du guotidien.

professionnels du tourisme, n'a défendu l'Idée que la fermeture des entreprises pour congés annuels représentait un droit acquis ou une conquête sociale.

Tous ont reconnu que l'étalement des vacances serait préférable, à la condition que soft laisse à chacun le libre choix de

Il est évident que les conditions de la répartition des vacances des personnels d'une entreprise doit faire chaque année l'objet d'une concertation interne, suffisamment tôt à l'avance pour que les mesures solent prises, efin de réguler l'activité selon le type de production on la taille de l'entreprise et de permettre aux travailleurs de planifier leurs

(Lire la suite page 6.)

-POINT-La caisse-chômage

en difficulté A nouveau un délicit da 12 milliards de transs dans les calssas d'assurance-chômega? Les ditticuités linancières de l'UNEDIC, régima paritaire d'indemnise tion dae chômeurs épaulé par l'Etet, ne sont pas, hélas i

une nouveauté. A l'automne demier, M. Bergeron, secrétaire géné-ral da F.O., evait annoncé des septembre qu'una rigou-reuea gestion nécessitait une majoration des collections de 3,6 % à 4 % puis 4,5 % at même 7 %... Pour éviter one eggravation des charges des entreprises, la leader da F.O. avait préconisé un cocktail da mesures comprenant l'im-pôt, una cotisation-qui serait mise à la charga des fonctionneires, sa prélérence allant à un emprunt. Il tut décidé da na pas pénaliser les antreprises, c'asl-à-dire de ne pas touchar aux cotisa-

を記する

* *

tions, toujours fixées à 3,6 % L'appel aux fonctionnaires, un moment envisage, fun écarté. La solution retenue fut alors da créer un impôt-chômage at da lencer un emprunt, eu total 12 milliards d'argent trale. Mais il s'egisseit d'une solution provisoire. Maigré les eppels et les mises en garde des syndicais, aducieux de voir combler les « trous »-de 1981 et de 1982, le gouvernament e décidé de n'epurer les COmples Gree pour l'année 1981 et le premier semestre 1982, il sereit loujours temps de prendré d'autres décisions pour la deuxième partie da annee, estimali-on...

Au souci de ne pas trop ettrayer les contribuebles par des additiona vertigineuses et un effort contributit trop

Las I Les effets de la re-lance et le teible impact de la réduction des horaires sui l'emploi n'autorisent pas d'es-Dérer un tessement important du chômage. Le nombre des personnes indemnisées dé-passe la chiffre symbolique de _1 500 000 au liau dea 1 100 000 tin 1980 at 634 000 iin 1977. Le coût des indemnisations e bondi : de 34 milliarde da francs an 1980 à 51 militards da frenes en 1.981. Dépassera - t - on la s 70 miliards en 1982?

Un nouvel amprunt serat-il lance ? Sa décidera-t-on à faire appai aux fonctionnaires ? Va-t-on accroitre l'impôt-chômaga ? Le débat sur la solidarité anvers les ieura va rebondir.

«APOSTROPHES» A ANTENNE 2

Toréador prends garde...

f. après-midi, Chancei et ses Radioscopies • nous evalent quitté sur un 3 940° et dernier épisode. On evait versé quelques larmes sur notre viellle habitude. On s'en vint cher-cher. le soir, le soulegement fami-

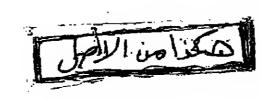
Le Comte Ory sur TF 1, Carmen, la Carmen pékinoise, sur FR 3, et Carmen, Carmen où ca.? Carmen au générique de « Chef de tamille », le fauilleton chic de Mina Companeaz, qui précédait - Apostrophes -. Un délicieux bain de culture, ren-force d'ailleurs sur TF 1, la nuil s'avançant, par le Prisa de pouvoir par Louis XIV, l'admirable téléfilm de Roberto Rossellini, et sur Antenne 2, par ce chel-d'œuvre de Jacques Backer qo'est le Trou. Un bain delicleux, mais pour qui ? Ainsi se trou-Valt posée, une tols de plus sans un mot, le périlleuse question des programmes et de leur harmonisation. - Apostrophes - at Bernard Pivot, pour leur part, avaient choisi de

sser à l'information La aussi, on était dans le bain. Jacques Hébert, le matin même, avait annoncé le sanction que Jacques Boutet, le président de TF 1, lul evait infilgée au motif, contesté par l'Intéressé, d'un tripatoulliage documentaire. Jesn-Maric Cevada. pour sa part, quittait pour de bon, epprenalt-on à midl, la direction de l'information de le même chaîne, n'eyant pu la conduire avec la liberté souhaitée. Le dernier grand nom de l'avant-10 mai, la demière vedette avail donc laissé plece au

Or, qui revenelt per l'entrée des artistes, qui vint ce jour-là nous parier à « Apostrophes - des périls de l'information, qui ? Carmen ? Non : une vielle vadette de l'arène. un toréedor qui n'avait peut-être pas pris assez garde. Ou encore, une bête de scène, un « béller », dit son nom, un « bouc émissaire » précise-t-il : Jeen-Plarre Elkabbach.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(Lire la suite page 11.)



EUROPE

U.R.S.S.

Quand la Sibérie s'éveille

capons consacré hardiment d'immenses ressources au développement de la Sibérie Et nous ne
nous sommés pas trompés Ces
dépenses so sont trouvées justipiées. » Il u'est pas indifférent
que M. Brejnev se soit senti
obligé, en cette occasiou, comme
en d'autres, de sooligner le blenfondé des décisions prises en
faveur de la Sibérie
. Ce transfert massif de capltaux, de machines, d'hommes a

Moscou - Des escroqueries

en tout genre auxquelles sa

livrent encore en U.R.S.S. à en

croire les journaux, trop de pro-fiteurs sans serupules, celle que

pratiquait le directeur du Cirque

soviétique n'e même pas pariè,

est le plus spectacutaire. à la fois par l'énormité des sommes en jeu et par les possibles arrière-plans politiques de l'af-

faire. Les faits sont les suivants :

M. Anatoli Kolevatov, directeur

du cirque de Moscou, vient d'ètre

arrêté pour avoir organisé, evec

du Cirque de Moscou, . Boris le

tzigane ., un vasta irafic de dis-

mants. Dierres précleuses et de-

domicile, au cours d'une per-

quisition, un butin d'une valeur

Ce n'est pas la première fois

mēlés à de parella détournements dans un pays où le cor-

ruption est reine (des rumeure circulant en ce moment è Mos-

cou, qui mettent en cause 'e général Constantin Zotov, directeur de l'OVIR. l'office chargé

tion (1), pour une opération du

même genre), mala ca qui

Moscou, et dont le presse

Il est vrai que le pari des diri-geants soviétiques était, comme l'a dit M Breinev, a hardi a. « La Sthèrie : le grand enjeu de l'économie soviétique », titrait il taux, de machines, d'hommes a y a quelques mois la revue Socia-provoqué incontestablement des lisme : théorie et pratique. De

complique l'affaire, c'est que le

nom de Mms Galine Brejnev, filis

du chat de l'Etal soviétique, e'y

trouve Indirectement 116 Mms Brejnev (2), qui a été mariée à un artista du cirque,

serell, en effet, une emle des

accusés Blen entandu, cela na

signifie pas qu'elle ait été en

quoi que ce son essociée à

leurs sqissements, male le fait

que son nom soit ché par ceux

qui sont à l'origine de ces indis-crétions est tout à fail inhabituel.

bruits qui peuvent porter etteints

à l'honneur de la familla da

M. Breinev et, par contraccup.

du chef da l'Etal Jul-même. Cette - attaire des diaments - à la

soviètique révète ainsi un étrange

climat an cette périods de fin

de règne, où l'on assiste peut-

être, en attendent l'ouverture des

querelles de succession, sux

(1) A l'OVIE, on se corne à dire que le général Zotov a été remplacé par M Rudolf Eouz-

(2) Mme Galina Brajher est mariée à M Youri Tebourbanov qui su ministère do l'intérieur, est chargé de la polica.

Il semble prouvé que certains

L'arrestation du directeur du Cirque de Moscou

Les diamants et la politique

De notre correspondant

An coeur des forêts sibériennes se créent des villes mouvelles qui attir an te de milliers de colons amoureux de la nature... et de salaires plus élevés qu'ailleurs (- le Munde - du 27 février! Mais l'Industrialisation de ces réginnes et en argent, au point que certains se demandent o'll ne conviendrait pas d'en modérer le rythme.

Bratsk.— Les Soviétiques d'insert volontiers cette phrase de M. Leonid Brejnev au dernier des citent volontiers cette phrase de M. Leonid Brejnev au dernier des descues et qui est aussi le des monters le rous ne nous convent hardiment d'un externé que l'Assademie des sous extre de la courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des principes de la courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant : « Certains septiques, dit-il, ont estime que l'amortier des courant

deux methodes de mise en valeur. La première, de type «colonial», consistait seulement à extraire les ressources énergétiques et à les transporter ensuite sur de longues distances vers leurs lieux de traitement. La seconda, de type «autocentre», prévoyait de les exploiter sur place en installant de vastas complexes industriels. Les planificateurs soviétiques ont upté pour la deuxième solution, qui u'était pas la plus facile, même si elle semble, à terme, la plus rationnelle, « La titone essentielle, explique M Martchouit, seru de concentrer en Sibéria les protielle, expl'que M. Martchonk, sera de concentrer en Sibéris les productions demandant une grande dépense d'énergie et d'électricité. »
Ai us l'sont ou vont être construites à proximité les centrales de Bratak et d'Oust-Rimsk, dans un premier temps, des usines d'aluminium, qui sont, on le sait. Prosses consommatrices le seit grosses consommatrices d'électricité et des fabriques de

Les Soviets et l'électrification

cellulose, qui utilisent les res-sources considérables de la talga.

de Bratsk au-dessus des tourbillons de vapeur qui dissimulent les logistes a unt obtenu, grâce à l'accion de l'entere phrase de Lénine : «Le l'Institut de limnologie de Listvécommunisme c'est le pouvoir des soviets plus l'électrification de divinoyé, que le Balkal, passe queltout le pays à Dans la saile de réceptinu. une carte lumineuse de dévoisement accideré des forêts l'irrigation du pays par isdite de divinuer la pollution. Le dévoisement accideré des forêts est également un sujet de préoccipetrification. Les dix-huit turbines de la centrale fournissent.

Tien est enfin oui gardent la cessine a grands traits de l'imiere l'irrigation du paye par isdite électrification. Les dix-huit tur-bines de la centrale fournissent une puissance d'environ quatre millions de kilowatts.

Le complexe de traitement du bois, qui produit non seulement de la cellulose, mais aussi du coton et du papier, présente l'as-pect plus traditionnel des vielles usines aux baules cheminées fumantes Le directeur. M Nico-les Patov costume trois-pièces, cravate unia, cofffure sage. cravate unia. coffure sage.

affirme que c'est l'un des plus

grands complexes du monde Dixhuit mille ouvriers y travaillent.

à peu près autent de femmes que
d'hommes. Us gagnent en

moyenne 290 roubles par mois (le
salaire moyen en UR.S.B est de
170 roubles) Les plus mèritants
ont droit à leurs photos à l'entrée
de l'étab'issement.

L'affort d'industrialisation sou-tenu par la nouvelle vois ferrés qui doubers, sur sa partie orien-tale, l'ancien Transsibérien, va se poursuivre intensément. Quand on demande su maire de Bratsk. M. Gabriel Gorbatchev, un homme rude aux cheveux blanes et aux yeur clairs, quel est sou principal objectif pour 1882, deuxième aunée en ousième plan, il répoud : « Maintenir le rythme, » Ce tythme ue plaft pas à tout il répoud : Maintenir le rythme, s Ce tythme ue plaît pas à tout le monde Les e technocrates » de Moscou craignent, on l'a vu, que le cotit u'en soit excessif et que les difficultés, notamment pour la main-d'œuvre, ne devienment quasi-insurmontables. « Dans les organismes de planification, les mulieux économiques, les minis-tères, dit M. Aganbéguian, déjà cité, on entend souvent les ré-flections suitantes : il est nécesdans un premier temps, des usines d'aluminium, qui sont, en le sait, grosses consommatrices d'électricité et des fabriques de cellulose, qui utilisent les rescources considérables de la taiga.

Les Joviels et l'électrification et les depenses.

Sur toute la largeur du barrage de Bratsk au-dessus des touroilles de vapeur qui dissimulent les cetties un naturels. Ces écologisées au un obsenu srâce à l'ac-

Il en est eufin qui gardent la nostalgie de la Bibérie traditionnelle Ceux-là s'expriment par la voix de l'écrivain Valectin Raspoutine, qui vit à Irkoutsk et dont un des romans, l'Adien à Matéra (publié en 1976 dans la revue
Notre Contemporuin, et traduit en français aux Editions Robert
Laifont, en 1978 sous le titre
l'Adien à l'He), décrit la calère des habitants d'un village appelé à disparaitre sous les raux après
la construction d'un barrage sur
l'Angara. Avec Raspoutine, beaucoup se demandent si la Bibérie,
a terre endormie a selon l'étymologie tartare, n'est pas tirée trop
brutalement de son sommell.

FIN

a terre endormale selom feyrmon por sun pet a selom entre consument of the content of the conten

République fédérale d'Allemagne

Le nouveau scandale sur le financement des partis place le chancelier Schmidt dans une situation très difficile

De notre correspondant

trafio d'influence mettant en cause deux miniatres du chanceller Schmidt est en trein d'empoisonner l'atmoephère politique à Bonn (le Monde du 27 tévner). Un journal comme la Frankfurier Rundschau, dont les sympathles vont pourtent à la coalition socialiste-libérele, paris d'un . Watergate - et percolt délà les signes annonoleteurs d'un e effondrement e gotremental. De son côté, la Frankfurter Aligemeine Zeitung constate que les hommes politiques visés appartiennent surtout à la droite du S.P.D. et du F.D.P. De la à conclure que l'on surait affaire à ume sombre manosuvre, le pas est vite franchi. Le grand journal des milieux industriele et financiers va même jusqu'à sé demander si la R.D.A. et l'Union soviétique ne tireraient pas quelques ficelles dans ca scandele. L'ambiance qui règne sur les borde du Rhin rappelle, en tout cas, celle de 1964, lorsque la découverte de l'esplon Guilleume provoque

la chute du chanceller Brandt. La liste des suspects vient encore de s'ellonger. L'enquête ouverte par le parquet de Bonn eu sujet d'un éventuel trafic d'influence visait déjà le comte Lembsdorff, ministre de l'économie, M. Matthoefer, ministre des finances, M. Riemer, ancien minietre de l'économis du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, et M. Lahnsteki, secrétaire d'Etat à le chancellarie, le bras droit de M. Schmidt. Mais l'enquête touche également M. Friderichs, ancien mi-nistre libéral de l'économie et préaldeni de le Dresdeer Benk, einsi que M. Eberie, anoien ministre chré-lien-démocrate de l'économie du Bade-Wurtemberg. Trols des dirigeants du groupe industrial et finan-cier, auqual la gouvernement avait accordé de substantiels dégréve-ments fiscaux, sont eux aussi mis en cause. Il s'agit de M. Friedrich Karl Filck — qui dispose d'une des fortunes les plus considérables de

Bonn. - Le nouveau scandale de la R.F.A. - de M. Eberhard von Brauchitsch et de M. Manfred

> . L' - affaire Flick - couvait depuis blen des semaines déjà L'hebdomasuggéré l'année dernière qu'en échange des aventages financiers Flick auralt versé des subsides à certains partia D'abord démentie, cette eccusation a pris plus de consistance lorsqu'en novembre, la parquet perquisifionna au quartier dorf. Les enquêteurs auraient elore mis la main sur des correspoi échangées entre les dirigeants du groupe et certains responsables polilettres n'a pas été révélé Les • suspects . font front avec beaucoun de Lambsdorff que M. Matthoefer affirment que les accusations dirinées contre eux sont dépourvues du moindre fondement. Quant au chanceller, il vient de faire savoir qu'il maintient toute sa confiance aux ministres mis en cause M. Schmidt e même reppelé qu'en 1963, il avait fait l'objet d'une enquête parce que certains procureurs • qui peuvent se tromper - le crovalent counsble de

- trehison », De son côté, le porte-parole du gouvernement e souligné, vendredi, que toutes les personnelités touchées par l'enquête du parquet sont prêtes à coopérer. D'ici là, le gouvarnoment n'aurait pas à prendre lieu, pour les ministres intéresses, de quitter leur poste Ce point est contesté par des journaux comme le Frankferter Rundschau et la Sudsche Zeitung, qui estiment qu'il serait plus normel pour le ministre des finances et celui de l'économie de se retirer jusqu'à la fin de

JEAN WETZ

Le comité central condamne sans appel toute « activité fractionniste » et déclare la geurre à toute « opinion opportuniste ou section du gouvernement ».

Ce point avait été ajonté à l'ordre du jour vendredl, à l'out en conforme à l'unité du verture de la session, avant que le président du Parlement u'annonce la démission de deux députés, l'acteur Gustaw Holoobek et M. Emil Woltassek, ambassadeur à Rome, qui fut ministre des affaires étrangères et représenta son pays aussi à Paris.

La Diète à adopté, vendredi, à l'unanimité, un ensemble de neur projets de loi à caractère technique relailis à la réforme de l'économia Elle a aussi adopté une résolution confirmant le l'appellation d' « alle gauche du l'appellation d' » alle gauche du le les caractères du les caractères et les es e durs a qui sous l'appellation d' « alle gauche du l'appellation d' » alle gauche du les caractères de l'économie Elle a aussi adopté une résolution confirmant le l'appellation d' » alle gauche du l'appellation d' » alle gauche du l'appellation d' » alle gauche de l'appellation d' » alle gauche du l'appellation d' » alle gauche de l'appellation d' alle que l'appellation d' alle que l'appellation d' alle fin aux activités de « tout moupement, structure, forum ou séminuire ayant un caractère extrustatutuire ». Ce passage vise
essentiellement les animateurs de
« structures horizontales » qui
avaient maintenu des activités à
Torun et à Poznan, notamment
ainsi que les « durs » qui, sous
i'appellation d' « alle gauche du
POUP », avaient fait circuler un
document dans lequel ils s'en prenaient à diverses personnalités de
l'entourage dn général Jaruseiski,
considérées comme « libérales ».
Sur proposition de M. Kazimierz Barcikowski, membre du
burean politique et secrétaire
du C.C., le comité central a
accepté la démission pour « ruisons personnelles » de M. Zygsors personnelles a de M. Zyg-munt Bobrowski, contrematire dans une usine de Varsovie, et exclu deux Buires personnes, MM. Marian Arendt et Jan Ma-lanowski. Selon M. Barcikowski, M. Arendt, premier, servitatire lanowski. Selon M. Barcikowski, M. Arendt, premier secrétaire d'un comité d'entreprise à Torun, e n'a pas perçu à temps les menaces qui pesaient sur le régime. Il a mis en question les résolutions du comité centrul dans un forum de discussion extérieur qu parti, a mené des activités fractionnistes en se servant des structures difes horizontales, et a fait preuve d'une attitude insp-propriée jace à l'instauration de l'état de guerre s.

Quant à M. Malenowski, professeur de sociologie à l'université de Varsovie, il e n'a pas quitté solidanté, contrairement à la résolution du quairième plénum, et a mis en question le rôle dirigeant du parti, ciusi que la substance des alliances de la Pologre s.

Pologne s.
Enfin, le général Kissczak et
M. Wozniak entrent effectivement

M. Wozniak entrent effectivement un bureau politique (le Monde du 27 février) mais seniement à titre de suppléants.

Dans son discours de clôture du plénum, le général Jaruzelski a évoqué la nécessité d'une « conduite de fer » pour appliquer le résolution du plénum. Il s'est déclaré cortain que la prochaîne réunion du comité central se déroulerait dans de meilleures déroulerait dans de meilleures conditions que celle qui vient de

JUSQU'AU 1° MARS

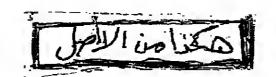
REPRISE EXCEPTIONNELLE

MINIMUM

QUELS QUE SOIENT L'ÂGE, LE KILOMÉTRAGE, LA MARQUE DE **VOTRE VOITURE.**

5.000 F minimum pour l'achat d'une voiture neuve Peugeot ou Tolbot dons lo limite des stocks disponibles. En plus, possibilités de crédit total pouvant aller jusqu'à 48 mois, sous réserve d'acceptation du dossier par Din au Crédicavia.

MPEUGEOT TALBOT



ter chaque problème par le détail, nous parviendrons, si ce n'est déjà fait, à une situation inextricable. Je crois à la volonté et à la nécessité; il jant dominer les problèmes et ne pas confondre le principal et l'accessoire. L'ensemble des questions internationales qui ont été examinées cont fait l'objet de « grandes convergences», selon M. Spadolini, d'un « consentement très large», selon M. Mitterrand. En ce qui concerne la sécurité en

ce qui concerne la sécurité en Burope, M. Mitterrand a souligné que le dévoir des pays européens est d'aider le chanceller Schmidt.

est d'aider le chanceller Schmidt. Il a d'ailleurs souligné, au cours des toasts prononcés lors du diner qui réunissait, dans la soirée, les deux délégations, que « la pacifisme n'est pas la pair» et qu'il est « parjois mêms son controire ».

M. Mitterrand a également évoqué plusieurs projets bliatéraux dans le domaine culturel, notamment la réunion à Venise, au mois de juin, d'un conseil des peuples latitus, et, au mois de septembre à Capri, d'une première conférence des ministres de la culture, afin de « créer un espace audioniruel européen ». Autre projet : la création à Paris d'une académie d'Italie sur le modèle de la Villa Médicis et de l'Ecole française de Rome.

Convergentes sur bien de « se

l'Ecole française de Rome.

Convergentes sur bien de a points, les politiques de la France et de l'Italie n'en présentent pas moins des points de litige. Le principal contentieux est celui du vin. Remarquant qu'une partié de la réponse au problème doit venir de Bruxelles et une autre partie de Rome et de Paris, M. Mitterrand a précisé qu'il fallait envisager cette question dans une perspective à long terme, et donc ieter les bases de solutions dura-

ieter les bases de solutions dura-bles. Les deux pays doivent

EUROPE

Paris et Rome veulent s'opposer à la politique monétaire américaine

Après une audience privée avec le page en fin de matinée, ce samedi, il devait recevoir à déjeu-ner, an palais Farnèse, les per-sonnalités du monde syndical,

ner, an palais Farnèse, les personnalités du monde syndical, patronal et culturel.
Outre l'entrevue avec le pape, qui devait être consacrée essentiellement à des quest'ons internationales, la matinée de samedi a été dominée par des entretiens politiques. M. Mitterrand e successivement reçu M. Lonso, secrétaire du parti social-démocrate, M. Zanone, secrétaire général du parti libéral, M. Berlinguer, secrétaire général du parti libéral, M. Berlinguer, secrétaire général du parti communiste, et M. Craxi, secrétaire général de la démocratie-chrétienne, avait renoncé à cet entretien en raison d'un deuli familial.

M. Mitterrand s'est entretenu pendaut une demi-heure avec le secrétaire général du P.C.I. A l'issue de cette entrevue, M. Berlinguer a déclaré qu'il se rendrait prochainement à Paris. Les entretiens entre MM. Mitterrand et Berlinguer ont surtout porté sur les questions internationales.

A propos de la Pologne, M. Berlinguer a déclaré qu'il existait « beaucoup d'ophnions communes entre le P.C.I. et le gouvernement français».

Evoquant les incidences pos-

français.

Evoquant les incidences possibles de l'expérience française sur la gauche italienne, M. Berlinguer a dit: « Nous œuvrons en Italie pour une option que nous appelons alternative démocratique, dont l'axe devrait être la coopération entre le P.S. et le P.C. » Interrogé sur le point de savoir el le socialisme à la française constitue un modèle, le secrétaire général du P.C.I. a répondu qu'« A n'y a de modèle nulle part », mais que l'expérience rançaise de l'union de la gauche rançaise de l'union de la ganche

ement ».

M. Craxi, pour sa part, a décaré à l'issue de son entretten acc le ptécident « s'être mis ducord avec celui-ci en vue dene nouvelle rencontre dans les pochains fours à Paris ». Interré sur la réponse que pourrait fae son parti à la proposition decommunistes italiens d'« alternove démocratique », le secrétals général qu P.S.L a répondu simblement : « Nous sommes sur simiement : a Nous sommes sur

desositions différentes.

Al'issue de la premier journée de visite de M. Mitterrand, les deu délégations se sont montree satisfeites. Au cours de la contract de masses communes de masses communes de la contract de la contract de masses communes de masses communes de la contract de la contr convence de presse commune, réur vendredl en fin d'après-midian palais Chigi, M. Spado-dini a souligné que M. Mitter-randet lui-même avalent réuni randet lui-même avalent rêmi ale jemier conseil des ministres des eux pays s. « Cette novation fondmentale dans nos relations, voulu par M. Mitterrand, a ajout le président du conseil italici doit déboucher sur la miss n place d'un système de

consultations périodiques qui se place dans le même schéma que celui qui préside aux relations entre la France et FAllemagne. s « Nous avons commencé, nous allons continuer, et chaque fois, nous dégagerons le terrais pour harmoniser nos relations et pour peser sur les décisions de la Communauté, conformément à nos intérêts légitimes et aux intérêts communautaires », a indiqué, pour sa part, le président de la République, avant de préciser que la périodicité des sommes franco-italiens serait ede une à deux » rencontres sunuelles.

nuelles.

Les deux dirigeants ont aussi affirmé leur volonté de défendre les intérêts européens, face aux Etats-Unis notamment. Cette entente, s'ajoutant à celle qui eriste entre Paris et Bonn, fait qu'il s'est constitué un front commun franco - germano - italien pour combattre la hausse des taux d'intérêt de la monnaie amérid'intérêt de la monnaie améri-

caine.
« Quoi qu'il n'y ait pas de
doute, a affirmé M. Mitterrand,
nos trois pays sont parfaitement
d'accord pour prendre des med'accord pour prendre des me-sires qui nous permettraient d'échapper à la politique des taux d'intérêt élevés pratiquée aux Etats-Unis, qui nous conduiront à baisser nos taux d'intérêt et à prendre des garunties pour résis-ter à l'évasion éventuelle de nos capitaux vers les États-Unis. » Le chef de l'Etat a souhaité sur ce point « un maniement plus rapide et plus heureux des emprunts communautaires».

Un espace audiovisuel europeen

Cette entente à trois a-t-elle vocation à devenir un nouvel axe vocation à devenir un nouvel axe qui permette à la Communauté de résister au déclin dont elle est menacée? M. Mitterrand s'est refusé à lui donner une portée générale. Il a estimé que la coincidence dans le temps entre les sommets franco-allemand et franco-italien est fortuite. Mais il a ajouté : « Il faut admettrs que s'élablissent des vitesses variables à l'intérieur de l'Europe; pour ce qui concerne nos trois pays, nous prenons nos responsabilités.»

De son côté, M. Spadolini a

De son côté, M. Spadolini a précisé que cette entente doit permettre de lutter contre la permettre de lutter contre la désindustrialisation » de l'Eu-rope et de restaurer la compéti-tivité des industries européennes, « pour lutter contre la concurrence des Etats-Unis et du Japon ».

Cette convergence débouche sur la volonté d'une action commune au niveau européen. et sur un égal souhait de faire prévaloir les intérêts communeutaires, en détachant les questions européen-nes des « détails » dans lesquels elles semblent s'enlizer. M. Mit-terrand a d'ailleurs précisé : « Si la Communauté s'acharne à trui-

PROCHE-ORIENT

A l'approche de l'évacuation du 24 avril

Les autorités israéliennes interdisent l'accès du Sinai aux groupes de protestataires

implicitement critiqué, ve n-dredi 26 février, les décla-rations faites la veille par l'ambassadeur is raélien à Washington, M. Arens, selon lesquelles Israel serait obligé dintervenir militairement au Liban si les Palestiniens continuaient a renforcer leur armement.

Le second point de divergence, qui tend également à s'aplanir, est la Salvador et la situation en Amérique centrale. « Il y a cer-tainement un rapprochement de nos politiques en ce domaine », a déclaré M. Mitterrand, mais pas anome identifié de muse à Le porte-parole, M. Fischer, a affirmé que la violence « d'os qu'elle vienne ne peut qu'exacer-ber le conflit israélo-arabe et perpètuer les difficultés dans la déclars M. Mitterrand, mais pas encore identité de vues. » Au cours des travaux des ministres. M. Colombo, ministre des affaires étrangères, avait précisé que l'Italie éprouve la nécessité d'une « nouvelle upproche » de cs questions, avant de souhaiter que l'Europe e fasse plus » pour contribuer à l'élaboration d'une solution qui fasse l'économie d'interventions entérieures. perpetuer les difficultés dans la région ». Le gouvernement ame-ricain » t-il dit, reste opposé à « toute tentative de recours à la violence pour résoudre les pro-blemes politiques quels qu'ils

menes pounques que soient soient ».

M. Fischer a également déclaré que Washington s'opposait à tout « renjorcement militaire » au Sud-Lihan. Interrogé sur de pré-édeutes déclarations du secrétaire d'Etat, M. Haig, selon lesquelles l'Union soviétique achelesquelles l'Union soviétique ache-minait d'importantes fournitures militaires aux Palestiniens au Lihan, il a répondu : « Nous ne sommes pus au courant d'une entroduction importante d'urnes, de quelque source que ce soit, depuis fuillet dernier, qui seruit susceptible de changer d'une manière significative l'équilibre de forces dans la région. » Tontes les voies d'accès condui-sant d'Israèl au Sinai ont d'autre

sant d'arrael au Binai ent d'autre part été fermées à la circulation, vendredi à minuit, par ordre du ministre israélien de la défense, Cette mesure vise à interdire

Le département d'Etat a l'arrivée en groupes de plus en plus importants de militants du mouvement contre le retrait du sinai qui es regroupent dans le secteur de Yamit.

Le gouvernement a sanoncé. il y a quelques semaines, que le 31 mars 1982, tous-les civils (y compris les colons) se trouvant dans le Sinai devront évacuer le territoire de gré ou de force. Le Sinai dott être rendu à l'Egypte le 24 avril.

Signature de l'accord de vente des AWACS à l'Arabie Saoudite

I Arabie Sacudite a accepté les conditions imposées par le Congrès des Étais-Unis pour l'achat de cinq avions radar AWACS, et l'accord de vente a été signé, le mois dernier; au cours de la visite en Arabie Sacudite du secrétaire américain à la défense. M. Welnberger, a annoncé le Pentagone.

Pour autoriser la vente de ces cinq appareils, le Congrès avait posé cinq conditions : que le gouvernement américain puisse disposer des informations qu'ils recueilleront, que les programmes des ordinateurs de bord resstent la propriété des États-Unis que les citoyens de pays étrant gers n'alent pas accès anx avions des millent pas accès anx avions des millent pas accès anx avions de la condition de les citoyens de pays étrant gers n'alent pas accès anx avions de la condition de les citoyens de pays étrant gers n'alent pas accès anx avions de la condition de les citoyens de pays étrant gers n'alent pas accès anx avions de la condition de la

gers n'aient pas accès anx aviona ou aux informations qu'ils recueils lent, enfin, que des effectifs amé-ricains supplémentaires puissent éventuellement être utilisés pour renforcer la sécurité des appareil après accord entre les deux gon vernements. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Socialistes européens et latino-américains divergent dans leur appréciation sur la révolution nicaraguayenne

Gonzalez, n'a en rien modifié l'appréciation critique que purtent les socienz-démocrates de la région sur la révolution sandiniste, relèvet-on a Caracas.

MM. Jospin et Gonzales se trouvalent au Venezuela en principe pour assister, les 24 et 25 février, à la conférence des chels de parti de l'Internationale socialiste. Cette réunion, qui avait déjà été reportée à la mi-février, a été annulée en raison de divergences d'appréciation sur la situation au Mearagus entre partis européens et latino-amé-ricains membres de l'Interna-tionale

La visite en Amérique pas priver Managua du soutien socialiste international, car cela socialiste international, car cela pour et encourager les sentatives de déstabilisation, ou d'intervention américaires en contractions de la contraction de la tion, américaines. En confre-partie il faut empêcher le Nicaragus d'intégrer le bloc soviétique — ce qui renforestatt la thèse selon laquelle les conflits de la région relèvent de la confrontation Est-Ouest.

reprendre prochainement des consultations, dans les semaines qui viennent, aidés en cale par le « dégagement progressif » des li mitation a annoncé par Mme Cresson. Evoquant la saisine de la Cour de justice de la Haye sur cette affaire, M. Mitterrand a indiqué qu'il ne fallati pas embrituer le furidique à la pottique ».

terventions extérieures.

JEAN-MARIE COLOMBANI . et PHILIPPE PONS.

erreurs se sont giisses dans l'encadré sur le contentieux vinicole
franco-italien paru dans le Monde
du 27 février. Ce n'est pas devant
la Cour de justice de La Haye
(dépendant de l'ONU), ma la
bien évidemment devant la cour
européenne de justice à Lumenbourg que le différend a été
parté. En attendant la décision
de cette instance (qui entendra
lundi 2 mars, en assemblée plénière, le recours en référé déposé
par la Commission européenne),
on de saurait parler d'une
« condamnation » de la France.

la confrontation Est-Onest.

Toutefois, les sociaux-démocrates de la région, tels que le Parti
do libération nationale (PLN)
au Costa-Rica et l'Action démocratique (AD), au Venesuela—
qui avalent récusé la présence
d'uns délégation sandiniste à la
réunion de Caracas, — sont plutôt réservés, en raison de leurs
impératifs de politique intérieure,
face à un régime qu'ils jugent
marxiste.

«Il est facile, pour des Euro-

la situation au Nicaragua entre partis européens et latino-américalns membres de l'Internationale.

Cependant, les dirigeants des partis socialistes français et espagnol ont en des contacts à Caracas, puls à Panama, avec les dirigeants latino-américalns. Les interiocuteurs se sont accordées à apporter le soutien de l'Internationale au exprojet original » de la révolution nicaraguayenne, fou dé, selon les socialistes de politique, d'économie mixt et de non-alignement.

Le gouvernement de Managua en l'internationale se sont-ils, ou non, écurtés de cette ligne? Cest sur la révolution que portent les divergences entre Buropéens et Latino-américalns.

Pour les Européens, il ne faut l'acce à un régime qu'ils jugent mariste.

Al est facile, pour des Européens et latino-américalns et latino-américal de l'acce sidées révolution des transportation entire et suite et suite s

Chili UN IMPORTANT DIRIGEANT SYNDICAL EST ASSASSINE

Sintiago (A.F.P.). Le cadavre du syndicaliste chilien Tucapel
Jimenes, président de l'association nationale des employés, et
dirigeant de l'union démocratique
des travailleurs (U.D.L.). à été
découvert le vendredi 26 février
dans une automobile à quinze
kilomètres su nord de Santiago.
Selon les premières informations,
M. Tucapel Jimenes a été tué
d'une balle dans la tête et de deux
coups de couteau dans la nuque.
Le syndicaliste a été assassiné
neuf jours après avoir appalé les
syndicats à constituer un large
front pour défendre les droits des
travailleurs. Les plus importantes travalleurs. Les plus importantes organisations (Coordination nationale syndicale, Confédération des travalleurs du cuivre et Fédération nationale des transporteurs) avaient répondu favorablement à cet appel.

Le disparition de M. Tucapel
Jumenes rend plus incertaine
l'unification du mouvement syndical à laquelle îl s'était employé.
Agé de 59 ans, membre du parti
radical (de tendance social-démocrate), le syndicaliste avait commencé par soutenir le gouvernement du général Augusto Pinochet,
pour devenir, à partir de 1975, un
opposant su régime.
La chef de l'Etat a «énergiquement » condamné l'assassinat et
demandé à son ministre de l'intérieur d'enquêter sur le meurtre.

WASHINGTON RETIRE L'IRAK DE LA LISTE

Etats-Unis

DES < PAYS TERRORISTES > a été retiré de la liste des « pay terroristes » établie par le gou terroristes s'établie par le gonq vernement américain, tandis que Cuba y a été ajouté, selon la notification adressée, vendredt 26 'février, par le ministère du commerce au Congrès. I Cette liste, qui date de 1979, d pour objet d'empêcher les exporsi-tations, vers les pays qui y figu-rent, de tout matériel américain — motamment des avions — ayant un intérêt militaire. Le ministère un intérêt militaire. Le ministère du commerce n'a pas précisé le raisons de cette modification qui en ce qui concerne l'Irak, s suscité des protestations ad Congrès. Toutefois, au départe-ment d'Etat et au Congrès, or affirme que de l'avis du gouver-nement américain, l'Irak a dimi-nué de manière significative l'an dernier any contien aux activités nué de manière significative l'au dernier son soutien aux activités terroristes. En ce qui concerne Cube, son inscription sur la liste des « pays terroristes » n'aura pas de conséquences pratiques étant donné l'embargo déjà en vigueur sur tout commerce avec l'île. Le mesure reflète toutefois, soulignet-on, l'hostilité croissante de Washington au soutien apporté, selon le gouvernement américain. Washington au soutien apporté, seion le gouvernement américain, par Cuba aux activités de guérilla en Amérique centrale.

Un responsable du département d'Etat a démenti la thèse seion laquelle les États-Unis auraient décidé de prandre le parti de l'Irak dans sa guerre courre l'Iran II a ajouté que la décision de retirer l'Irak de la liste des « pays terrovistes » ne changerait rien à l'embargo sur les armes à destination des deux parties dans le conflit décidé par les Etats-Unis.

Le président Reagan s'apprête _ à mettre l'embargo

sur le pétrole libyen M. Reagan a l'intention de prononcer un embargo sur les importations de pétrole libyen et d'interdire à la Libye d'acheter des équipements pétrollers aux Etats-Unis, ont fait savoir ven-dredi 26 février des responsables américains

le Conseil national de sécurité, est destinée à faire pression sur le régime du colonel Khadafi, que le gouvernement américain accuse de promouvoir le terrorisme international

Ce geste a surtout une valeur symbolique puisque la Libye vend très peu de pérole aux Etats-Dris. Mais. l'embargo concerne aussi l'achat d'ordinateurs, d'equipements de contrôle aerien et d'équipements susceptibles d'être utilisés à des fins militaires.

Selon un responsable américain qui désire garder l'anonymat, le gouvernement américain n'a pas l'intention de demander à ses alliés européens de participer à

A IRAVERS LE MONDE

Comores

DES AFFAIRES ETRANGE-RES DE LA COOPERATION ET DU COMMERCE EXTE-RIEIR. M. Sald Kafe, a de-clart, vendredi 26 février, que les relations des Comores avec la France étaient « très bon-pres » to culture » cetion dines » t qu'une « action di-plomative de grande enver-gure étot engagée auprès de ce pay un sujet de l'ile Mayotte « a Nous sommes en droit d'enèrer qu'une solution pourra éte trouvée à ce pro-blème », +t-il ajouté. (A.F.P.)

Etijopie

• LE FRONTDE LIBERATION
DE L'ERY'EREE a affirmé,
vendredi 26 lyrier, avoir arrêté
au cours de quatre derniers
jours l'offenive des troupes
éthiopiermes lans la province
de Barka et fabet (300 kilomètres au l'ord du port de
Massawa, sur a mer Rouge).
Dans un communiqué, le FLE.
précise que das ces combats Dans un comminiqué, le FLE.
précise que das ces combats
l'armée éthiopinne a eu deux
mille huit cen; tnés et que
trois chars T-Siet sept autres
véhicules blindé ont été détruits. — (A.F.F.)

Nigéria

 LES AUTORITE NIGERIA-NES ont indigo vendredi
 26 fevrier, que nef militaires 26 février, que nes militaires ont été mis aux arêts et sont interrogés dans i cadre de l'enquête sur la intative de complot manquée, nnoncée il y a quelques jour à Lagos. Cette mise au poit répond aux informations philées par le journal The Sunday Punch selon lequel (nquante-huit membres des mess ar-Punch selon lequel (nquante-huit membres des mees ar-mees auraient été merpelles et deux officiers de aviation auraient échappé à s. police. Il y a une semaine, a presse nisériane avait révél qu'une tantative de putsch vait été déjouée. — (Reuter.)

Ouganda

 QUELQUE QUATRE-VINGT-DIX PERSONNES ONT ETE TUEES au cours d'opérations de l'armée ougandaise pour retrouver les maquisards qui avaient lancé mardi une attaque d'envergure à Kampala. a-t-on appris vendredi 26 fé-vrier, de source médicale a-t-on appris vendredi 26 fé-vrier, de source médicale contactée par téléphone depuis Nairobi. La plupart des vio-times ont été reirouvècs dans la forêt de Namanye, rendue tristement célèbre par les ca-davres qui y étalent aban-donnés à l'époque du maréchal Idi Amin Dada. (Reuter.)

Pakistan

PLUS DE DEUX MILLE SEPT CENTS PERSONNES ont été arrêtées dans ea provinces du Sind et du Pendjah en deux jours, a annoncé ce samedi 27 février l'agence de presse pakistanaise. Deux mille d'entre elles ont été arrêtées dans la seule ville de Lahors. Il s'egit officiellement « d'éléments crimins is et antisociaux ». Mais, dans la prosociauz ». Mais, dans la pro-vince du Sind, des armes et important stock de « littéra-ture subversioe, permicieuse et offensante » out été salsis et offensantes out ete sains et une centaine des personnes appréhendées feraient partie du groupe Al Zulfkar, dirigé à Kaboul par le fils de l'en-cien premier ministre Zulfkar All Bhutto. — (Router)

Thailande

VIOLENTS COMBATS DANS
LE SUD. — De violents combats se poursuivent depuis la
mi-fevrier dans la province de mi-fevrier dans la province de Surat-Than; où, seion le pre-mier ministre, e général Frem Tinsulanond. cune des plus importantes bases de la gué-rilla communiste, le camp 505, a été occupée par l'armés. Les affrontements auraient fait une dizame de tués de part et d'antre. — (AP.P.).

L'opposition prépare la création d'un «front d'unité patriotique»

Mexico. — Vingt-six personnalités guatémaltèques vienneut
d'annoncer, à Mexico, la création
d'un Comité d'unité patriotique.
Venant après le regroupement
des quatre organisations de l'utte
armée (1) annonce dix jours plus
tôt, cette initiative prépare la
constitution d'un «front d'unité
patriotique national» à laquelle
travaille l'ensemble de l'opposition.

tion.

Les membres du comité estiment que les élections prévues pour le 7 mans sont une farce dont le seul objectif est de « changer la jacade d'un système qui ne change pas a l'armée continuera de décider, quel que soit le candidat qui se verra « attribuer » la victoire, affirme M. Bascarcels, vice-président du comité.

Les opposants rappellent en outre que la participation populaire se réduit de scrutin en rutin (rioins de 30 % aux dernières élections) et que les principaux opposants démouratiques,

pour appuyer la guérilla De notre correspondant

Guatemala

teis que Colom Arguetta et Fuentes Mohr, ont été assessinés. Enfin, disent-ils, les élections risquent de ne pas avoir lieu dans une grande partie du pays, en raison de la guetre menée par les insurgés.

Ces vingt-six personnalités viennent de formations différentes : parti socialiste démocratique, Front démocratique contre la répression, (proche de l'Organisation du peuple en armes). Front populaire du 31 janvier, qui rappelle par son nom le jour où eut lieu le massacre à l'ambassed d'Espagne, en 1990, et qui proche de l'Armée de la guérilla des pauves, regroupe plusieurs organisations chrétiennes.

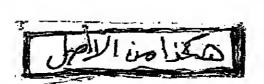
Les membres du comité disent que leurs analyses è coincident » avec celles de l'Unité révolutionnaire nationale guatemalièque, qui regroupe les quaire organisations de guérilla. La guerre popu-

laire révolutionnaire est « le seul chemin » laissé au peuple guaté-maltèque, affirment-ils. Les révolutionnaires s'engagent en outre à « respecter le droit du peuple à élire ses dirigeanis » et à « garantir la liberté d'association politique, d'expression et de croyaucs ». Enfin, disent-ils, le futur gouvernement « révolution-native maticalitées proglatique. naire, patriotique, populaire et démocratique » devra pratiquer une « politique de non-aligne-ment et de coopération interna-

FRANCIS PISANI.

tionale .

(1) Il s'agit du Parti guatémaitéque du travaii (P.G.T., communiste), des Forces armées révolutionnaires (PAR), nées dans les années EU, et de deux urganisations fondées par des militants issus des PAR, aujourd'hui les plus importantes : l'Organisation du peuple en armée (ORPA), actif autout dans l'otast du pays, et l'Aimée de la guérille des pauvres (E.G.P.), présente dans la partie crientale.



AFRIQUE

Namibie

Le premier ministre sud-africain assure à Windhoek que les élections «libres et honnêtes» sont en bonne voie

Le conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni à Addis-Abeba, a rejeté, vendredi 26 février, les propositions electorales du garoupe de contact » chargé de trouver une solution pacifique o la

Windhoek. — Les négocietions pour l'indépendance de la Nemible, rmenées avec le « groupe de contact » (France, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Ceneda), sont Centrées dans laut seconde phase. Malgré leur nombre excessif (quarame-trois pour environ quetre cent mille électeurs potentiels) et feur variété, les partis politiques internes e'entendent sur l'essentiel. Tous les dirlosents a responsables - du territoire sont satisfaits de l'ection menée contre les - terroristes de la SWAPO - par les troupes sud-efricaines et souhaitent que celles-ci demeurent en place, au moine jusqu'aux élections. Bref, tout va pour

Telles sont, pour l'essential, les Impressions recueilles et exprimées, dredl 26 février, à Windhoek, par M. Pieter W. Botha, premier minietre sud-africain, à l'issue d'un séjour slité sur le terrein diffère cependent quelque peu de ce tableeu ldyflique.

En premier lieu, el pour l'Afrique du Sud « la première phase des négociations est tarminée », les diplomates occidentaux cherchent tou-Jours à convaincre l'Organisation du peuple du Sud-Ouest etricain d'eccepter le double système électoral imitant celui de Bonn (la moltié de la future Assemblée constituante élue à la proportionnelle, l'eutre moitié par circonscriptions). Il est rejeté à la fois par M. Sem Nujome, président de le SWAPO, les pays dits de la « lione de front » et un certain nombre de partie internes. Le - groupe de contect - songeral à proposer un système volsin, mais, dit-on, « simplifié ». Le plus extraordinaire dans cette affaire est que La SWAPO et l'Allience démocratique de la Turnhelle (D.T.A.), les deux de e'effronter eux éventuelles élactions fineles, eccepteraient, I'un et l'autre, le système proportionne simple. Le président de la D.T.A. M. Dirk Mudge, nous l'a indiqué tout à fait cielrement : « Le double système est trop compliqué », a-t-il ajouté, reprenant ainsi presque moi pour mot la position de la SWAPO et de l'D.U.A. Toutelois, c'est Pretoria qui décide « pour le bien du territoire - et qui e accepté le double système. Pour l'heure, l'impasse es done totale,

Divisions ethniques

Le fait qu'il n'existe icl eucum parti multiracial ou multi-ethnique mais des alliances ou des fronts. Mouttit à prendre la mesure d'un probleme eggravé par la Constitu intérimeire du territoire rédigée par Pretoria et qui prévoit un « gouvernement - par ethnie - onze - coit-fés par un « cabinet central » que dirige M. Mudge. C'est d'ailleurs, officialisment, pour protester contre les divisions ethniques, le tribalisme et la ségrégation imposée par les fonctionnaires sud-africains, que le coprésident de la D.T.A., M. Peter ces lours demiers.

En tant que politicien ovambo — jethnie du Nord, la plus importante du pays (50 % de la population), celle ou M. Nujoma, lui-même ovambo, recrute l'essentiel de ses guérfileros de la SWAPO, - M. Kalangula étail d'une extrême importance pour la D.T.A., qui se veut - aillance de toutes les othnies ». Son départ avec les trole représentants ovambos de l'Assemblée nationale, risqualit d'affaiblir la D.T.A. sur son point le plus sensible. Mais deux jours apré

DES PIRATES DE L'AIR DÉTOURNENT UN BOEING D'AIR TANZANIA

Des pirates de l'air, dont or ignore le nombre, ont détourné ven-dreil 25 février un Boeing 777 d'air mania, qui effectuait un vol sur les lignes intérieures. Ces hommes, qui, selon certains témoignages, demandent la démission de 11 Judemandent la demanda de la Tanza-nio, ont d'abord fait poser l'appa-reil à Nairobi, puis à Djeddah et Athènes, où lis se trouvalent, avec une centaine de passagers, pris en otages, samed) en fin de matinée.

Des officiels grees parlemen avec eux samedi matin. Un médecin autorisé à monter à bord de l'appareil, a déclaré qu'un passager avait ét lègèrement blessé. Les pitates ont demandé des cartes de l'Europe et semblikent s'appréter à parti-ponr une nouvelle destipation. — (F.P., Reuter, AP.)

demande aux cinq pays occidentaux mem-bres de ce groupe de choisir entre les deux modes de scrutin combinés qu'ils préconisent pour la tenue de futures élections en Namibie — scrutin à la proportionnelle et

De notre envoyé spécial

le « rébellion », deux des mutins, dont un « ministre » du « cabinet « de l'intérêts allemands du territoire un « ministre » du « cabinet « de l'intérêts allemands du territoire un « ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un « ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un « ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un « ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un « ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un « ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un « ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un « ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un « ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un « ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un « ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un « ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire un ministre » du « cabinet » de l'intérêts allemands du territoire » de l'intérêts allemands du territoire » de l'intérêts allemands du territoire » du de l'intérêts allemands du territoire » de l'intérêts allemands du terri bureaux de Windhoek. Le bruit court qu'ils furent - achelés -, mele, comme dit M. Mudge, - nous evons encore evec nous 50 % des représen tants ovambos. Alors... ..

Le maintien de l'armée de Pretoria Aucun dirigeant - responsable

n'a demandà le départ des troupes aud-atricaines, e décleré M. Boths. C'est vrai de M. Kalangule qui. s'il cherchait à se démerquer de Pretorie et de ses protégés, pour se repprocher des sentiments de son peuple, a pour le moine reté son affaire en déclarant, jeudi, à Windhoek, à se sortie d'une réunion avec les Sud-Africains : - Je suis tavorable eu maintien de l'armée aud-airiceine. - C'est également vrai, M. Mudge et des partis de son alliance, de M. Kossie Pretorius, président du groupement d'extrême drolte Aktur, des représentants de l'Eglise réformée hollandalse, dont les fidàles se recrutent essentiellement chez les solvante mille Afrikaners namiblens, de l'Association o la proportionnelle.

M. Strause en Allemagne tédérale. Mais ce ne fut certainement pas l'opinion exprimée par le Consell des églises de Namible, qui regroupe les anglicans, les catholiques, les méthodistes, les luthériens du territoire, soit environ les trois quarts da le population. Le Conseil a, au contraire, exprimé se - préscu la plus viva - face aux atteintes aux libertés perpétrées par les forces détentions erbitraires, aux destructions de propriétés, y compris celles des Eglises, aux meurtres d'innocents et à toutes les atrocités dont fait était la population civile dens le Nord. Les Eglisee ont demandé que soit mis fin à le conscription rendue obligatoire l'an dernier, quoique sélective.

ment fournis par la C.D.U.-C.S.U. de

De son côté, le Front national namiblen (N.N.F.) qui regroupe quetre partis progressistes, e'est pleint d'être soumis à des tracasseries et errestations. Ses représentents ont demandà que eoit abrogé la texte voté il y a daux mois et qui interdit en oralique sux partis non membres de la D.T.A. d'organiser des réunions publiques, mais

venir à une a solution plus simple ». Les ministres africains des offaires étrangères présents dans la capitale éthiopienne ont marqué leur préférence pour le sarutin

> le N.N.F. n's reçu aucune répons de ce qu'il appelle la - pouvoir colonial -, la premier ministre ayent mis précioitsmment fin à la rencontre. Le Front, à l'Instair d'autres ches de kil, n'e pas le statut de mouvement responsable » eux yeux

> Avant de rentrer en Afrique du Sud où l'attend le rébellion qui sevit dans son propre parti, le pramier ministre s'est félicità de se tournée de - consultations utiles et corétalt «vivement déterminé à tout faire pour que des élections libres et honnétes solent organisées ». Tel est sans doute le seul point d'accord de toutes les parties en présence. Seules les interprétations de ces deux adjectifs different.

PATRICE CLAUDE

Trois Sud-Ajricums blancs ont été condamnes à mort, jeudi 25 février, par la Cour suprême de Windhoek pour le meurtre d'un compatriots noir.

MM. Alien Robert Cesh (vingthuit ans), Walter Benny (trentsdeux ans) et Hendrik Johannes Van Wyk (trents huit ans) avaient tué, le 11 décembre dernier, M. John Solindaba Magabane, qu'ils avaient essayé d'entraîner dans un trafic de diamants.— (A.F.P.)

La guerre civile au Tchad

M. HISSENE HABRE ASSURE **VOULOIR RESPECTER** LE CESSEZ-LE-FEU FIXÉ PAR L'O.U.A. AU 28 FEVRIER

Les Forces armées du Nord (FAN) de l'ancien ministre de (ran) de l'ancien ministre de la détense tehadien, M. Elisane Habré, se sont engagées à res-penter unilatéralement le cessez-le-feu, préconisè le 11 février par l'O.U.A. et qui devrait, théorique-ment, entrer en vigueur le 33 fé-vrier.

vrier.
Selon une déclaration, signée par le vice-président des FAN, M. Idris Miskine, et remise à la presse vendred 36 février à Khartoum, les FAN a accueillent favorablement les efforts de FO.U.A. et de astrains Etais africains pour et de certains Etais africains pour rétablir la paix au Tehad ».

La déclaration ajoute, que les FAN sont « totalement d'accord avec les résolutions de l'O.U.A. sur le Tehad, et sont disposés à contribuer à leur application ».

D'autre part, une controverse oppose les bellightants à propos du sort de la localité d'Oum-Hadjer, dans l'est du Tehad. N'Djamena avait annoncé, lundi, la conquête de cette position sur les Forces armées du Nord de M. Hissène Habré, puis a reconnu, vendredi, l'avoir « reperdue ». Selon la version des FAN fournie le même jour à Paris par leur représentant en Europe, la colomie de troupes gouvernementales envoyés pour dégager la ville ne l'a jamais atteinte et est « tombés dans une embuscude ». ville ne l'a jamais atteinte et est « tombée dans une embuscade à perdant plus de quatre cents mots et antant de prisonniera, défaite qui « met un terme à la brêve contre-offensive » des for-ces de M. Gonkouni Ouèddel. Le représentant de M. Habré a, d'au-tre part, démenti la perte de Goz-Beida, dont N'Djamena assu-rait émiement, s'être emparé. rait également s'être emparé. — (A.P.P.).

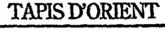
AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES

(De notre correspondant.)

Tunis. — Après deux semaines de difficiles négociations entre les partenaires sociaux, le premier ministre. M. Mohamed M.Zali, a amoncé, jeudi 18 février, une augmentation générale des salaires. Le SMIG bénéficte d'un réajustement d'environ 30 % et passe ainsi, pour une semaine de quarante-huit beures, de 64 dinars à 35 dinars tunisjens (1 D.T. = 11.3 francs). Le SMAG (salaire minimum dans l'agriculture) passe de 2 D.T. à 2,400 D.T. par jour. Tous les autres salaires, y compris dans la fonction publique, bénéficient d'augmentations, elles aussi nettes d'impôts, e'échelonnant de 20 dinars à 30 dinars. Tunis. - Après deux semaines lonnant de 20 dinars à 30 dinars.

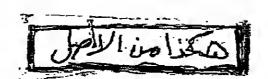
Ces mesures entrent en vigueur avec effet rétroactif au 1° février. Elles représentent une augmentation de 360 millions de dinars de la masse salariale actuelle évaluée à 1400 millions de dinara. Elles auront une incidence budgétaire d'environ 100 millions de dinara. Il faudra donc ou un budget complément done qu'un budget complémen-taire soit soumis dans les pro-chains jours à la Chambre des députés.

M. M'Zali a indiqué que les différents partenaires se sont engagés à ne pas formuler de revendications salariales avant la signature des conventions collectives et des statuts qui interviendra au début de 1983. Selon lui, l'accord conclu permet d'affirmer que a l'intérêt supérieur de la nation l'a emporté sur les courants destructeurs et sur les détructeurs du régime et il consacre une année de dialoque, de consultations et de concessions réciproques ». — M. D.



Pourquoi l'acheter au Bou Marché?





Vote prochain au Parlement Européen sur l'interdiction d'importer des phoques.

Il vous est maintenant possible de mettre fin à la chasse Mme. G. Charzat R. Fajardie R. Forni G. Fuchs aux bébés phoques. Mme. Y. Fuillet G. Jaquet C. Loo

En envoyant ce qui sera peut-être la lettre la plus importante que vous n'ayez jamais écrite!

G. Martinet J. Moreau D. Motchane J. Oehler D. Percheron H. Saby g. Sarre G. Sutsa de Germa B. Thareau Mme. Y. Théobald-Paoli Mme. M. Vayssade

P.C.F. L. Baillot R. Chambeiron F. Damette Mme. D. de March J. Denv G. Fendandez G. Frischmann M. Gremetz Mme. J. Hoffmann Mme. S. Le Roux E. Maffre-Baugé G. Marchais M. Martin R. Piquet Mme.R. Poirier P. Pranchere P. Vergès F. Wurtz

M.R.G. R. Schwartzenberg

D.I.F.E. J. Clement P. Cousté G. Deleau A. Fanton Mme. M. Fourcade F. Geronimi M. Junot J. de Lipkowski C. Malène E. Remilly A. Turcat D. Vié Mme. L. Weiss

P. Baudis H. Caillavet C. Calvez F. Collomb F. Combe c. Delatte A. Diligent G. Donnez R. Delorozoy E. Faure Y. Galland J. Lecanuet Mme. S. Martin Mme. L. Moreau O. d'Ormesson P. Pflimlin J. Pintat M. Pomiatowski Mme. M. Pruvot A. Rossi V. Sablé Mme. C. Scrivener J. Seitlinger M. Simmonet Mme. S. Veil



Mme. Hanya Maij-Weggen est Rapporteur auprès du Parlement Européen sur une résolution qui a été incorporée au Rapport du Comité sur

l'Environnement.

la Santé Publique et la Protection des Consommateurs; cette resolution déclare en partie que le Parlement Européen: DEMANDE A LA COMMISSIÓN, SELON L'EXEMPLE DES ETATS-UNIS, DES PAYS-BAS ET DE LITALIE ET COMPTE TENU DE L'ACTION SUIVIE PAR LES NEGOCIANTS EN FRANCE, D'IMPOSER, AU MOYEN D'UNE REGLEMENTATION, UNE INTERDICTION SUR LES IMPORTATIONS DANS LA COMMUNAUTE DE TOUTES LES PEAUX ET DE TOUS LES PRODUITS DERIVES DES PHOQUES GRIS ET DES PHOQUES A CAPUCHON.

Mme. Hanya Maij-Weggen précise: "Les européens protestent dépuis des années contre la cruauté de la chasse aux phoques mais le gouvernement

canadien refuse d'abolir cette pratique. La CEE importe plus de 75% des produits dérivés des phoques et le seul moyen de mettre fin à cette chasse atroce est d'imposer une interdiction dans la communauté."

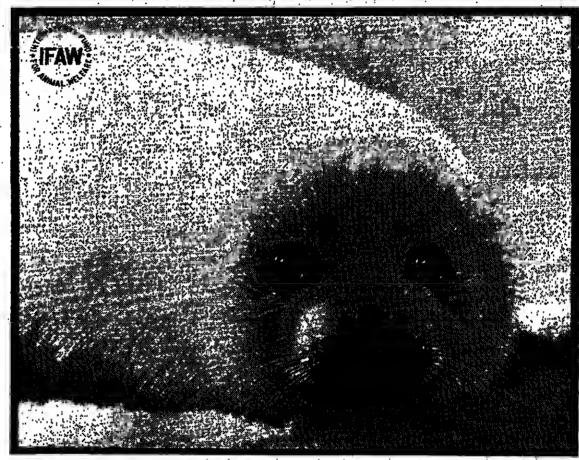
Avec l'aide du Parlement Européen, nous avons réussi à interdire l'importation de produits des baleines; nous pouvons maintenant agir de même pour les phoques.

Le Parlement Européen procèdera à un scrutin sur cette question entre le 8 et le 12 mars. Je connais l'importance de l'opinion publique et je vous préconise vivement d'écrire des aujourd'hui à votre Membre du Parlement Européen.

Veuillez écrire à l'un de vos parlementaires indiqués ci-dessous et envoyez dès que possible votre lettre au nom de ce membre à l'adresse suivante:

Parlement Européen Strasbourg

Publié par le International Fund for Animal Welfare en coopération avec le Eurogroup for Animal Welfare, une association regroupant les plus importantes sociétés de protection des animaux de la CEE.



Message de Brian Davies, haut directeur du International Fund for Animal Welfare (IFAW-Fonds international de protection des animaux): Cher Lecteur,

Voici ce qui se passe sur les glaces flottantes au large de la côte est du Canada quand les femelles donnent naissance aux bébés phoques en février et mars de chaque année.

Dès qu'ils ont une dizaine de jours, les bébés phoques désemparés sont séparés de leurs mères et, poussant des gémissements pitoyables, ils sont brutalement frappés sur la tête et parfois sur la gorge avec des massues ou des armes en formes de pic à glace.

Saignant du nez et de la bouche, le bébéphoque est alors rejeté sur le dos et sa peau est violemment déchirée de son corps qui tremble

L'horrible vérité (je l'ai vue de mes propres yeux) est que certains bébés phoques souffrent l'épouvantable agonie d'être écorchés vifs.

Vous n'avez pas à me croire sur parole; permettez-moi de vous rapporter ici une déclaration directe.

Parlant de la chasse de l'an passé, William Murphy, responsable des pêcheries canadiennes pour l'île Prince Edward, indique: "Les cas ...

d'écorchages de bébés phoques avant qu'ils ne perdent conscience ont été suffisamment courants pour alerter l'attention des services gouvernementaux..."

Depuis les années soixante, le IFAW joue un rôle de premier plan en attirant l'attention du monde entier sur cette chasse impitoyable, dont découlent les décisions nationales précisées dans la résolution. La Communauté Economique Européenne

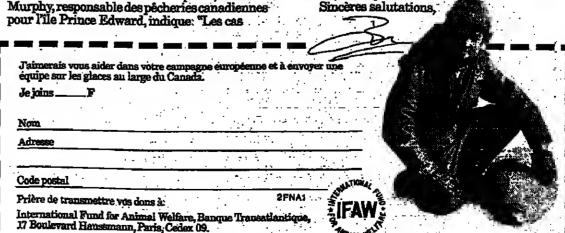
(CEE) reste de loin de plus gros débouché des produits de cette chasse. Grace à une interdiction au sein de la CEE, la chasse sans pitié deviendrait chasse sans profit! Cet appel pour les phoques fait partie d'une.

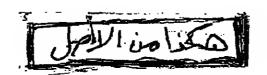
campagne portant sur toute la CEE dont l'objectif est d'assurer que le rapport de Mme. Hanya Maij-Weggen deviendra juridiction.

Vos dons sont essentiels à la réussite de cette campagne; ils nous aideront également

à envoyer une équipe de rapporteurs sur place lors de la prochaine chasse. Voici pour vous la meilleure occasion d'aider à sauver les phoques. Vos dons, vos lettres, peuvent véritablement mettre fin à cette

chasse, à tout jamais!





DEVANT LE COMITÉ CENTRAL

M. Chirac : le R.P.R. mènera une campagne nationale lors des élections municipales et régionales de 1983

M. Chirac, traçant «l'esquisse d'une stratégie politique de l'opposition ». « poursuivi : « En même temps qu'on observe uns évolution jouverble à l'opposition on constate qu'il n'y a pas dans. Popinion un très grand regret des anciennes gestions. Si nous apparaissons comme voulant faire retour à un proche passé, nous

apparaissons comme soulant faire retour à un proche passé, nous nous déconsidérerons. Il faut que nous soyons capables de dessiner une voie nouvelle mais en des termes qui ne puissent choquer personne parmi les composantes de l'opposition actuelle qui ont parlagé, à un titre ou à un autre, les responsabilités des gestions passées. Cette action doit s'inscrire dans une stratégie d'union de l'opposition. Aufouru'hui, l'opposition se redresse, et le R.P.R. y occupe une bonne position. Nous devons donc avoir conscience de la solidarité entre les diverses

la solidarité entre les diverses composantes de l'opposition. Tou-tefois, les prochaînes élections municipales et régionales seront

l'objet d'une campagne nationale pour le R.P.R., et celle-ci doit être préparée dès maintenant. »

M. Bernard Pons a précisé que le nombre total des candidats

confirmé l'ancrage du mouvement gaulliste dans ses de Toulouse (le Monde du 26 février). M. Ber nard Pons, secrétaire général, a mêma fait remarquer due les orateurs n'evalent - pas trouvé le moindra gotà positif à la politique du gouvernement ». M. Jacques Chirac Iul-même a souligne « l'improvisation et l'incoherence de la plupart des décisions gouvernementales, et il s'est plu à citer de multiples exemples. Pour la plupart des délégués, la dégradation de le situation et les désaffections à l'égard des

Le comité central du R.P.R., réuni vendredi 26 février,

Le R.P.R. entend profiter de cette situation de plusleurs facons. Il va tout d'abord essayer d'implante is militantisme sur les heux de travall. L'Action ouvrière et professionnelle (O.A.P.), organisation hybrida ni vraiment syndicale ni vraiment parti politique disparaître pour reneître sous le forme de « sections Centreprises • et de • sections professionnelles » comme en possèdent les autres formations politiques.

M. Jacques Chirac a notamment déclaré : « Le gouvernement donne le plus souvent le speciacle de l'improvisation et de l'intolerance, ce qui entraîne des réactions sectorielles et ponctuelles. C'est le cas pour les agriculteurs, pour les P.M.E., pour les cadres et plus largement pour les syndicats, dont l'attitude plutôt favorable au pouvoir au début du séptennat se durcit fortement dans tous les domaines, a Le maire de Paris a cité ensuite la liberté d'enseignement, la télévisions, les trente-neuf heures, remarquant : « Aujourd'hui, les Français sont plus sensibles au Français sont plus sensibles au

MISE AU POINT.

M. Ramon Casamitjana, président de la Sonacotra (Société netionale de construction de ligements pour les travailleurs) figurait parmi les signataires d'un appel que diverses personnalités politiques et syndicales avaient lancé « pour le succès du socialisme en France» (le Monde daté 31 janvier-1« février). Il nous précise : « Je n'al absolument pas donné mon accord pour que mon nom figure au bas de cet appel, ce qui na signific pas que je sois en désacord avec son contenu. »

Français et nous allons le démontrer. politique qui na soit pes - par rejet de la majorité actuelle - un aimple retour eu passé Cette nouvelle formulées par le maire de Paris, devrs cependant éviter

de rebuter l'ancien électorat U.D.F. Le président du R.P.R. a Insisté à plusieure reprises sur la nécessité de l'union et le soliderité au sein de l'opposition, citant en exemple la préparation des électione cantonales. Toutefois, B a Indiqué, d'ores et délà, que les élections municipales et réglorales de 1983 seront «l'objet d'une campagne nationale pour la R.P.R.». A cette occasion — et il s'y prépare dès maintenant — le R.P.R. présenters partout ses proprès listes ou ses proprès candidets. Nos qu'il souhable faire cavaller soul, mala il juge que ce moyes est le mellieur pour - ratisser large - et surtout pour se compler et faire apparaître -- car il n'en doute pas la prééminence au sein de l'opposition, au moins du parti présidé par M. Chirac. ANDRE PASSERON.

problème du niveau de vie qu'à R.P.R. aux cantonales, était de ceint de la durée du travail. 3 881, dont 587 esnaidais uniques et 294 participant à des pri-

Election du conseil politique

Le comité central a procédé à l'élection des quinse membres du conseil politique pazmi les vingt-eix candidats.

vingt-eix candidats.
Ont été éius: MM Emmanuel
Aubert (Alpes-Maritimes), Jean
Falala (Marnel), Jacques Marette
(Paris), Hyacinthe Bantomi (Bouches-du-Rhône), Jean Tiberi
(Paris) et Rober-André Viven
(Val-de-Marne), tous députés;
MM Hubert d'Andigné (Orne),
Maurice Schumann (Nord) et
Roné Tomasini (Eure), tous sénateurs; M André Bord, ancien
ministre (Bas-Rhin), Franck
Borotra (Yvelines), Pierre LamyPeyret (Aquitaine), Brune Chanvière (Nord), Raymond Tourrain
ancien député (Doubs) et Roland
Vernaudon (Val-de-Marne). Vernaudon (Val-de-Marne).

Senis MM. Falala, Marette, Tiberi et Vernaudon étalent membres âns du précèdent conseil politique, M. Chirac dolt nommer prochainement d'autres membres du conseil politique (quinse au moins).

Conquérir le femps

Des 1982, une prise de conscience milliers d'entreprises essent de termer iems portes et pour des commence une politique d'étale

scolaires. Celles-ci ne pesson (de pour 12 % on 16 % dans le choix des dates de racances. Ce n'est. pas étornant, quand-on-entr que 60 % des familles trançaises n'em-pas on n'emt plus de contraintes scolaires. De plus, les deux mois d'été juliet et soût, pourraient parmetire un premier étalement pour ceux qui ont justement des pour ceux qui ont justement ces contraintes scolaires aiors que la fermeture des entreprises sur un seul mois l'empêche sotalement jusqu'id.

Qu'on ne sy trompé pes : un grand mouvement est en cours vers un fractionnement des va-

cances en deux temps, et le désir de plus en plus fort de preudre des vacances l'hiver entre janvier et mars s'amplifiera d'autant plus que la possibilité en est ouverte-par l'attribution de la cinquième semaine de congés payés. Enfin, les évolutions fort intéressantes en cours dans l'éducation nationale montrent à quel point les gouvernements précé-dents avaient en tort de prendre-comme boucs émissaires les enseignants et personnels d'éduca-tion. Le rééquilibrage de l'année scolaire, fondé sur l'intérêt des enfants, qui ne doit jamais être sacrifié aux. commodités touristiques des adultes se fera progressivement au profit des vacances d'hiver. Les discussions menées par M. Savary, ministre de l'éducation nationale, one montré que des avancées significatives étalent possibles dès maintenant.

Il reste que le maintier en activité des entreprises ne saurait résulter de la loi ou du décret, Chaque organisation sociale a son rôle à jouer dans cette affaire des lors que le gouvernement a affirmé, avec force, son propre chotz et sa volonté politique. Branche par branche, entreprise par entreprise, des discussions

consequences économiques pour que ou le service public fonc-l'ensemble du secteur du tou-risme et des loisirs! Le temps libre des uns ne peut

entreprises ou services de l'Etat, d'extraordinaires possibilités de souplesse qui améliorent la vie quotidienne des travailleurs, et en particulier des couples.

Il suffit d'un écart d'une deminération des lors par exemple la matria ou le soir pour choisir un strain ou un bus dont l'horaire est clus un hus dont l'horaire est plus favorable, pour conduire, ou rechercher un enfant à la crèche on à l'école maternelle, ou encore plus simplément pour faciliter à chacun l'organisation de sa

ennées par les organisations syn-dicales face au phénomène des hozaires souples. Aujouzd'hui l'intérêt des expériences réalisées est el évident que chacun reconnouvelle capable d'améliorer la cualité de la vie de chaque jour. On ne peut qu'encourager les décisions allant dans ce sens, des lors qu'elles seront à l'initiative des travailleurs on qu'elles résul-

UNE HEURE DE MOINS CHAQUE JOUR

La reduction de la durée hebdomadaire du travalle à 35 heures représents une grande ambition du gouvernement de la gauche. Lutte pour l'emploi partage du travail, la marche vers les 35 heures -apportera da temps libre supplémentaire.

Mais qu'on y prenne garde : les batelles actuelles révèlent en profondeur un phénomène qui peut être lourd de conséquences. Si l'on peut comprendre ceux gui, préféreraient une heure libérée le vendredi plutot que quelques minutes par jour, faudra-t-il ao-cepter paris cinq ana que soit libéré le vendredi après-midi tout eutier — on le fundi matin — du jour au lendem plutôt que soit diminuée d'une vie centrée su peure chaque jour la durée du le troisième âge cr

travail? Le socialisme ne s'est jamais référé à une conception du travall perçu comme un temps fatal et contraint, et que l'on pour-rait tasser sur quelques jours de la semaine pour libérer une période de plus en plus grande de termes l'ître comme en temps libre comprise comme en

opposition an temps de travail.

Kill pasilulione

ide tederalis

Tisme et des loisirs!

Trois autres objectifs méritent être riche et épanouissant que une particulière autention.

HORAIRES SOUPLES

Les horaires à la carte peu- Annes Sagge Tique vent offrir, dans de nominement EN FORMATION CONTINUE

ple est grande pour que seient prises en compte les notions de formation continue, d'éducation Serait - il anormal d'étudies

rapidement l'impact économique vie de travailleur, et sur la marrait-on imaginer dans un premier temps des périodes subs-tiques liées à la formation continue pour amorcer un mouvement profond capable de changer durablement notre conception du travail et des métiers, et de mesurer la notion de temps libre à la dimension de la vie tout

Quatre bijectifs d'inégale importance, mais cependant quatre exigences d'imagination, d'innovatien, qui risquent de bousculer les habitudes et les traditions. Pent - être même devra - t - on prendre le risque de bousculer les habitudes acquises s'il s'agit de conquérir des droits plus vala-bles et mieux adaptés aux besoins de notre temps et aux aspirations de notre peuple!

On ne saurait conclure cette réflexion sur l'aménagement du de liberté sans évoquer d'un motcette période de temps libre qu'est le troisième âge. Organiser une politique des loisirs pour les personnés agées les préparer à un temps libre qui ne soit pas un temps d'emmi, c'est attenuer le sentiment trop frequent d'angoisse, faute de ne point savoir d'une vie centrée sur le travell

Le troisième age coûtera n'en doptons pas, de plus en plus cher à la nation; parce qu'il sera teujours plus exigeant. Mais cela nous ramène à la démographie et aux évolutions prévisibles des vingt prochaines années. Une politique du temos libre devre naturellement en tenir compte. ANDRE HENRY.

PRESSE

UNE EXPOSITION AU CENTRE GEORGES POMPIDOU

« Comment va la presse ? »

L'exposition - Comment va. la presse? -, organisée au Centre Georges Pompidou (Beaubourg), qui a été inaugurée mercredi 24 février, durera jusqu'au 26 avril.

Le speciacle audiovisuel qui, no-tamment, sera diffuse toutes les heures (durée trente minutes) retrace à grands traits la nais-sance et la «commercialisation» sance et la «commercialisation» de l'information, sous forme écrite, télévisuelle ou radiophonique. Une bande sonore assez suggestive et un commentaire qui ne manque pas de piquant soutiennent le montage d'actualités télévisées réalisé par l'Institut national de Baudiovisuel. L'I.N.A. organise en

outre, chaque jeudi à partir de treprise de presse (29 mars au France) et Mome Degez-Vathaire 16 heures, des rencontres entre des professionnels de l'audiovisuel — 9 avril) ; les nouvelles techniques du Monde).

Outre, chaque jeudi à partir de treprise de presse (29 mars au France) et Mome Degez-Vathaire (chaf du service documentation professionnels de l'audiovisuel — 9 avril) ; les nouvelles techniques du Monde).

— Jeudi 4 mars : évolution de

journalistes, réalisateurs, etc. — et le public.

Des éditions de journaux andiovisue's seront réalisées sur le plateau T.V. et dans le studio radio prévus à cet effet. Le cycle hebdomadaire des animations réserve, de 16 à 18 heures, le jundi à la presse écrite, le mercredi à la presse écrite, le mercredi à la radio, le jeudi à l'INA, le vendredi à un vidéo-club. Chaque semaine traite d'un thème : les sources de l'information (1° au 5 mars) ; la fabrication de l'information (3° au 12 mars) ; ceux qui font la presse (15 au 12 mars) ; l'information par et (Canard enchaîné). J. Derogy pour vous (22 au 25 mars) ; l'en-

— Jeudi 4 mars : évolution de l'information télévisée. — Vendredt 5 : le marché de l'image, avec la participation d'Associated Press et des agences

Gamma et Sygma. Jusqu'au 18 avril, se tient d'autre part une exposition consacrée « A la Une » des journaux. EA-IE Une » des journaux.

Enfin. entre le 17 mars et le 6 avril, dix-hui. Illms se rapportant au monde de 12 presse — tels que le Crime de M. Lange, Judith Therpause on l'Homme de marbre, de A. Wajda. — seront projetés (à partir de 19 h.), salle de la cinémathèque.

POUR E'« ECONOMIST » DE LONDRES

M. Mitterrand est < par tempérament un homme du centre>

L'Economist de Londres publie, dans un supplément spécial sur la France encerté dans son numéro du 27 février, un long exticle de son courspondant à Paris, David Lawday, dont la rédaction précise qu'il a «à la différence de son journal, souhauté l'élection de M. Mitterrand û y a un an a Le journaliste écrit notamment : «De manière surprenante ce que le président Mitterrand appelle son état de grâce n'a pas pris fin tout à fait à l'approche du premier anniversaire de son élection. La pair sociale existe plus ou moins, avec seulement un petit nombre de conflits préoccupants. La Bourse est prospère, les paysans se battent à anort (un signe sûr de stabilité): Certes, pas mai de fortune privée s'est envolée des fontières en raison des faillites ont été nombreuses l'an

· ** · · 7 · 2

.

WEINING

A NIMES

M. Marchais s'adresse aux agriculteurs et aux jeunes

M. Georges Marchais glest le reconnaître : ces exigences que adressé vendredi soir 26 février à Nimes à plusieurs milliers de personnes dans un meeting électoral. Le secrétaire général du PCP. S'est notamment intèressé en sort des agriculteurs, en particulier à celui de ceux qui mont pas voté communiste aux dernières consultations.

**Depuis, a-t-il déclare, dix mois nour passé. Et, maintenant, vous l'exprimez. C'est normal dats ce qui, d mon avis, l'est moms, c'est que certains d'entre vous aillent susqu'à dire les ponsables de nos difficultés.

**D'abord, ce n'est pas conforme à la vérité. Car il vous faui bien luttes, de vos espoirs »,

CORRESPONDANCE

Un grand projet étouffé

- Mme Elisabeth Auclaire Tama-relf, secrétaire général de la mission d'éludes pour un Centre de presse au Grand Palais, nous deril :

"Une exposition consacrée à la Presse ouvre ses portes su public su Centre Georges - Pompidou. Son élaboration à commencé il y a plus de trois ans : faut-il rappleir que la Bibliothèque nationale (dont c'était le projet initial et qui a dû se retirer faute de houvoir y consacrer un budget ct qui à un se recirer laute de fouvoir y consacrer un budget suffisant) et les entreprises de presse (qui finalement u'ont voulu consentir aucun effort financier) devalent être associées à la conception et à la réalisation de ostte exposition.

cette exposition.

Au moment de la conception la mission d'études pour un Centre de presse au Grand Palais vensit d'être mise en place sous la responsabilité de Jean Gelanur. Le principe d'un Centre international de presse qui domprendrait trois volets dont le Centre public d'information sur la communication semblait admis la Cele & Musée de la gresse a fi communication semblait admia 1. Le « Musée de la presse » griste : les collections de la presse écrite sont conservées à la Bibliothèque nationale, aux Archives nationales et départementales. Le travail systématique et scientifique initié par M. Prinet, ancien conservateur en chef du département des périodiques, pour compléter les collections des pu-

est le meilleur garant que à peu près rien u'échappers à la vigi-iance de nos conservateurs. Les collections du département des estampes sont luestimables tant pour la « photo presse » que pour les « dessins ». Enlin, l'ins ilns-titut national de l'audiovisuelle assure la conservation des archi-ves audiovisuelles.

Les conservateurs en chef des départements des périodiques et des estampes de la Bibliothèque nationale souhaiteraient pouvoir autoriser un large accès de leum collections au public.

Ce n'est pas possible aujour-d'nur faute de place et de crèdits nécessaires. C'est pourque ils s'untéressent au projet de centre public d'intormation sur la communication, auquei ils pourraient être assoc.és. Le public, aurait la faculté d'accèter aux collections grâce e aux techniques modernes de reproduction. Des expositions permanentes et temporaires pourraient y être réalisées.

ce centre public pourrait com-prendre un Musée de la presse étrite, sonore et audiovisuelle (en collaboration avec la B.N., l'INA, le Musée de la racio, le Musée des sciences et techniques), un Cen-tre de documentation vivante (comprenant bibliothèque, sono-thèque, vidéothèque, salle d'ac-tualité, salle de lecture), alnsi qu'un Centre d'expositions per-

à tous les modes d'expression de l'information (le Monde du 27 no-vembre 1981)

Le problème est posé. Ce centre puolic, étrottement llé su projet de Centre international de presse destiné sux professionnels français et étrangers, en lerait une réalisation unique au monde, digne des traditions démouratiques de notre pays. Si Paris, est le seule capitale importante qui ne possède pas de lleu d'accueil et de rencontre pour les professionnels de la presse (alons qu'elle est une des plaques tournantes de l'information mondiale), la seule ville qui possède un embryon de musée de la presse cuvert au public est Washington (Etate-Unis), grâce au Smithonian Institute. Aucune ville au monde ne rassemble, sous un même toit, un lieu strictement réservé aux professionnels et un lieu ouvert au public (lecteurs, auditeurs, spectateurs) facilitant ains) la rencontre, le dialogue, la discussion entre ceux qui la reçoivent.

Les pouvoirs publics ont le dossère entre les mains Une rése

qui la reçoivent.

Les pouvoirs publics ont le dossier entre les mains. Une réunion interministèrielle s'est tenue le 29 novembre 1981. Elle a mis en place un groupe de travail charge d'étudier le « dossier » et de remetire ses conclusions avant le 10 janvier 1982. Depuis, rien... Pourquei ?

Le Syndicat de la presse paristenne a procédé, lors de son assemblée du 36 février, su renouvellement de son buresu.

Président: M. André Andinot (le Pigaro); vice-président: M. Rugues-Vincent Barbe (le Nouveau Journal) et Mine Jacqueline Beytout les Echoe; trésorier: M. André Bassinet (la Cote Despossés): secrétaire: M. Roger Alexandre (Parts-Turf).

A Pappel de la Pédération du Livre C.G.T. cent cinquante manifestants se sont rassemblés, vendredi sprès-midi 26 février. su centre de Lyon, devant les locaux du Progrès, rue de la République.

Les représentants de divers personnels (ouvriers du Livre, techniciens, employés et journalistes) Les représentants de divers personnels (ouvriers du Livre, techniciens, employés et journalistes) ent procédé, comme ils l'avaient fait la veille, à la distribution d'une édition pirate de quatre pages dirée les Dépêches, le Progrès, la Tribune, du nom des journeux de Dijon. Lyon et Saint-Rijenne contrôlés par M. Jean-Charles Lignel. Les manifestants entendalent essentiellement protester contre les quarante-cinq suppressions d'emploi annoncées aux Dépêches.

Une dizzine de personnes devaient pénétrer à l'étage, dans le burean de la direction, avant de jeter au dehors des photographies et des négatifs représentant le président-directeur général du Progrès en compagnie de quelques-uns de ses invités. Un court défilé a suivi le rassemblement et s'est dispersé cans incident. — (Corresp.)

• Tele-7 jeur > (Edi-7) devient mensuel au prix de 10 francs. à partir du humero de mars pro-chein. Son tirage sera de 475 000 exemplaires.



Le Conseil constitutionnel approuve l'essentiel des réformes sur la décentralisation et la Corse

quelques articles on alinéas de la loi relatifs aux procèdures du contrôle exercé par les préfets. Sur le second point, en revancbe, les sages - ont donné un aval total à la réforme du statut de la Corse.

STATUT DE LA CORSE

Le Conseil constitutionnel avait Le Conseil constitutionnei avait été saisi de la totalité de la loi portant statut de la région Corse par les parlementaires du R.P.R. et de l'U.D.F. Il n'a en rien fait droit à leur demande.

Les sages du Palais-Royal font

Le Conseil constitutionnel a remarquer que la possibilité donrendu publiques, le 27 février, née par la Constitution au Pariedeux décisions relatives à la ment de créer de nouvelles collecloi « droits et libertés des
communes, départements et
régions», d'une part, et sur le
statut particulier de la Corse, du modèle unique,
Après avoir souligné que la loi
statut particulier de la Corse, au modifier celui-ci
ment de créer de nouvelles colleclivités berritoriales n'est pas limitée à l'outre-mer et que celles-ci
petvent être d'un modèle unique,
Après avoir souligné que la loi
sur la Corse ne portait pas
d'antre part. Sur le premier
a attente au caractère thativistite
point, il a déclaré non
conformes à la Constitution
du territoire national », le Consell
a estimé que ses modification ne doit
pas obligatoirement être voiée
du se délibérationa, arrêtés et
actes » des autorités locales
inétat pas embordonné à l'eur
transformation des régions en
régions ». d'une part, et sur le
statut particulier de la Corse,
sur la Corse ne portait pas
collectivités territoriales, — pense
dents des consells géoéraux et
régions » d'une part, et sur le
sur la Corse ne portait pas
collectivités territoriales. — pense
dents des consells géoéraux et
régions » d'une part, et sur le
sur la Corse ne portait pas
collectivités territoriales. — pense
dents des consells géoéraux et
régions » d'une part, et sur le
sur la Corse ne portait pas
collectivités territoriales. — pense
dents des consells géoéraux et
régions » d'une part, et sur le
sur la Corse ne portait pas
collectivités territoriales. — pense
dents des consells géoéraux et
régions » d'une part, et sur le
sur la Corse ne portait pas
collectivités territoriales. — pense
régions » d'une part, et sur le
sur la Corse ne portait pas
collectivités territoriales. — pense
dents des consells et
régions » des autorités locales
rétait pas « ellémération»
rétait pas « entre dun delle
régions » des composition
rétait pas « entre dun delle a estimé que ses modalités, et particulièrement son article 50 qui prévoit des mesures d'amnistie, ne mettaient pas à mal le principe fondamental de notre législation sur l'égalité de tous devant la loi.

Mais le Conseil - incidemment Mais le Conseil — incidenment — demande que le même régime électoral soit appliqué à tous les conseils régioneux, y compris à celui de la Corse. Le gonvernement a donc le choix entre proposer à l'automne prochain an Parlement que tous les conseils régionaux soient éins au cerutin proportionnel sur liste régionale, comma le sera, en juin 1982, celui

LES COMMUNES, DÉPARTE-MENTS ET RÉGIONS

Les pariementaires du R.P.R. et de l'U.D.F. avaient aussi saisi le Conseil constitutionnel de huit (sur cent huit) articles de le loi relative aux « droits et libertés » adoptée par l'Assemblée nationale le 28 janvier 1982. Ces articles organisaient le contrôle a posteriori par le représentant de l'Etat dans les départements, et les régions, des dérisions des autorités communales départementales et régionales regions, des derisions des autori-tés communales, départementales et régionales. La loi telle qu'elle avait été votée par les députés précisait

dents des conseils georaux et régionaux disposent d'un délai de quinze jours pour faire connaître leur décision an préfet (ou commissaire de la République). De plus, celui-ci, s'il estime illégale cette décision, pent certes esisir la tribuna) administratif mais il doit, vingt jours an moins avant de le faire, prévenir de son intention l'autorité locale. Il poovait donc y avoir, d'après le texte, voté, un délai maximum de trent-cinq jours pendant le-quel un acte — même illégal — d'un conseil municipal, général on régional était quand même appliqué. Ce délai ne pouvait être en partie raccourci que si la décision en cause était « de nature à comprometire l'exercice d'une liberté publique ou individuelle ». Même dans ce cas si restait quinse jours pendant lesquels le contrôle

du représentant de l'Etat ne pouvait e'éffectuer. Telle était la loi.

Le Conseil constitutionnel commence, dans sa décision, par faire remarquer que « si la loi peut fizer les conditions de la libre administration des collectities territoriales, c'est sous la réserve qu'elle respecte les préfigatives de l'Etat » conflées par l'article 72 de la Constitution au représentant de l'Etat. Le rôle constitutionnel de ce fonctionnaire ne peut donc être « ni restemporatrement ». Le Conseil a cetimé que la transformation du contrôle administratif par le préfite en contrôle juridictionnel par le tribunal n'était pas contraire à la Constitution.

En revanche, les neuf sages ont considéré que l'existence d'un délai pendant lequel le représentant de l'Etat — tenn dans l'ignomation du considéré que l'existence d'un délai pendant lequel le représentant de l'Etat — tenn dans l'ignomation du l'existe des autorités locales — a n'est pas en mesure de caistr la furdiction au reste des modalités autorités locales — a n'est pas en mesure de caistr la furdiction au reste des modalités anticines du contrôle a paragraphe l'alinéas 1, 3, alinéas 2, 2, 5, qui concernent les communes : les articles 45, allnéas 1 et 3, 46, ali-néa 5, pour les régions. Ils ont l'article 69, paragraphe l'alinéas 1, 3 et 6 pour les régions. Ils ont aussi annuité — bien entend l'article 69, paragraphe l'alinéas 1, 3 ellnéas 1, 3, alinéas 2 et 5, qui concernent des collecti-loi article 45, alinéas 1, 3, alinéas 1, 2, 5, de cette loi 2, 45, alinéas 1, 3, alinéas 1, 2, 5, de cette les atinéas 1, 3 et 6 pour les régions. Ils ont concernation en

Pas de fédéralisme

(Suite de la première page.)

I. - Dans sa décision concernant la décentralisation, le Conseil rappelle que « le peuple trançais e proclamé l'indivisibilité de la République - et affirmé - l'intégrité du

L'indivisibilité de la Réaublique est. en effet, proclamée par l'article 2 de la Constitution ; l'Intégrité du territoire est affirmée par l'erticle 16, qui fait de la menace é cette intégrité l'un des cas dans lesquels le président de la République peut faire uesge de ses pouvoirs exceptionnels.

Le Consell applique ces principes au cas de le Corse : Il accepte la tol gul tul donne un stetut particulier. mais en soulignant que dans son dat actuel - la loi ne comporte pas de dispositions qui pulssent « en tant que telles » porter atteinte à l'un ou l'autre de ces principes. Le Conseil limite donc - pour l'ave-nir - . l'étendue d'éventuelles bilave Interdit tout tédéralisme Interne : le législeteur ne pourrait donc pas donner é la Coree une structure aul en feralt un Etat autonome au sein d'une France devenue toire françeis, il ne pourrait y être 28 décembre 1976, en fixent ce atteini qu'en cas de cession (ou de nombre à troie cent cinq - pour les sécession) effectuée conformément à départements ., e entendu par la que l'article 53 de la Constitution, c'està-dire avec « le consentement des populations intéressées ».

II. - La condamnation du fédéralisme résulte encore des pouvoirs que le Constitution reconnaît eu délégué du gouvernement : d'après son article 72, II - a la charge des intérêts nationaux, du contrôle administratif at du respect des lois ».

C'est en vertu de ce texte que le Consell s'oppose à certaines dispoeltions de le loi de décentralisation. En effet, d'après l'ancienne législetion, le préfet chargé du contrôle administratif pouvait annuler luimême les délibérations illégales d'un consell municipal; il perd désormels ce pouvoir ; il ne peut que saisir le tribunal edministratif pour lui demander d'abord ou'il soit aurais é l'exécution de ces délibérations et ensuits que l'acte Illégal soit annulé. SI le Consell avait été très strict. it auralt ou considérer que cette

réforme remplaçait le contrôle administratif par un contrôle juridictionnel, et cele d'autant plus que les particuliers peuvent eux aussi esisir le tribunal administratif

Le Conseil a cependant edmis cette rélome très importante en considérant qu'elle laissait eux pouvoir de contrôle cermettant d'as-

Encore feut-ii qu'il sit connels sance des ectes soumie à ce contrôle : c'ast pourquoi le Conseil e'est opposé à ce que ces scles evant leur transmission eux reoréeentents de l'Etal. Pour une raison semblable, il s'est opposé à ce que l'acte reste exécutoire ourant le de l'Etat, qui doit demander un réexemen de l'este, doit attendre pour saisir le tribunal.

Certes, is lot peut être oromul guée sans ces dispositions; mala faudra cependant la compléter car, é défaut de nouveeux erticles conformes à le décision du Conseil, contrôle restent en vigueur; le Consell s'est opposé, en effet, à la promulgation des dispositions qui les ebrogent.

III. - Dans sa décision concernani la Corse, le Conseil règle on orobiàme controversé : il estime que le législateur paut créer une collectivité territoriale unique en son genre : il en donne comme exemple Paris et Mayotte : certes. il ne précise pas si des collectivités de même calégorie oeuvent recevoir de ses engagements financiers de ses engagements financiers des statuts différents : mais P est de ses engagements financiers de ses engagements financiers de ses engagements financiers de ses engagements de ses engagements de ses engagements de ses engagements de l'élève aujourd'hul à 30 millions de france en feveur du remblaier de capacité de la raffiment et de l'aménagement des considérant que ces collectivités zones industrielles portuaires, an réaliser de nouvelles tranches à

rentes du simple fait que leurs sta tuts ne sont pas les mêmes.

Le régime électoral

constituent des catégories diffé

IV. — Toujours à propos de la Corse, la Conseil répond à cartaines objections relatives au régime électional. En premier ileu, il écarte la critique tirée de la spécialité du septembre ; 28 cotobre, les sènations de la critique de critique tirée de la spécialité du régime électoral de la région de Corse en constatant qua, tant que celul des eutres récions pe sera pes déterminé, on ne peut pas dire que celul de la Corse lui apporte une dérogation ; « c'est une invitation à établir le même régime électoral pour toutes les régions ».

En second fleu, le Conseil constate que le région étant désormals une tivité territoriele, il faudra lui assurer une représentation au Sénat. Faudre-t-II una loi organique qui. d'après l'erticle 46 de le Constitut exige alors l'accord du Sénet ? Oul si l'on modifie le nombre des sénateure, car l'article 25 de le Constitution exige dens ce cas une loi organique. Non al l'on ne change pas ce nombre, male é condition de les sénateurs élus dens ces dépar tements soient considérée comme représentant non seulement des départements, mais également des régions.

Cette interprétation permet d'évites la loi organique : mais comment alors feire voter les représentants des régions dans les collèges départe-mentaux, et dens quel collège départemental, pulsque les conseillers régionaux seront tous élus sur des listes régionales couvrant plusieurs

La difficulté paraît considérable. V. — Enfin, le Conseil eccepte ta limitation territoriale de l'empistie Corse ; il constate avec raleon que le législeteur a parfaitement le droit de ilmiter le champ d'application des mesures d'amnistie.

Au total, on e'eperçoit que le Consell e certes approuvé tes deux limites à la décentralisation comme eu perticularisme du statut de te Corse ; il exige aussi une nouvelle tégieletion relative au Sénat pour y n'est pas là la moindre des difficultés qui ettendent le législateur.

CORRESPONDANCE

(Sutte de la première page.)

15 juillet 1981 : le deuxième gouvernement de M. Mauroy, âgé de moins d'un mois, adopte en conseil des ministres le projet de loi sur les droits et libertés 8 septembre; 28 octobre, les sèna-teur s'emparent du sujet et les navettes commencent; 28 jan-vier 1982, la loi est approuvée en quatrième lecture per l'Assemblée nationale, et le 26 février le Conseile constitutionnel fait connaître ses décisions. Sept mois et deur pour conseque qui privais et demi pour que ce qui n'était qu'un mythe et des incantations gratuites, voire un paril pour cartains partia, devienne enfin une réalité juridique, un projet politique et une nouvelle philosophie de l'exercice du pouvoir et du rôle des contre-pouvoirs.

Sept mois pour dresser un édi-floe de cent huit articles fondafice de cent huit articles fonda-mentaux (que compléterent pro-chainement une disaine d'articles techniques supplémentaires), ré-dige après des centaines d'emen-dements. Les combats d'arrière-garde, les questions préalables, les violentes oppositions des grands corps de l'Etet, les philippiques de ceux qui criaient au démembre-ment de la nation et à l'affaiblie-sement du pays, les minables intaceur qui crialent au demembrement de la nation et à l'alfalblissement du pays, les minables injures lancées au ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. « Vous étes un ignoble personnage, pous êtes gâteux », a pn dire un député R.P.R., et, arme suprème, l'appel aux gardiens des tables de la loi : rien n'y fit. M. Mauroy déterminé à conduire en priorité cette « révolution tranquille » du droit et des meurs, avec la flamme de sa conviction selon laquelle la légitimité du pouvoir émane du suffrage et non de la haute et érudite fonction publique, et M. Defferre, avec une pugnacité informiable approuvée à l'Elysée, ont franchi presque tous les obstacles. Irréversible, la réforme qui n'est encore que constitutionnelle, imblie progressivement, cependant, tous les rouages ministèriels et l'action du gouvernement, en

et l'action du gouvernement, en attendant de trouver sur les alpa-ges du Queyras ou dans les paroisses des monts d'Arrès une expres-sion concrète et des relais vivants.

son concrete et des relais vivants.

Sept mois! Le précédent pouvoir avait, lui, mis presque sept ans
pour mettre sur les rails une
réforme timide, interminable et
argumentée, en général, sans passion. De rapports en consultations,
de consultations en discours-proprésenter les régions. Ce grammes, l'ettentiame n'aveit pas grammes, l'ettentiame n'aveit pas pu évoir raison des réticences naturelles de l'appareil gouvernemental, peu disposé par nature à déléguer ses droits et ses préro-

gatives. Il fallait pour donner l'élan un pouvoir déterminé, sachant où il allait et suffisemment « brutal » pour prendre par surprise les bastions de la technocratie moderne. La décentralisation ? Voilà un demaine où le président de la République aura mis rapidement les réalisations en accord avec ses idées, ses constats, ses promesses, qui remontant bian ac-delà de ses engagements récents de candidat. « Qui, sujour-d'hut, de droite ou de gauche, face recents de capdidat. E Que, aujour-d'het, de droite ou de pauche, face au monstre qu'est l'Etat, ne cher-che pas à respirer un air plus libre dans sa vie personnelle, pro-fessionnelle, civique ? 2, écrivait-il déjà em mai 1976, a Décentraliser est le maitre-mot de tous les partis politiques, y compris de ceux qui le pourraient puison'ils gouvernent et n'en jont rien (1), »

Une singularité en Europe

joué délibérément la carte des libertés provinciales? Les Etats-Unis eux-mêmes et le nouveau fédéralisme prôné par M. Resgan ne cherchent-ils pas à corriger les travers accumulés depuis plus d'un demi-siècle de recentralisa-tion, financière notamment (2)? Aussi blen la loi qui vient de recevoir, dans ses principes essentiels, le scean officiet, obeit-elle à un quadruple objectif: la redistribution de la légitimité et de l'exercice du pouvoir, une nouvelle donne nouvelle donne nouvelle de politique.

l'exercice du pouvoir, une nou-velle donne pour la vie politique, la recherche de l'afficacité éco-nomique et surtout la consécra-tion du bon sons.
C'est en effet une révolution du point de vue de notre droit de décider que désormais le maire, le président du conseil répional seront dépositaires du pouvoir exécutif, parce que légitimés par le suffrage universei, au lieu et le suffrage universel, au lieu et place du préfet, bras séculier des gouvernements et des bureaux gouvernements et des bureaux parisieus, qui ne conservera qu'un droit de contrôle de la légalité, n posteriori. Le vote du citoyen retrouve sa plus ooble signification et prend une sorte de revanche sur l'omnipotence du pouvoir gouvernemental exercé au nom de la solence, de la connaissance, de la compétence ou de la raison d'Etat. Mais les élus, en contrepartie de leurs lettres de noblesse retrouvées, verrout s'accroftre leurs devoirs, et surtout leurs exigences de responsabilité, e cette pointe de diamant d'une société civilisée », comme t'a dit jadis dans une belle formule le président de la République.

La raison et la modernité

Nouvelles responsabilités pour les élus, nouveaux horizons aussi pour l'action et l'initiative de nouvelles générations d'hommès nouvelles générations d'hommes et de femmes investis de mandats qui transportaront peut-être le petit monde de la traditionnelle classe politique, vers des rivages inexplorés. La politique redes-cendra dans la cité, ce qui était, en resta, sa vocation première. On verta dans les conseils régio-naux émerger de nouvelles étites.

en resta, as vocation première.
On verra dans les conseils régionaux âmerger de nouvelles élites, pour qui la politique n'est pas indigne de mériter ce nom lorsqu'elle se joue sur le théâtre du lieu d'implantation d'une centrale nucléaire, d'une carte des cantons qui doivent hénéficier en priorité des aides publiques, ou de la création d'un opéra régional.
Quant à l'efficacité économique et la loi développe largement ce point, equi niera que le sort d'une usine textile des Vosges, une fois définies des mesures générales, peut être résolu plus facilement autour d'une table de négociations à Epinal plutôt que sous les lambris d'un burean du quartier Saint-Germain ? L'organisation concrète de la formation professionnelle, la découverté de vocations culturelles, le choix des équipements ou l'urbanisme, ne sont-ils pas davantage du ressort des prograces une des terbune. La France pouvait-elle longtemps se singulariser en Europe
à côté d'une Allemagne ou d'une
Italie mieux équilibrées sans
que leur fédéraisme mette en
danger les intérêts des nations
et des peuples, à côté d'une Espagae qui pour se hisser au rang
des grands Etats et conforter
une démocratie enbore fragile a
joué délibérément la carte des

ne fois delimes des mesures
facilement autour d'une table de
négociations à Epinal plutôt que
vous lambris. d'un burean du
professionnelle, la découverte de la formation
professionnelle, la découverte de
décentrelisation dans un communniqué.

"Es de la Corse qui pourrn ainsi
entrer en vigueur à la date prévue. Il a notamment souligné
de la République », déclare le
ministère de l'intérieur et de la
décentrelisation dans un communniqué.

"S'agissant de la loi « droffset libertés », le Conseil constitutionnel. poursuit-il, a admis la

cont-lis pas davantage du ressort des provinces que des technosimitations?

Mais la décentralisation, enfin et surtout, consacre une réforme de bon sens qui épouse son temps, « L'Etat est maiade d'anémis graisseuse », re connaît maniques des collectivités sur lesquels les fonctionnaires et les buresur, c'est-à-dine l'anonymet, n'exer-ent leur influence par la règlement tation, l'interdiction, la subvection ou la faveur. La lecture chaque jour du Journal officiel jette la hundere sur des aberrations injustifiables. Il feut que le premier ministre et le premier des ministres d'Etat, en personne, signent un décret pour déclarer d'utilité publique l'acquisition par la commune de Condé-sur-l'Escaut (Nord) de terrains et étangs de Chambaud-Latour pour uréar une sons de loisirs I Le maire et le préfet ne pourraient-ils, an nom de la sagesse, règler entre eux ce problème? On se croirait encore au temps où Royer-Collard, il y a cent cinquante ans, notait : « C'est le délégué du souverain qui allame les réverbères. »

En regardant l'avenir en face, et en considérant la diversité de la France comme une chance et non comme un péril, ce qu'on dit être la grande affaire du septennat consacre avant tout une victoire de la raison et de

FRANÇOIS GROSRICHARD. .. (1) L'abelle et l'Architecte, Flammarion.
(2) Voir l'article de Robert Solé dans le Monde du 13 février.

M. DEFFERRE : les transferts des exécutifs auront lieu aux

dates prévues «Le Conseil constitutionnel a déclaré intégralement conforme à la Constitution le statut partieulier de la Corse qui pourra ainsi entrer en vigueur à la date pré-

tionnel poursuit-il, a admis la

Les réactions des partis politiques

M. Michel Giraud, sénateur R.P.R. du Val-de-Marne, qui fut su Sánat le rapporteur du projet de loi sur la décentralisation, nous a déclaré n'e être pas surpris par la décision du Conseil constitutionnel s. Elle porte sur un des points que le Sénat avait négociés avec le gouvernement et sur lequel un accord avait pu étre trouvé entre eux « On aurait pu jaire l'économie du recours, ajonte-t-il, si la majorité socialiste de l'Assemblée nationale avait suivi son ministre, où et celui-ci s'était imposé à sa majorité.

M. Raymond Forni, député so-cialiste du Territoire de Bellori, président de la commission des lois de l'Assemblés nationale, eslois de l'Assembles hanonale es-time : « Sur le plan de la logique, le texte que nous avions poté était plus conforme à l'esprit de décentralisation et à la « respondécentralisation et à la « respon-sabilisation » des étus locaux que ce que demande le Consell consti-tutionnel » Mais il ajoute : « Je reconnais tout à fatt l'autorité du Consell, le Parlement doit s'y piler. Nous nous sommes trompés, à faut en prendre acte sans nous affronter au Consell constitu-tionnel. » Et il conclut : « Par rapport à la masse des textes étudiex par

la masse des textes étudies par la commission des lois de la nou-pelle Assemblée, il y n'eu peu de décisions défavorables du Conseil constitutionnel. »

dement contre le changement.
Nous confirmons notre voionté de
voir mise en œuvre l'une des
réformes démocratiques les plus
importantes.

Le Mouvement des radioux

Le Conseil a fait

De Mouvement des radicaux de gauche: « Le Conseil a fait des objections de pure procédure qui n'empêchent pas la promulgation de l'essentiel de la loi et ces points devront faire l'objet d'une loi de rectification dans les plus brefs délais. »

M: Pierre Joze, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationals : « Cette décision ne remet en cause ni la loi sur le statut de la Corse ni la loi dé décentralisation, dont la promulgation ne devrait pas être retardée. »

Le groupe U.D.F. de l'Assemble

● Le groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale : « Nous nous l'élicitons qu'à nouveau le Conseil constitutionnel ait pleinement constitutionnel ait pleinement joué son rôle et ait rappelé le gouvernement at sa majorité au respect de la Constitution, et en particulier de son article 72 qui impose un contrôle de légalité sur les actes des collectivités locales. Le ministre de l'intérieur avait refusé de se ranger à nos arguments sur un seul point, le contrôle administratif, sur lequel a précisément porté la censuré du Conseil constitutionnel. pelle Assemblée il y n en pen de décisions défavorables an Conseil de l'acques Toubon, député R.P.B. de Paris : « Cette annula; tion ne concerne pas des aspects techniques, mais un point fondamental, car il sagissait de la protection des droits des citoyens « Cette prise de position du contre les actes des collectivités Conseil constitutionnel constitute locales qui seraient susceptibles une nouvelle manœuvre de retar-

12.2

Les Pays de la Loire et le terminal de Montoir

M. Olivier Gulchard (R.P.R.), président du conseil régional des Paye de la Loire, nous écirt :
J'ai tu l'article que votre journal a consacré, dans son édition du mercredi 17 février, au terminal méthanier de Montoir en Basse-Loire. Basse-Loire.

Les quelques mots consacrés au conseil régional des Pays de la Loire pourraient laisser penser à vos lecteurs que la région, que je préside, s'est bercée d'illusions au préside, s'est bercée d'illusions au sujet du port de Nantes-Saint-Nazaire au lieu d'agir. La réalité est toute différente. Dès leur mise en place, les assemblées régionales des Pays de la Lotre ont considéré qu'elles disposaient, grâce à la Basse-Loire, d'un atout maleur pour le dévelopment de majeur pour le développement de l'Ouest à condition qu'on veuille hien en étendre et moderniser les capacités portusires et énergé-

C'est ainsi que, depuis 1975, la région est intervenne régulière-ment chaque année en faveur de la Basse-Loire. Le montant global

quel s'ajoutent 11,5 millions de francs pour la réalisation d'un terminal à marchandisse diverses et d'un terminal pour l'allimentation du bétail, sinsi que l'ouisie l'en suitoir d'una zone de services l'és au déreloppement prochain du trafic des conteneurs.

Cependant, le décompte des seules interventions financières régionales ne suffit pas à mesurer le «poids» apporté par la région des Pays de la Loire dans le développement ènergétique et ment favorable aux précogunde. elle avalent est séparément, en dehors de la région, où ils ont toujours trouvé un écho largement favorable aux préoccupations exprimées par leurs reprérégion des Pays de la Loire dans le développement énergétique et portuaire de la Basse-Loira.

A chaque étape décisive pour son evenir, les conseillers régionaux de Loire-Atlantique. Maine-et-Loire, Mayenne. Sarthe et Vendée ont été à mes côtés pour plaider auprès du gouvernement la cause de la Basse-Loire, que ce soit pour décider de l'implantation d'un nouveau terminal méthanier en France, pour négocier un programme pluriannoel d'aménagement du chenai maritime et des zones industrielles

tions exprimées par leurs repré-sentants.

Ce brei bilan de l'action du conseil régional des Pays de la Loire en faveur de la Basse-Loire est à mettre à l'actif de l'idée même des régions et de la pra-tique que nous avons essayée d'en turer. Fédérateur des initiatives locales autour de ce projet dont elle est à l'origine, la région des Pays de la Loire a apporté le « plus » de la solidarité régionale souvent décisif. Surprenant ré-sultat pour une région dont on s'est plu à denoncer le caractère composite plutôt qu'à reister les composite piutôt qu'à releter les

SPECTACLE KARL VALENTIN A ANTONY

Un clown à la campagne

Le Théâtre Firmin-Gémier a pris domicile dans un très grand hangar d'une zone industrielle située au sud d'Antony (à partir de la traversée d'Antony, le trajet est fléché à la perfection, le long de la nationale 20).

Des sections du hangar sont occu-pées encore par des poids lourds, l'espace du théâtre proprement dit est cloisonné par des planches et des panneaux d'étoife. La salle du théâpanneaux de totale, on dirait une tente écarlate et blanche dressée pour le banquet d'un mariage, à la campa-gne. Une foule de petites tables. Des fleurs. Il y a, si l'on veut, do pain, des salades, des jus de fruits. Et de la musique.

La chaleur de cet endroit, l'amour du théâtre qui y règne, le soin évi-dent qui o veillé à tous les détails de la réalisation sous une apparence de libre gentillesse, ainsi que la vie dé-tendue du public qui compte beaucoup de jeunes couples avec de pe-tits enfants, tout cela fait du Théâtre Firmin-Gémier l'un des plus sympathiques, aujourd'hui, de la région de Paris ; une sorte de réplique de la Cartoucherie sur la route d'Orléans, en plus gai, et il arrait regret-table que le ministère n'apporte pas à cette entreprise toute l'attention

Le Théâtre Firmin-Gémier, après le succès du Bal, présente un specta-cle constitué d'une suite de sketches du grand comique allemand Karl Valentin: l'Arbre de Noël, l'Aqua-rium, la Sortie au théâtre, la Com-

Karl Valentin (1882-1948) a joué entre les deux guerres, surtout à Munich, sa ville natale, des sketches d'un comique brusque, méchant, précis, énorme, où la satire des citoyens recoupe un non-sens de jeux de mots et jeux de gestes. La force d'expressionnisme de ce théâtre de Valentin saute aux yeux, et la rapidité des sketches courts impose des ruptures de ton, de conception, qui, se percutant l'une l'autre, déterminent un style, très aigu. Mais il est hors de doute que la qualité irremplaçable de la présence personnelle de Karl Valentin sur la scène et celle

Ariadone

au Carré Silvia Monfort

Un spectacle de donse joponaise présenté au Carré Silvia Monfort en 1978 nous révélait le mouvement

Buto. Conçu comme un spasme, un

rejet de lo société de consommetion, véritable antithèse de la danse

contemporaine occidentale, il pro-

nait le retour brutal aux profon-

deurs de l'inconscient sans le se-

eours du mysticisme ou de

l'illumination poétique. Ce voyage par-delà la naissance et lo mort

s'accomplissait dans des tableaux

d'une cruauté à lo limite du soute-

Carlota Ikeda en était l'inoublia-

ble interprète. Avec son groupe de danseuses Ariadone, elle revient

présenter un nouveau spectacle qui,

cette fois, se réfère à Nietzsche. Mais il ne faut pas prendre le titre Zarathoustra au pied de le lettre. Ko Murobushi, le chorégraphe, trouve surtout dans lo philosophie

du retour éternel une analogie avec le principe du Buto qui lui permet d'en infléchir la symbolique vers un

Les images s'enchaînent : des sor-

cières aux crinières de lion se déchi-

rent comme des bacchantes, s'abi-

ment dans un rythme dionysiaque et

tenient d'échapper à la vie réelle pour retourner à l'état fætol et re-joindre un univers cosmique. Quel-ques plages baroques viennt se glis-ser dans cette apocalypse mois ce ne

sont qu'apparences : dédoublement de la personnalité, immabilité

Carmoto Ikeda est le siègé de toutes les métamorphoses. Elle joue de son corps rétracté et de mimi-

ques simiesques pour régresser à l'état de bête mythique; puis la voici hiératique dans une robe

rouge, souple comme une seconde

peau, qui exécute un itinéraire

transcendental pour aller s'abimen

Sa danse ne ressemble à rien de

déjà vu ; c'est une suite de saccades,

de décharges, de lents déploce-ments, une danse d'écorché, unique-

ment commandée par les nerss. Les

yeux mêmes som blancs, privés de

regard. La danse Buto, c'est la né-

gation de la chair vouée à la décom-

position; c'est pour cela que la nudité des corps n'a rien de suggestif

* Carré Silvia Monfort, 20 h 30.

MARCELLE MICHEL.

dans un reflet d'or.

ou de trouble

certain esthétisme

DANSE

de sa co-actrice habituelle Liesl Karlstadt constituaient pour une part considérable l'essence du comi-que de Valentia.

Prenons noe comparaison rappelons-nous le monologue de Raymond Devos dans Pierrot le fou, ou tout autre sketch délirant joué par Devos en compagnie de sou pianiste, et supposons que dans trente ou quarante ans d'ici des acteurs par exemple suisses on hollandais mettent en scène, dans un décor à eux, tent en scène, dans un décor à eux, et en la jouant à plusieurs, une traduction de ce sketch, fait des nuances imperceptibles do français et de décalages d'actualités précises. Du comique particulier de Devos, il pourrait bien ne rien rester, ou ne rester que très peu de chose, en l'ab-sence de Devos lui-même.

C'est ce qui se passe, avec l'adap-tation des œuvres de Karl Valentin par la troupe de Jean-Louis Hour-din, au Théâtre Firmin-Gémier. Le public rit un pen, puis de moins co moins. Les situations sont souvent faibles, les jeux de mots trop contournés. Sans doute parce que Karl Valentin fondait la force de son comique sur une conduite assez impassible, les comédiens semblent miser eux-mêmes sur un sous-jeu, un non-jeu, mais ils donnent surtout sion d'être des acteurs gauehes, maladroits. Le passage do Karl Valentin munichois des anuées 30 an jen français d'aujourd'hui n'est pas accompli d'une façon convaincante; il y a trop de moments où ce spectacle patine dans le flop. C'est peut-être uussi que Jean-Louis Hourdin a travaillé trop vite, ou s'est contenté de trop

L'acteur Roland Amstutz apporte à ce spectacle soo énergie contu-mière, mais les trois autres comédiens, dont Hourdin hui-même, restent couci-couça, un peu vagues. Ils sont accompagnés par un sympathi-que orchestre féminin, mais les interventions de la musique rendent plus évidentes les incertitudes du rythme de cette soirée.

MICHEL COURNOT. Theatre Firmin-Gemier, Antony,

CINÉMA

« LE LARRON », de Pasquale Festa Campanile

Les faiseurs de miracles

Sexe des anges et La femme est un violon. Pasquale Festa Campanile n'a pas atteint, dans la «comédie italienne», la renommée de Monicelli, Risi, Scola et consorts. Scéna-riste et cinéaste très prolifique, e'est aussi un romancier de talent et le Larron est tiré d'une de ses œuvres littéraires (publiée aux éditions Al-bin Michel). C'est l'histoire de Caleb, l'un de deux larrons qui furent crueifiés en même temps que Jésus mais Festa Campanile ne s'est pas inspiré des évangiles. Il a inventé la vision qu'aurait pu uvoir de Jésus, en son temps, un vagabond et voleur juif, vivant d'expédients et rencontrant le prophète en lequel il ne reconnaît pas le Messie, et qui va, pourtant, être son destin.

Pour Caleb, le Galiléen, « fils de personne » qui parcourt la Palestine en inventant des stratagèmes pour survivre, ce Jésus est an illusionniste dont il voudrait bien connaître les trucs ». Le film repose sur cette idée qui revient comme une obsession chaque fois que Caleb entend parler de Jésus ou le rencontre à nouveau. le Larron à la forme d'un récit picaresque. Caleb se déplace constamment, obligé de fuir ceux qu'il a dupés, homme sans foi ni loi mais sympathique parce que victime non seulement des juifs riches mais encore des occupants romains.

le Larron a été tourné en Tunisie dans des décors réels, écrasés de soleil, parfois désertiques et poussié-reux, où l'on retrouve une Palestine aussi vraisemblable que celle du Messie de Rosselini. Caleb est interprété par un jeune acteur, Enrico Montesano, qui nous change enfin – quel que soit leur taleot – des trois spécialistes » de la comédie italienne: Sordi, Gassman, Manfredi. Il a la beauté sauvage d'un traîneur de routes mai lavé. Dans la verve comique d'Enrico Montesano se glisse, au hasard de ses aventures, une espèce de fatalisme. Il représente par-faitement le marginal, térnoin occa-

Connu surtout, en France, pour le sionnel du passage terrestre de Sexe des anges et La femme est un Jésus.

Les scènes comiques ne manqu certe pas dans le Larron : les tours joués avec le concours d'un chien dressé, les rapports de Caleb avec Appula, feanme espiègle et déban-chée du gourverneur romain Rufus. Rôle tenu avec une fantaisie truculente par Bernadette Lafont, comédienne épanouie. Mais, à mesure que le récit avance, la mise en scène ajoute une gravité qui donne à la comédic un ton assez étrange. Debo-rah, une prostituée guérie de la lèpre par Jésus (c'est Edwige Fenech, res-capée des gaudrioles de la série des « Toubib » et remarquablement dirigée) se fait la complice en escroqueries de Caleb et le met sur le chemin d'une foi qui finit par le troubler si-non le convaincre. Et Festa Campanon le convaintre. Et resta Campa-nile fait apparaître, en quelques plan brefs d'une forte tension, les méfaits de l'occupation romaine et l'humilia-tion du juif comme préfiguration antique de l'antisémitisme.

Cela dit, il n'y a pas de « message » dans le Larron. Il y a la narration, entre l'ironie et le drame, d'un aspect de la condition humaine à l'époque où Jésus apparut pour changer le monde. Caleb est con un cinquième évangéliste incrédule, cédant à peine devant la résurrection de Lazare dont il avait constaté lui-même la mort et l'ensevelissement. « La vrale force de Jésus, c'est qu'il manque totalement du moindre sens de l'humour. constate quelque part, Caleb, qui a inventé, pour sou propre usage un prophète nommé Baracue dont il fait des citations facétieuses. Pen lui importe le royaume des cieux, même lorsqu'il va mourir sur la croix et que son « rival » le lui promet.

En cette saisoo où le cinéma français a la côte d'amour, ce fim italien, en fait inclassable, nous apporte une autre otmosphère, un autre style, quelque chose de rare et

JACQUES SICLIER. * Voir les films nouvenux.

La mort du cinéaste japonais Kinugasa

On annouce la mort à Kyoto, le 26 février, du cinéaste japonais Teinosuke Kinugasa. Il était âgé de quatre-vingt six aus.

Contemporain du grand Mizoguchi et considéré par certains comme son égal, Teinosuke Kinugasa avait dé-buté très jeune au théêtre kabuki dans des rôles de femme. Il entre en 1917 à la Nikatsu comme acteur. Il s'associe en 1920 à Mizoguchi et Tomu Uchida pour, selon Georges Sadoul, e formur un groupe du jeunes enthousiestes qui voulaient rendre le cinéma japoneis indépen-dant du théâtre filmé ». Il débute dans la mise en scène en 1922 à la Makino, puis passe à la Shoshiku où il dirige un groupe d'avant-garde, dit e néo-sensationnaliste ». Il tourne en 1926 Pages du la folia, où il met en pratique ses théories, qui ennoncent le cinema moderne. Il part en Europe présenter son film, il rencontre Ei-

senstein et Poudovkine.

De retour au Japon, Kinugasa tourns, toujours en muez, Avant l'aube (1931) et les Quarante-sept Ronins (1932), aù il dénonce le féo dalisme. En même temps il perfectionne ses recherches sur le montage, dans le tradition soviétique. Avec Mizoguchi, il travaille à la défi-nition d'un e nouveau réalisme », au moment où s'accentue l'emprise des militaires. Après la défaite du Japon en 1945, il participe activement à le démocratisation de son pays. Il connaît son plus grand triompha an Festival de Cannes en 1954 avec la Porta de l'enter (Palme d'or), qui enthousiasme Jean Cocteau. Plus que par son histoire, une affaire criminelle au douzième siècle, la Porte de l'enfer s'imposa par sa couleur et sa splendeur formelle. En 1959, il tourne la très beau Héron blanc. il réalise à la fin de sa carrière une coproduction avec l'Union soviétique le

Homme de culture, d'une exquise courtoisie, Kinugasa a toumé près de cent cinquante films. S'il n'a jamais atteint en France la gloire d'un Mizoguchi ou d'un Ozu, son œuvre réserve beaucoup de surprises et probablement des chefs-d'couvre. -

LM.

On annouce a Hollywood in mort d'Eugène Crossmann, âgé de quatre-ringt-six aus. Après avoir travaillé à la radio, Eugène Grossmann avait mis au Pour tous renseignements concernant rensemble desprogrammes of des salles :

LE MONDE (RE-UNIMOUTONS SPECIALLES :

704.70.20 (lignes groundes)

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours teries)

Samedi 27 février

LES SPECTAGLES NOUVEAUX

MIMES, Petit T.E.P. (297-96-06), Jean-Pietre Lescot sam., 20 h 30, Jean-Pierre Lescot sam., 20 h 30, dim. 15 h. POESIE: IHERAPIE, Interclub 17 (227-68-41), sam., 20 h 30, dim., 15 h.

UNE SAISON EN ENFER, aam, 18 h 30, et POUR UNE INFINIE TENDRESSE, sam, 22 h 15, Lacernaire (544-57-34).

EMBRASSE-MOR HOROT, Blanca-Manteaux (887-15-84), sam, 20 h 15.

OMOTE WARMS

ONCLE VANIA, Sarcelles Tacatre (990-30-94), sam., 21 h. LA CONFESSION D'IGOR, Marie-Stuart (508-17-80), sam., 20 h. 30.

Stuart (508-17-80), sam., 20 h. 30.
UN. CRI, Petit-Montparasses. (320-89-90), sam., 21 h dim., 16 h.
FIN DE STÉCLE, Chelles-Thélitre (421-20-36), sam., 20 h 30.
ANTIGONE TOUVOURS, Rond-Point (256-70-80), sam., 20 h 30, dim., 15 h.
APPRENDRE A RIRE SANS PLEURER, Fontenay-sons-Bois, Salle Allende (875-44-88), sam., 20 h 45.

DE MÉMOIRE D'OISEAU, Cartoucherie de l'Aquarium (374-99-61), sam., 20 h 30, dim., 16 h. 99-61), sam., 20 h 30, dim., 10 n.
LE JUIF SUSS, Bobigny, Maista de
la Culture (831-11-45), sam.,
20 h 30, dim., 16 h 30.
LE BAL DES OMBRES, Adalahoff,
Théaire 71 (655-43-45); Sam.,
21 h, dim., 17 h.

Les salles subventionnées * et municipales

Selle Favart (296-12-20) : Bubbling Brown Sugar (Harlem années 30). (sam., 20 h 30, dim., 14 h 30 et 18 h 30). Comidia française (296-10-20) : Le plaisir de rompre : Le poyage de M. Perrichon (dim., 14 h 30) : Let caprices de Matianne; L'Eprouve (sam., 20 fr. 30) : la Dame de chez Maxim's (dim., 20 h 30). (hallet (727-81-15) : Le sac du palais d'646 (marionnettes) (sam., 18 h 30) : Entretien avec M. Said Hammadi (sam., 20 h 30) : — Grand théstire : Faust (sam., 20 h, dim., 15 h).

Odion (325-70-32) : Hedda Gabler (sam.,

Odfor (325-70-32) ; Hedds Gabler (sam., 20 h 30, dina, 15 h).

Petic Office (325-70-32); Voyage de Ma-deme Knipper vers la Prusse orientale (sam, dim, 18 h 30).

(sam., dim., 18 h 30).

TEP (797-96-06) George-Chambertin (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

Centra Pennedes (277-72-33) George-Chambertin die: Pollock (sam. et dim., 18 h); Chema in the age of Pollock (sam., dim., 19 h; Chema da réel (sam., dim., 14 h).

Carté Shvia Monfort (531-28-34); Cirque Getts à Paricienne (sam. et dim.; 14 h et

Carré Sièrie Monfort (531-28-34); Cirque Griss à l'ancienne (sain, et dim., 14 h et 16 h 45); Zarathoustra (sain., 20 h 30, dim., 16 h).

Théatre Musical de Paris (261-19-83); Inti Illimani (sain., 18 h 30); Macbeth (dim., 14 h 30); I Massadieri (sain., 20 h 30); Orchestre Colonne dir., S. Scrowaczewski (Mozart, Brückner) (dim., 18 h).

Les autres salles

Autobre (208-77-71) : Potiche (sam., 20 h 30; dim., 15 h 30 et 20 h 30).

Asiabe-Tachtre (202-34-31) : les Bonnes (sam., 20 h 30; dim., 16 h).

Asiabe-Tachtre (202-34-31) : les Bonnes (sam., 20 h 30; dim., 16 h).

Arts-Hebertet (387-23-23) : L'étrangleur s'euxite (sam., 21 h).

Bouffes-da-Nord (239-34-50) : la Tragédie du Carmen (sam., 20 h 30).

Bouffes-da-Nord (239-34-50) : la Tragédie du Carmen (sam., 20 h 30).

Bouffes-parisieus (296-60-24) : Diable d'homme (sam., 21 h; dim., 15 h).

Cartoucherie, Théâtre du Soleii (374-24-08) : Richard II (sam., 18 h 30; dim., 15 h 30) : Épée de Bois (808-39-74) : Ecrita contre la Commune (sam., 20 h 30; dim., 16 h). — Théâtre de la Tempée (328-36-36) : l'Erranger dans la maison (sam. 20 h 30, dera.).

Cestre Mandaga (589-01-60) : Contre ciel., plus (sam., 20 h 30, dim.).

Châteas de Vincesses (365-70-13) : Gerbe de blé (sam. 21 h).

de blé (sam. 21 h). CISP, Théâtre Paris 12 (343-19-01) : les

CSP, Thefaire Paris 12 (343-19-01): les Mentons bleus (sam., 20 h 45; dim., 15 h, dern.).

Cité internationale universitaire (589-38-69), Galerie : la Religieuse (sam., 20 h 30). — Grand Théfire : la Perine, Comédie (sam. 20 h 30). — Respirel (22 titre, tu es né avec (sam. 20 h 30, sept.).

Comédie Campartia (742-43-41): Religieus dormir à l'Elysée (sam., 21 le dim., 15 h 30). 15 h 30).

Confeile des Chanspe-Etysées (720 08-24) : le Jardin d'Éposine (esm. 20 h 45 ; dim. 15 h 30).

- (Publicité) —

Mesdames, Messieurs les critiques,

Ma naïveté naturelle me fait croire qu'enfont exceptionnel d'une révolution et d'un père prestigieux, Michel de Ghelderode, vous ne m'obondonneres pas sitot ma naissance au Théatre Présent.

Je vous y attends jusqu'au 11 avril tous les soirs à 20 h 30.

PANTAGLEIZE (203.02.55)

Conscille Stallenes (321,-22-22): la Servicite amourbasse (sam. 20 h 30; dim. 15 h 30; dim. 15 h 30; dim. 20 h 30; dim. 25 h 30).

Edomard-VII (762-57-59): la Dame de dinhis (sam. 20 h 30; dim. 17 h).

Espace Cardia (266-17-30): Grandrio pour ane vie (dim. 17 h).

Espace Cardia (327-95-94): Stratégie pour deux jambons (sam., 22 h; dim. 17 h 30).

Espace Miserias (271-10-19): le Misenthrope (sam., 20 h 30, dern.).

Espace (278-46-42): I, le Misreau des muiélices (sam., 20 h 45): [Palpage (sam., 22 h 15); II, Ballades (sam., 18 h 30): Protée (sam., 21 h).

Fondation de l'Allenngue (589-32-26): l'Heure de mon plus grand siènce (sam., 20 h 45, dern.).

Complete Ralleges (32)-22-22) : la Ser-vante amourance (sam. 20 h 30 ; dim.

l'Henre de mon plus grand silence (sam., 20 h 45, dern.).
Fentaine (874-74-40): Kondechape (sam., 20 h 30).
Galité Montparantse (322-16-18): l'Os de cœur (sam. 22 h).
Galerie 55 (326-63-51): The giass menagerie (sam., 20 h 30).
Huchette (326-38-99): la Cantatrice chauve (sam., 20 h 15); la Legon (sam., 21 h 30); l'Angmentation (sam., 22 h 30).
Jardin d'inver (255-74-40): Legons de bonheur (sam., 21 h).

Jandin d'Liver (255-74-40): Leçons de bonheur (sam., 21 h).

La Brayère (374-76-99): le Divan (sam.,
21 h; dim., 15 h).

Lierre-Théire (586-55-83): le Grande
peur dans la montagne (sam., 20 h 30,
dim., 16 h).

Lierre-Théire (586-55-83): le Grande
peur dans la montagne (sam., 20 h 30). –
S. Joly (sam., 22 h 15): Théitre Rouge;
Un amour de théatre (sam., 20 h 30). –
S. Joly (sam., 22 h 15): Théitre Rouge;
Don Quichotte (sam., 18 h 30): Douce
(sam., 20 h 30). – Petité salle: Parlons
français (sam., 18 h 30).

Einheite (265-07-09): Da vent dans les
béréhétes (265-07-09): Da vent dans les
béréhétes (265-07-09): Da vent dans les
béréhétes (265-07-09): Le Garçon d'appartement (sain., 21 h).

Matheries (265-90-00): Jacques et son
maître (sain., 21 h; dim., 15 hi et
18 h 30).

mattre (sam., 21 h; dim., 15 h; et 18 h 30).

Michel (265-35-02) : On dimera an lit (sam., 21 h 15; dim., 15 h 30 et 5:121 h 15).

Michodière. (742-95-22) : le Pattemouille 1: (sam., 20 h 30; dim., 15 h et 18 h 30).

Mederme • (280-09-30) : Trio (sam., 20 h 30; dim., 15 h).

Michodière. (320-89-90) : Trabisons (sam., 21 h; dim., 16 h).

Nouveautés (770-52-76) : Follo Amanda (sam., 21 h, dim., 15 h).

Enver (874-42-52) : Ordes... chaud (sam., 20 h 30; dim., 15 h).

20 h 30; dim. 15 b).

Painis-Royal (297-59-81): Panvic France
(sam. 20 h 45; dim. 15 h et 18 h 30).

Petit Forum (297-53-47): Toute home bue
(sam. et dim. 20 h 30).

Petit (sam. et dim. 20 h 30).

21 h; dim., 15 h 30).

Salan-Georges (878-63-47): le Charimari
(sam., 20 h 45; dim., 15 h).

Scala (261-64-00): les Caprices de Marianno (sam., 20 h 30).

Stadio, des Champs-Elystes (723-35-10):
le Cirur sur la main (sam., 20 h 45; dim., 15 h 30).

Studio-Tachtre 14 (545-49-77) : Quelle belle vie, quelle belle mort (sam.,

belle vie, quelle belle mort (sam., 20 h 30).

T.A.I. Théâtre d'Essai (278-10-79) : la Maison de Beruarda (sam., 20 h 30, dim., 15 h); l'Écume des jours (sam., 22 h, dim., 17 h).

Théâtre d'Edgar (322-11-02) : Vampire an pensionnat (sam., 20 h 30) : Nous on fait où on nous dit de faire (sam., 22 h).

Théâtre de l'Épicarie (271-51-00). Ecriture I (sam., 20 h).

Théâtre de Marais (278-03-53) : Henri IV (sam., 20 h 30). (tam., 20 h 30).

STUDIO HEATRE 14 à partir du 1^{sr} mars kundis 20 h 30 - jeudis 14 h 30

En passant ... par Maupassant par la Cie Théâtre Luni

20, AVENUE MARC SANGNIER - 14 LOCATION \$45.49.77 - FNAC



cinémas

- 上午來牌 (機)

NOTES

Institut

Election de M. Paul Garelli

L'Académie des inscriptions et belies, lettres a élu, vendredi, l'orienta-liste Paul Garelli au siège précédem-ment occupé par Michel François, dé-

[Né le 23 avril 1924 en Grande-Bretagne, M. Paul Garelli est licencié ès lettres et en sciences économiques et docteur ès lettres. Il n été successivement attaché puis maltre de recherches au C.N.R.S. maître de conférences à la au C.N.R.S., maître de conférences à la Sorbonne. Il est professeur à l'U.E.R., d'histoire à Paris-I (chaîre du Proche-Orient antique) et directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, IV- section. Ses travaux ont principalement porté sur la Cappadoce qui fut d'abord le sujet de su thèse, les Assyriens en Cappadoce, il a notamment publié l'Assyriologie, le Proche-Orient asiatique, les Émpires mésopotamiens etc.'

Rock

Thin Lizzy au pavillon Baltard

Résolument violent, Thin Lizzy se distingue pourtant des autres groupes de hard-rock par l'originalité de ses compositions et la diversité de ses réso-nances dues essentiellement au cha-risme et à la personnalité de son leader. Iriandais métissé, d'un père brésilien et d'une mère angiaise, l'hil Lynott (basse et chant) marvue, en effit, le groupe et chant) marque, en effet, le groupe d'une présence élégante et l'enrichit d'une inspiration mancée qui font labè-tuellement défant au hard-rock. Si la

tuellement défaut au hard-rock. Si la musique emprunte, saus eu abuser, les poacifs du geure (guitares sauvages et viadicatives, puissance du son, épaisseur des rythmes, énergie débridée), ils sout contrebalancés par des lignes mélodiques racées, une recherche de ci-muts et surtout le phrasé sensuel de la volt. Né à Dublin au début des années 70, après une dizaine d'albums et pintieurs remaniements internes, Thin plusieurs remaniements internes, This Lizzy, dans sa formule actuelle — Brian Downey (batterie), Scott Gorham (guitare), Snowy White (guitare), Dar-ren Wharton (clavlers). — a sa s'impotionale en présentant en abow efficace et qui innove dans le domaine du hard-rock.

ALAIN WAIS.

★ Le dimanene 28, û 18 h 30, au pgvilion Baltard de Nogent : le 1= mars, à Clermont-Ferrand ; le 2, à Lyon. (Discographic chez Phonogram.)

Galerie

P.-F. Gorse chez Ratié

Pierre-François Gorse a rapporté de ses royages ces aquarelles et ces pein-tures d'une grande violence de couleur. Chez lui, elle monte vite au tou haut, va avec naturel aux contrastes. Même les ecords sont abrupts.

Il a beaucoup voyagé ces trois der-nières aunées. Qu'il aille à Madagascar ou au Kremlin de Moscou, à l'île Man-rice on à Jersey, à Venise ou en Sonnarice on à Jersey, à Venise ou en Sonn-lle, dans une petite rue parisieme du 13° arrondissement ou à Nevers. De partout il rapporte ces tous intenses où se mélange le chand et le froid. e'est au exubérant, un expressionniste de nature qui petut ce qu'il voit à travers ce qu'il ressent. Il découvre le monde avec ap-pétit et la monadre vue nouvelle le concerne.

★ Galerie Ratié, 6, rue Bonaparte.
Jusqu'ao 28 février.

Arts graphiques

Mort de l'affichiste René Ferracci

L'affichiste René Ferracci est mort à Paris, le 25 février, au cours d'une opé-ration. Il étalt âgé de cinquante-quatre

Ancien élève de l'école Estienne, où il Ancien élève de l'école Estienne, où il avait appris la gravure, Ferracci était devens conseiller artistique chez Cinédis, avant de se mettre à son compte, en 1963, lorsque la société ferma ses portes. Depuis, travailleur infatigable, Ferracci produisait une centaine d'affiches pur su, souvent très commerciales : il avait récennent contribué à présente des Bronurés et vannit de réite des Brouzés et renait de réla rémaite des Brouzés et venait de ré-cidiver avec l'affiche du dernier film de Claude Zidi, les Sous-Donés en va-cances. Mais il arrivait à Ferracci, lorsqu'il était plus libre, de créer des af-fiches très belles, très inspirées : ainsi cette bouche de femme jambée et sur-montée d'un chapeau-melou qu'il avait griffornée, encore adolescent, et qu'il avait regris noor le film de Bumel. Je griffounce, encore adolescent, et qu'il avant repris pour le film de Bunnel, le Charme discret de la bourgeoisle. Ori-ginaire de Corse, Ferracei était un homme cordial, ouvert, chaleurenx et

m Le cinéaste Claude Lelouch u dé-cidé de faire don à la Cinémathèque française de tous les droits que sa so-ciété détient dans le film Napoléou d'Abel Gance, Claude Lelouch, qui u été le deruler producteur du cinéaste disparu le 10 novembre 1981, avait ac-quis les droits de Napoléou en 1969 lorsqu'a été entreprise uvec sa collabo-ration la souorisation de ce film.

20 h 30). Théatre du Rond-Point (256-70-80) : Petite salle : Virginia (sam., 20 h 30 ; dim., 15 h) : Maison internationale du théatre : Saint-Simon internationale du théâtre:
Saint-Simon la voyeux (sam., 18 h 30).
Théâtre 13 (589-05-99): les Cancans
(sam., 20 h 30, dim., 15 h].
Théâtre-18 (226-47-47): Lettre au père
(sam., 22 h).

Variétés (233-09-92) : Chéri (sam., 20 h 30 ; dim. 15 h et 18 h 30). Les concerts

Salle Gaveau : G. Poulet, E. Berchet (Beethoven, Brahms, Prokofiev) (sam., 21 h); R. Orozco (Schumann, Chopin) (dim., 21 h). Lucernaire: Th. Mathias, M. Gagucpain (Mozart, Roussel, Martinu) (sam.,

(MOZATI, KOUSSCI, MITTURE) (SAME, 21 h). Eglise Saint-Julien-le-Pauvre: M. Del-fosse, A. Dumond (Bach, Vivaldi, Bee-thoven, Rodrigo, Dumond) (sam., 19 h et 21 h): Ensemble La Foriane (Dornel, Couperin, Clerambault) (dim., 17 h).

chi (sam.).

15 h, le Chant des fleuves, de J. Ivens;
17 h, Chotard et Cie, de J. Renoir; 19 h, El
Bruto. de L. Bunuel; 21 h, Capitaino de
Castille, de H. King (din.).

ALLEMAGNE MERE BLAFARDE

(All., v.o.): Marais, 4 (278-47-86). . L'AMOUR DES FEMMES (Fr.): Saint-

André-des-Arts, 6 (326-48-18).

Les exclusivités

Eglise Saint-Gernsth-des-Prés : la grande Ecurie et la Chambre du Roy (Tele-mann, Couperin, Bach) (sam., 21 h); O. Aurengo (Couperin, Bach) (dim., 18 h)

O. Aurengo (Couperin, Bach) (dim., 18 h).

Eglise Salat-Merry: Cherurs et Orchestre philharmonique des Yvelines, dir.: M. Zarev (Vivaldi, Ramean, Tchalkovski) (sam., 21 h); Ensemble vocal Magadis, dir.: J. Vulnière (Pachethel, Scariatti) (dim., 16 h).

Chugelle des Pères du Saint-Esprit: L. Caravassilis, P. Hommage, A. Celo, A. Ladrette (Mozart) (sam., 20 h 45).

Couclergerie: B. Verlet (Bach) (dim., 17 h 30).

17 h 30).

Eglise Notre-Dasse: J. Reveyron (Schroeder, Gabrieli, Bach) (dim. 17 h 45).

Saint-Thomas-of-Aquin: A. Bedois (Bach, Couperin) (dim., 17 h 45).

Thélire da Road-Point: K. Gilbert, A. Marion (Krebs, Leckint, C.F.E. Bach, J.-S. Bach) (dim., 11 h).

Thélire des Champs-Elysées: Orchestre des concerts Padeloup, dir.: A. Krieger, sol.: Th. Dussaut (Krieger, Rachmaninov, Tchaikovski) (dim., 17 h 45).

Eglise des Billettes: M. Gilbouraut, J.-Cl. Jaboulay, V. Poncel (Besthoven, Kroner) (dim., 17 h).

Salle Pleyel: Orchestre des concerts Colonae, dir.: P. Dervaux, sol.: P. Roge (Stravinski, Prokofiev, Tchaikovski) (dim., 18 h).

19 (241-77-99).

CARMEN JONES (A., v.o.): George-V,

CARMEN JONES (A., v.o.): George-V, 8 (562-41-46).

LA CHÉVRE (Fr.): Richelieu, 2 (233-56-70); Montpermane 83, 6 (544-14-27); Ambassade, 8 (359-19-08); Binrinz, 8 (723-69-23); Français, 9 (770-33-88); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Couvantion St.-Charles, 15 (579-33-00); Clichy Pathé, 18 (522-46-01); Secrétan, 19 (206-71-33).

cinémas

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (Fr.-it., vo.) (*), Smdio Alpha, 5 (354-39-47); Paramount Odéon, 6 (325-59-83); George-V, 8 (562-41-46); Moste-Carlo, 8 (225-09-83). - V.I.: Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Galaxie, 12 (580-18-03); Paramount Orléans, 14 (540-45-91); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10).

COUP DE TORCHON (Fr.): Marivanz, 2º (296-80-40); Paramount Odéon, 6º (325-59-83); Paramount City, 8º (542-45-76); Paramount Montparresse, 14º (329-90-10); Paramount Montmartre, 16 (606-34-25).

CUTTER'S WAY (A., v.o.): Impérial, 2° (742-72-52); Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36); Quintette, 5° (633-79-38); Elysées Lincoln, 8° (359-36-14); Parmasinns, 14° (329-83-11); 14 3nillet Beaugrenelle, 15° (575-79-79).

Beangrenelle, 15 (575-79-79).

DERNIER CAPRICE (Jap., v.o.), Studio
Git le Court, 9 (326-80.35); Olympic
Entrep8t, 14 (542-67-42). Entrepts, 14' (342-61-42).

LE DERNIER VOL DE L'ARCHE DE NOÉ (A., v.f.): Rex, 2- (236-83-93); Ermitage, 3- (359-15-71); U.G.C. Gobelins, 13- (336-23-44); Miramar, 14- (320-89-52); Napoléon, 17- (380-14-64).

41-46).

DEUX FILLES AU TAPIS (A., v.o.),

Elystes Point Show, 8 (225-67-29). DIVA (Fr.): Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36): Punthéon, 5 (354-15-04); Pa-gode, 7 (705-12-15); Marignan, 8 (359-92-82). EAUX PROFONDES (Fr.): Ambassade,

EAUX PROFONDES (Fr.): Ambassade, 8 (359-19-08).

ESPION LÉVE-TOI (Fr.), Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Normandie, 9 (339-41-18); Heiter, 9 (770-11-24); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gohelins, 13 (336-23-44); Mirsmar, 14 (320-89-52); Mistral, 14 (539-52-43); Magie Convention, 15 (828-20-64); Paramount Maillut, 17 (758-24-24); Tourelles, 20 (364-51-98).

EXCALUBIS (A. V.I.): U.G.C. Opéra, 2 La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h: Métropolis, de F. Lang: 17 h, Hommage à George Cukor: Voyages avec ma tante; 19 h, L'oiseau hleu; 21 h, Japon, 6 cinéastes contemporains: Ville de septembre, de Y. Higashi (sam.).

15 h, Alexandre Nevsky, de S.M. Eisenstein; 17 h, Gastight, de T. Dickinson; 19 h, Hommage à George Cukor: Le hlé est vert; 21 h, Japon, 6 cinéastes contemporains: Le plan de sea dix-neul ans, de M. Yanagimachi (dim.).

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h, Nosferalu le vs mpire, de F.W. Murnau; 17 h, Une aussi longue absence de H. Colpi; 19 h, Adiea, ma bolle ou Le crime vient à la fia, de E. Dmytryk; 21 h, Les musicless de Gion, de K. Minogachi (sam.).

15 h, le Chant des fleuves, de J, Ivens; 17 h, Chotard et Cie, de J. Rened; 19 h, El Brune, de L. Bannet; 21 h, Capitalne de Ca EXCALIBUR (A., v.f.) : U.G.C. Opérs, 2

(261-50-32). FAME (A. v.o.) ; Saint-Michel, 5 (326-79-17).

LE FAUSSAIRE (All., v.o.): Vendôme, 2* (742-97-52); U.G.C. Odéon, 6* (325-71-08).

14-08).

LA FOLLE HISTOIRE DU MONDE

(A., v.o.); Gaumant Les Halles, 1"

(297-49-70); Studio de la Harpe, 5
(354-34-83); Hautefouille, 6- (633
79-38); Marignan, 3- (359-92-82); Biarritz, 3- (723-69-23); 14 Jailet Besugrenelle, 15- (575-79-79); Parpassiens, 14
(329-83-11); (v.f.), Berlitz, 2- (742
60-33); Caprl, 2- (508-11-69); Montparnasse 83, 6- (544-14-27); Saint
Lazare Pasquier, 8- (387-35-43); partiage 8., 6" (34-14-27); Saint-Lazare Pasquier, 8" (387-35-43); Hollywood Boulevard, 9" (770-10-41); Nation, 12" (343-04-67); Gaumont Sud, 14" (327-84-50); Bienvente Montpar-masts, 15" (544-25-02); Clichy Pathé, 18" (522-46-01). FONTAMARA (1L., v.o.); Studio Cujas, 5" (354-80-72)

(542-67-42).

5-(354-89-22).
FRANCESCA (Port., v.o.): Olympic, 14-

GARDE A VUE (Fr.): Berlitz 2* (742-60-33); Quimette, 5* (633-79-38); Ambassade, 3* (359-19-08); Espace Galté, 14* (327-95-94).

GEORGIA (A, v.o.): U.G.C. Odéon, 6* (325-71-08); U.G.C. Rotonde, 6* (633-08-22); U.G.C. Champs-Elysées, 3* (359-12-15); 14 Juillet-Bastille, 11* (357-90-81); Caméo, 9* (246-66-44); Biepventle-Mantparnasse, 15* (544-61). Bienvente-Montparnasse, 15 (544-25-02): 14 Juillet Beaugrenette, 15 (575-79-79). LE GRAND PARDON (Fr.): Gaumont-

LE GRAND PARDON (Fr.): Gamont-Les Halles, 1e (297-4970); Richelieu, 2 (233-65-70); Saint-Germain Studio, 5 (633-63-20); Montparnasse 83, 6e (544-14-27); Ambassade, 8e (359-19-08); Olympic Balzac, 8e (561-10-60); Français, 9e (770-33-88); Athéna, 12e (343-00-65); Paramount Bastille, 12e (343-79-17); Fauvette, 13e (331-56-86); Gammont Sud, 14e (327-84-50); Gaumont Convention, 19e (828-42-27); Broadway, 16e (527-41-16); Pa-rnmonni Mailloi, 17e (758-24-24); Wepler, 18e (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96). Gambetta, 20. (636-10-96).

LA GUERRE DU FEU (Fr.): Impérial, 2- (742-72-52); U.G.C Danna, 6- (329-42-62); Marignan, 8- (359-92-82); Montparnasse Pathé, 14- (322-19-23); Kinopanorama, 15- (306-50-50); Gaumont Gumbetta, 20- (636-10-96).
L'HIVER LE PLUS FROID A PÉRIN (Chine, v.o.): Ciné Seine, 5- (325-95-99).

LE JARDINIER (Fr.) : Lucernaire, 6

(544-57-34). LE JOURNAL D'UNE FILLE PÉRDUE (All.) : Seint-André-des-Arts, 6 (326-48-18). LOIN DE MANHATTAN (Fr.) : Olym-

pic Entropol, 14 (542-67-42).

MAD MAX (A., v.o.) (**): Ermitage, 8* (359-15-71); (v.f.): Britagne, 6* (222-57-97); Mazéville, 9* (770-72-86).

MA FEMME S'APPELLE REVIENS
(Pc.): Berlitz, 2º (742-60-33); Quintette, 5º (633-79-38); Marignan, 8º (359-92-82); Nation, 12º (343-04-67); Fauvetta, 13º (331-60-74); Gaumoni Sud, 14º (327-84-50); Montparmass Park 14º (322-84-50); Montparmass Park 14º (322-19-23); Cfi-th-Porble 18º

thé, 14 (322-19-23); Cischy-Pathé, 18 (522-46-01).

MÉPHISTO (Hong., v.o.): Movies, 1- (260-43-99); Epéc de Bois, 5- (337-57-47).

S7-47).

MÉTAL HURLANT (A., v.o.): OpéraNight, 2º (296-62-56); Paris Lolairs
Bowling, 18º (606-64-98): U.G.C.
Opéra, 2º (261-50-32); U.G.C. Damton,
6º (329-42-62); U.G.C. Rotoede, 6º
(633-08-22); Colisée, 8º (359-29-46);
Biarritz, 8º (723-69-23); Caméo, 9º
(246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12º
(343-01-59); Fauvatte, 13º (33160-74); Miramar, 14º (320-89-52); Mietral, 14º (539-52-43); Gaumont Convention, 15º (828-42-27); Victor-Hago, 16º
(727-49-75); Wepler, 18º (522-46-01);
Gaumont Gambetta, 20º (636-10-96).

MILLE MILLIARDS DE DOLLARS

(Fr.): Gaumont Opéra, 1 (297-49-70);
Richeller, 2 (233-56-70).

MUR SET DOCUMENTEUR

(Fr.): 14-Juillet Purnanse, 6 (326-58-00).

PATRANSES (Mar. v.o.): Saint-Séverin, 5 (354-50-91).

TRANSES (Mar. v.o.): Saint-Séverin, 5 (354-50-91).

TROP TOT, TROP TARD (Fr.). Forum.

1 (297-53-74); Action République, 11 (805-51-33).

41-46).
LE PRINCE DE NEW-VORK (A., v.o.):
Paramount Odéon, & (325-59-83); Publicis Elysées, 8" (720-76-23). (v.l.): Paramount Opéra, 9" (742-56-31): Paramount Montparmasse, 14" (329-90-10).

mount Montpermase, 14" (329-90-10).

LE PROFESSIONNEL (Fr.): Berlitz, 2" (742-60-33): Colisée, 8" (359-29-46).

PRUNE DES BOES (Belg.): Rivoli, 4" (272-63-32): Benqun de l'Image, 5" (329-41-19).

QUI CHANTE LA-BAS? (Yong., vo.): Saint-André-des-Arts, 6" (326-48-18): Lucernaire, 6" (544-57-34).

RAGTIME (A., vo.): Forum, 1" (297-53-74): Hautefenille, 6" (633-79-38); Pagode, 7" (705-12-15); Ganmont Champs-Elysées, 6" (359-04-67); Athéna, 12" (343-00-65): 14-Juillet Beaugrenelle, 15" (575-79-79); (v.f.): Français, 9" (770-33-88); Montparmasse Pathé, 14" (322-19-23).

REMBRANDT FECTT (Holl., to.): Movis, 1" (260-43-99).

RICHES ET CELEBRES (A., v.o.): Publicis Saint-Germain, 6" (222-72-80); Pa-hlicis Saint-Germain, 6" (222-72-80

RICHES ET CELEBRES (A., v.o.): Pu-hlicis Saint-Germain, 6 (222-72-80): Pra-ramount City, 8 (562-45-76). - V.f.: Paramount Opéra, 9 (742-56-31): Para-mount Bastille, 12 (343-79-17): Para-mount Montparasse, 14 (329-90-10): Convention Saint-Charles, 15 (579-93-00): Passy, 16 (288-62-34): Para-mount Maillot, 17 (758-24-24). ROX ET ROUKY (A., v.f.): La Royale, 8 (265-82-66): Napoléon, 17 (380-41-46).

SALUT L'AMI ADIEU LE TRÉSOR SALUT L'AMI ADIEU LE TRESOR (A.,v.l.); Marivanx, 2º (296-80-40). SAYAT NOVA (Sov., v.o.), Cosmos, 6º (544-28-80); Olympic Luxembourg, 6º (633-97-77). SHE DANCES ALONE (A.-Ast., v.o.), Epéc-de-Bois, 5º (337-57-47). LA SOUPE AUX CHOUX (Fr.): Riche-leu, 2º (233-56-70). STRESS ES TRES TRES (Esp., v.o.); STRESS ES TRES TRES (Esp., v.o.);

Rel. 7 (25-50-00).
STRESS ES TRES TRES (Esp., v.o.);
Studio Logos, 5º (354-26-42).
TETE A CLAQUES (Fr.). Gammontles-Halles, 1º (297-49-70); Richelieu, 2º
(233-56-70); Quartier latin, 5º (32684-65); Marignan, 3º (359-92-82);
Saint-Lezaro-Pasquier, 8º (367-35-43);
Français, 9º (770-33-88); Nation, 12º
(343-04-67); Fsu votte, 13º (33160-74); Montparasase Pathé, 14º (32219-23); PLM Saint-Jacques, 14º (58963-42); Gaumont Convention, 15º
(828-42-77); Murat, 16º (651-99-75);
Clichy Pathé, 19º (522-46-01).
THE ROSE (A., v.o.), Sundio Raspail, 14º
(320-38-98).
TOUT FEU TOUT FLAMME (Fr.);
Hautsfeuille, 6º (633-79-38); Marignan,
8º (359-92-82); Publicis Elysées, 8º
(720-76-23); Paramount Opéra, 9º (74256-31); Nation, 12º (343-04-67); Montparasase Pathé, 14º (322-19-23);
Convention Saint-Charles, 15º (57933-00).
TRANSES (Mar, v.o.); Saint-Sévezio, 5º

(354-50-91). TROP TOT, TROP TARD (Fr.), Forum, 1* (297-55-74); Action Republique, 11*, (805-51-33).

UNE ETRANGE AFFAIRE (fr.): Para-mount Odéou, & (325-59-83); Marbeiuf (225-18-45); Paramount Opéra, 9: (742-56-31); Paramount Montparansse, 14: (329-90-10) (329-90-10).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.): Marrivant, 2 (296-80-40); Publicis Matignon, 8 (359-31-97).
VENIN (Ang.) (*) (v.f.); Cambo, 9 (246-66-44); (v.f.): Montpernos, 14 (327-52-37).
VENS LE SID (v.o.): Forem (297-

VERS LE SUD (v.o.): Forum (297-

LES FILMS NOUVEAUX

LES ANGES DE FER, film alleman de Thomas Brasch, v.o.: Racine, 6-(633-43-71): 14-Juillet Parnasse, 6-(326-58-00): 14-Juillet Bastille, 11-(357-90-81).

(357-90-81):
LE DROIT DE TUER (**), film américain de James Glickenheus, v.o.:
Paramount Odéon, 6* (325-59-83):
Paramount City: 8* (562-45-76).
V.f.: Paramount Opéra, 9* (742-56-31); Maz-Lindar, 9* (770-40-04); Paramount Bastille, 12* (343-79-17): Paramount Galexie, 12* (580-18-03): Paramount Gobeline, 13* (707-12-28); Paramount Montparasse, 14* (340-45-91); Convention Saint-Charles, 15* (579-33-00); Paramount Millot, 17* 33-00); Paramount Maillot, 17-(758-24-24); Secrétan, 17- (241-77-99),; Paramount Montmartre, 18- (606-34-25).

100

(A.)

1

THE PARTY OF THE P

LA FIEVRE AU CORPS (**), file LA FIEVRE AU CORFS (**), idm américain de Lawrence Kasdan, v.o.; Genmont Halles, 1**, (297-49-70); Quintette, 5** (633-79-38); Quartier Laitn, 5** (326-84-65); Colasée, 8** (359-29-46); Mayfair, 16** (525-27-06); V.f.: Capri, 2** (508-11-69); Berlitz, 2** (742-60-33); Montparnasce Pathé, 14** (322-19-23); Gaumoni Convention, 15** (828-43-27); Clich, Booké 18** (522-46-07).

mool Convention, 15 (828-42-27); Clichy Pathé, 18 (522-46-01).

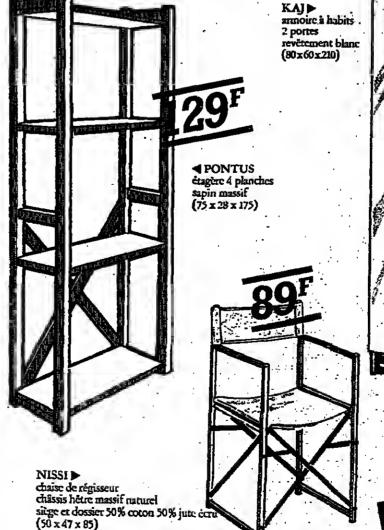
INCUBUS (*), film canadien de John Hough, v.o.; Studio Jean-Coctoau, 5 (354-47-62); Normandie, 8 (359-41-8). V.I. Rio Opéra, 2 (742-82-54); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Mazéville, 9 (770-72-86); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59)); Mistral, 14 (539-52-43); Montparnos, 14 (327-52-37); Magic Conventium, 15 (828-20-64); Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25).

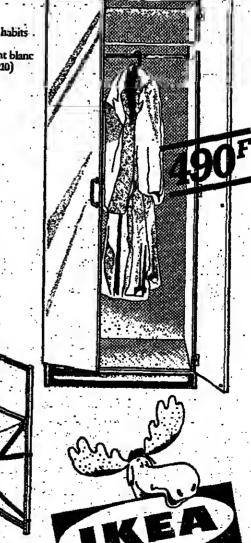
LE LARRON, film Italies de Pasquale Festa Campanile, vo.: Gaumont Halles, 1" (297-49-70); Hauto-fenille, 6" (633-79-38); Ambassade, 3" (359-19-08); Parnassiens, 14" (329-83-11); 14-Juillet, Beaugre-nelle, 15" (575-79-79). V.f.: Saint-Lazare Pasquier, 3" (387-35-43); Maxéville, 5" (770-72-86); Images, 18" (522-47-94). LITAN, film Irançais de Jean-Pierre Mocky: Impérial. 2" (742-72-52):

Mocky: Imperial, 2 (742-73-52); Ciné-Beaubourg, 3 (271-52-36); Quintotte, 9 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Fauvette, 19 (331-69-74); Partnassiens, 14 (329-83-11); Clichy Pathé, 18 (522-46-01).

Chez IKEA, nous croyons aux grandes familles. Alors, on fait œ qu'il faut pour les agrandir. En France, on vient d'arriver et pourtant la famille s'agrandit, déjà! Après Bobigny, IKEA ouvre à Lyon. Et pour changer les traditions c'est nous qui vous offrons les cadeaux. Regardez nos prix et venez fêter cette naissance avec nous, à Bobigny.







RADIO-TÉLÉVISION

Où va la télévision? III. - Le service public face au public

par JEAN-LOUIS MISSIKA et DOMINIQUE WOLTON

Après avoir évoqué l'histoire de la télévision française et fait un bilan de la loi de 1974, Jean-Louis Missika et Dominique Wolton - qui doivent publier chez Gailimard l'Avenir de la télévision - ont cherché à expliquer pourquoi l'influence politique de la té-lévision était largement surestimée, notamment par la classe politique, et comment son rôle culturel était transformé par l'apparition d'une demande plus diversifiée et hétérogène de la part du public (le Monde des 26 et 27 février).

Ce dernier article aborde les deux thèses qui s'affrontent à propos de l'avenir du service public dans un univers de plus en plus concurrentiel.

Le changement politique est intervenu en France à un moment où l'audiovisuel, comme dans d'autres pays, est à la veille de profondes transformations. Ce sont d'ailleurs au moins autant ces mutations structurelles que les soubresauts politi-ques qui expliquent l'instabilité et l'incertitude régnant actuellement à la télévision.

Celle-ci est, en effet, confrontée à trois évolutions majeures, qui mot-tent en question la capacité du ser-vice public à s'adapter pour tenir sa place dans un univers progressivement plus ouvert à une concurrence privée nationale et internationale.

La première transformation est d'ordre technologique. Les technologies nouvelles, qu'il s'agisse du sate-lite, du câble, de la fibre optique, des vidéocassettes ou des vidéodisques, en introduisant une diversité des supports, des outils, indiquent que le temps est passé d'une concep-tion unique de la diffusion des programmes audiovisuels. Or le monopole d'Etat a longtemps été justifié par la pénurie des fréquences ot done par la limitation des supports de diffusion. Ces capacités nouvelles de diffusion favorisent une augmentation et une diversification de la

La seconde transformation est nue une activité industrielle. Elle produit en France plus de dix mille beures de programmes par an, reçus par dix-huit millions de foyers. La croissance des coûts de production est telle qu'il faut intégrer une rationalité économique et une logique de la rentabilité. Car les moyens financiers que l'on peut mobiliser ne sont pas illimités. Redevance, publicité et coproduction comprises. Partout en Europe, les télévisions publiques vont être confrontées à des difficultés financières sérieuses. Elles doivent co effet produire davantage de programmes à des coûts croissants, sans que leurs ressources augmentent en proportion. Ce qui oblige à envisager le principe d'une télévision payante, d'ailleurs parfai-tement compatible avec la télévision publique, comme le montrent les projets canadieus.

Une a ligne Maginot > de l'audiovisuel?

La troisième transformation, sans doute la plus importante et la moins visible, concerne le rapport public à la télévision. Celui-ci a changé. Avec le temps et l'expérience, les téléspectateurs ont pris l'habitude de sélectionner ce qu'ils regardent. C'est une question de génération. Aujourd'hui, le public veut choisir de plus en plus et refuse que des directeurs de conscience portent des jugements de valeur sur la nature de ces choix. Hier, l'offre était maitresse, demain, la demande jouera un rôle considérable. C'est cela la banalisation de la télévision.

La nouveauté vient de ce que toutes ces transformations se combinent et conduisent à une mutation profonde de la télévision. Et cela dans tous les pays. En France, où n'existe qu'une télévision de service public, elles sont l'objet de deux interprétations aussi légitimes l'une que l'autre, qui conduisent à deux conceptions de l'adaptation du service public,

La première croit à la nécessité de revitaliser un grand projet de service publie de télévision, seul capable de résister à la concurrence commerciale, coupable d'abaisser le niveau et la qualité des programmes. La seconde pense que l'avenir du ser-vice public, dans un univers ouvert, dépendra de sa capacité à affronter la concurrence privée, étrangère et nationale, tout en maintenant une spécificité par rapport à ces concurrents. Ces deux conceptions out leurs partisans, et les arguments en faveur de l'une et de l'autre sont

solides. Il est, en revanche, difficile de croire qu'elles sont conciliables.

Dans la première solution, l'objec-tif est de réunifier le service publie pour mener une politique intégrée de la création. Cela permet de jouer sur la spécialisation des chaînes ca évitant doublons et gaspillages, de mieux satisfaire la diversité des demandes du public, de résister à la concurrence étrangère grace an poids d'une organisation unique et nationale, aussi bien pour la production, la programmation que pour la commercialisation. La télévision comme reflet d'un grand projet enlturel : « la télévision de lu France ». Cette solution est finalement indissociable d'une vision politique de la communication. Le politique, le culturel, l'économique ne sont pas séparés, et il faut éviter de sont pas separes, et u laut eviter de subordonner la production audiovi-snelle aux critères économiques, pour opposer à la logique du marché une logique culturelle supérieure. Cette position est cohérente parce qu'elle se situe tout entière du côté de l'offre. Elle refuse la « tyrania des sondages » et considère que le public est en attente de quelque chose qu'il ignore, mais à quoi il aspire confusément.

Le développement des nouvelles technologies peut s'intégrer dans ce schéma, à l'exclusion toutefois des vidéodisques et des vidéocassettes, qui se distribnent inévitablement sur un marché international. Le satellite peut remplir des missions éducatives et répondre aux besoins des minorités. Le développement du câble peut se faire dans le cadre d'un système centralisé à travers, par exem-ple, un réseau optique national, pour éviter que notre pays ne soit envalui d'images venant d'ailleurs. Car l'objectif est de résister à l'e impérialisme culturel étranger », qui sera porté par les nouvelles technologies. Cette conception dn service public intégré répond également à certaines aspirations syndicales. puisqu'elle permet la création d'un statut unique des salariés. Pourtant, il paraît peu réaliste de construire une nouvelle télévision en partant du statut des personnels, car la télévi-sion n'est pas une administration mais une entreprise de création. Il est de fait, cependant, quo cet élémont joue un rôle, surtout avec che. Et cela même si un bon nombre de salariés de la télévision n'ont pas la nostalgie de l'O.R.T.F., pour la raison qu'ils ne l'ont pas connu, ou qu'il ne constitue pas forcement un souvenir inoubliable, ou que les sta-turs obtenus en 1974 pour les sept sociétés étaient dans l'essemble la reconduction de ceux de l'O.R.T.F.

Cette thèse présente l'avantage de concevoir le service publie de télévi-sion comme une forteresse qui représentera une force de résistance quand les frontières du pays s'ouvriront. La principale critique qu'on peut lui adresser est qu'avec des bonnes intentions on peut construire une « ligne Maginot » de l'audiovisuel. L'offensive, cette fois, ne viendrait pas seulement de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur, les publics woulant de plus en plus d'images sans prendre comme critère distinc-tif l'origine publique ou privée de celles-ci. Car e'est bien sur le plaisir qu'elle procure que nous jugeons une émission, et non sur son origine publique ou privée, française ou

Une conception plus offensive

La seconde thèse, à laquelle nous sommes davantage favorables, part du principe que dans une société démocratique la communication doit être, dans la mesure du possible, indépendante du pouvoir politique. Concrétement, cela signifie que la télévision ne doit pas être le sup-port d'un projet culturel élaboré par un gouvernement. Quel qu'il soit. Les pouvoirs publics out un rôle fon-damental puisqu'ils établissent les règles du jeu et le contrôle, mais le jeu doit se passer ailleurs. Et la télé-vision doit cesser d'être considérée comme une courroie de transmission. Après tout, ce n'est pas parce que le gonvernement essaie de conduire lu politique informatique qu'il décide du contenu des programmes mis sur ordinateurs. Utopie ? Actuellement peut-être encore, mais les choses vont vite dans l'audiovisuel, et, si la classe politique dans l'ensemble comprend lentement l'évolution des mentalités dans ces domaines, les événements risquent de la prendre de court. Ce sont les téléspectateurs qui peuvent alors, comme on dit. < voter avec les pieds ., c'est-à-dire s'équiper massivement en magnétoscopes, bouder une partie de la programmation et se diriger vers d'autres programmes publics ou privés, et peut-être même surtout privés si ceux-ci sont capabies de répondre à la demande.

L'indépendance à l'égard du pou-voir suppose donc la création d'une institution intermédiaire entre l'Etat et la télévision, disposant de pou-voirs juridictionnels réels et pouvant jouer le rôle de recours. Cette institution doit notamment pouvoir pro-téger la télévision des lobbies politiques, sociaux ou culturels, qui, régulièrement, souhaitent l'utiliser pour convaincre et séduire le public anonyme, trop naturellement consi-déré comme passif et sans capacité de jugement. Mais l'indépendance doit aussi être financière. Surtout dans un secteur aussi porteur que celui de la communication. Des celui de la communication. Des sociétés publiques de télévision, de taille moyenne, échappent à la logi-que administrative et disposant d'une véritable capacité d'initiative économique, doivent pouvoir trouver lenr équilibre financier. Dans l'andiovisuel, comme dans la presse ou dans l'édition, il n'y a pas d'indépendance politique sans indépendance financière. Le problème de fond est, en effet, que la communi cation devient un marché et un sec-teur d'activités essentiel et qu'il est préférable de l'organiser plutôt que de l'ignorer pour en être ensuite la victime. Les pouvoirs publics ne peuvent empêcher la croissance de ces activités d'ailleurs profitables à tous, mais ils peuvent, en revanche en fixer les règles, aussi bien pour les nouvelles technologies que pour les conditions de création des groupes multi-médias. Dans le domaine du câble, l'Etat peut favoriser le développement de réseaux locaux qui antoriseraient à la fois une expression locale et une multiplication des programmes. D'une façon plus générale, le problème des nouvelles technologies est davantage de favoriser l'apparition de nouveaux contenus plutôt que de raisonner en termes institutionnels, car c'est par le savoir-faire en matière de programmes qu'un pays pourra s'imposer.

En fait, la solution d'un service public ouvert se fonde sur un double constat. D'abord la concurrence avec un secteur privé apparaîtra dans tous les cas de figure, et le ser-vice public doit être prêt à l'affron-ter dans des conditions telles qu'il ne soit pas marginalise, Son atout principal, outre un capital non négligea ble d'expérience, sera de pouvoir faire une grillo de programmation non directement liée à l'audience, et de pouvoir mettre à l'antenne, à des heures de grande écoute, des émissions de qualité disposant a priori d'une faible audience. C'est cela la force du sorvice publio : tenir compte de l'audience, sans y être assujetti. A condition naturellement de pouvoir faire simultanément des ions de grande écoute!

Le second constat concerne la qualité du public. Il y a quelque chose de troublant dans les critiques qui s'expriment ici on là à l'égard des taux d'écoute et des indices de satisfaction. En fait, il faut choisir. Ou bien le publie ne sait pas ce qui est bon pour lui et l'on néglige les sondages des émissions populaires jugées de médiocre qualité par ceux qui savent. Et l'on va, pour éviter la facilité, jusqu'à prévoir une spéciali sation des chaînes qui est un moyen, mais artificiel, de maintenir une certaine diversité. Ou bien on suppos qu'après trente ans d'expérience les téléspectateurs savent ce qu'ils veu-lent et l'on accepte le jeu de la demande avec ses ambiguités, en refusant une spécialistation des chaînes qui, en dépit de toutes les de se substituer au choix du public.

La critique la plus sérieuse que l'on puisse faire à cette thèse est que le service public risque de perdre son âme à jouer uvec une logique qui u'est pas la sienne. En revanche, cette thèse favorise l'adaptation d'une notion fondamentale, celle de service public, à un environnement social, culturel, économique, politi-que qui a changé. C'est peut-être la condition de son renouveau, on de sa

Telles sont les deux thèses en présence. Elles reposent sur deux conceptions du rôle de la télévision et du comportement du public. Et l'opposition est finalement plus culturelle que politique. Concernant la télévision privée, la première thèse y est hostile, la refusant le plus longtemps possible. La seconde n'y est pas pur principe opposée puisqu'elle tradult une transforma-tion de la télévision et de la société. Et c'est pour y préparer le service public qu'elle présère une concep-tion diversissée de celui-ci. Toute la tradition française porte vers la première solution, alors que la seconde semble correspondre davantage aux problèmes de l'avenir. Elle est sans doute un pari, mais qui serait justement, dans ce domaine, la marque du vrai changement...

FIN

Samedi 27 février

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

- 20 la 35 Droit de répons Une émission de Michel Pole Les jeux et les joneurs.
- 21 h 50 Série : Dallas. L'hypothèque. Bobby découvre que J. R. a hypothèque le ranch.
- 22 h 40 Magazine d'actualité : Sept sur sept. on de J. L. Burgat, B. Gilbert et F.L. Boulay. 23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE: A 2



En direct de la salle Pfeyel. ont et de T. Le Luron; Orson Welles de J.-P. Asquont et

bande originale du film şur disque et cassette (

TROISIÈME CHAINE: FR3 20 h-30 On sort ce soir : l'Éco Tilefilm d'après E. Del B 22 h 30 Journal.

- 28 h 36 Concert (donné à Montreux le 8 de h 36 Comert (donné à Montreux le 3 décembre 19

 « Concerto pour deux violons et orchestre en si dinajour », de Vivaldi: « Chacomer pour orchestre à cert de Purcell; « Concerto pour trois violons et orchestre a majeur », de J. S. Bach; « Concerto pour hauthois d'amo orchestre en la majeur », de J. S. Bach; « Cinq pièces hauthois seul », de Dorau ; « Sommernacht, interwazzo per pour orchestre à cordes », de Schoek; par l'orche « Pestival strings de Lucerna », solistea : G. Larrena, A. 6 B. Saner, violons, H. Holliger, hauthois ; direction : R. B.

Dimanche 28 février

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

- 9 h 30 Source de vie Présence protestante 10 h 30 Le jour du Seigneur,
- Colchrete en l'église Saint-Louis-d'Antia, Prédicuteur : Mgr L-M Lustiger. Télè-foot.
- Journal. 13 h 20 Mise en boîte. 14 h 10 Toute une vie dans un dimanche De P. Sahatier (et à 17 h 15).



19 h Magazino: Ploins foux.

De J. Artur et C. Garbisu.

- Sherlock Holmes -, adapté par G. Dunns, mise en scène
M. Fagadan: - Georgy-Chambertin -, mise en scène de
P. Pradinas: - Baron, baronne -, de J.-J. Varonjean, mise en

19 h 30 Les animaux du monde. 20 h Jnumal. 20 h 35 Cinéma : a Adieu poulet ».

Film français de P. Granier-Deferre (1975), avec L. Ventara, P. Dewacre, V. Lancux, J. Guiomar, F. Brica, C. Rich (redif-22 h 10 Sports-dimanche soir. 22 h 30 A Bible ouverte. 22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

- 10 h 45 Impôts-service. 11 h 15 Direanche Martin. 12 h 45 Journal.
- 12 n 40 Journal.
 13 h 20 Dimanche Marcin (suite).
 Incroyable mais vvai; 14 h 25, Série : Magnum; 15 h 20, L'école des fans; 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire; 16 h 25, Thé dansant. 17 h 5 Serie : Sam et Sally.
 - La course autour du monde.

Pêcheurs! présente ses nouveautés ce soir sur A 2 à 18 h 45 mn

19 h Stade 2. Journal. 20 h 35 Variétés : Gérard Lenorman. Réal : G. Barrier.

21 h 40 Magazine : Remue méninges. 21 h 40 Magazine: Remue méninges.
De G. Lanzun et C. Otzenberger.
Un nouveau magazine: Une instoire fantastique à Avorisz;
Le mode d'hiver canine; Petit guide des restaurants et bôtels en Savoie; L'érotisme na Père Lachaise, etc.

22 h 25 Document: Nos anostres les Français.
L'usine, de P. Miquet, real.; P. Philippe.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

Émissions de l'ICEI destinées aux travailleurs immigrés : Mosaîque. 13 h 45 Dessin animé : Mister Magoo.

La soupière a des oreilles.

15 h 15 Cinéma 16: ∢ Tom et Julie > Un téléfilm de N. Companez. Avec : F. Bergé, F. Perrin, F. Huster, etc. (rediffusion). 17 h Un comodion fit un auteur.

Pierre Clementi lit Victor Segalen.

17 h 45 Théâtre de toujours : « la Colonie » De Marivaux, Réal. B. Claeys. Mise en schee: J. Rosner. Avec: A. Kasatzker, J. Cle

8 h 60 Prélude à l'après-midi. h 40 Spécial DOM-TOM, espace; Nicole Sarkis, championne de France de

Serie : Benny Hill.

20 h. 30 La révolution romantique. Série de M. Brion, réal. J. Ritoher, re. 8 ; Les femmes et le ame, elles entrent en littérature, avec notam

21 h 25 Courts métrages.

«Rail», de M. Otaré : «Au hauard de la muit», de J.-L. Darmon; «La course for la roue», de G. Graillot; «Contrepoint», de L. Heriptet.

22 h 10 Journal. ema de minuit : A la redécouverte de

D.W. Griffith. D.W. Grittith.
Hait courts no trages: la Dornière Gouste d'eau (1911), avec
B. Sweet, Un lâche (1911), avec R. Harron, les Aventares de
Billy (1911), avec E. Foster, la Bataille (1911), avec
B. Sweet, le Conir d'un avare (1911), avec E. Dillon, la
Déesse de Sagridush Gulch (1912), B. Sweet, les Fennnes
[1912], avec M. Eickford, Une bête aux abois (1912), avec
M. Eickford.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 7 La fendire ouverte.
 7 h 15 Herizon, magazine religieux : le Québec.
 7 h 46 Chaspeurs de son : Micros scolaires en prome
 8 h Fol et tradition.
 2 h 30 Protestantisme.
- 9 h 40 Direta aspects de la pensie contemporaine : L'union Messe dans la chapelle du couvent Seint-Dominique, & Regards sur la musique : L'ensemble vocal de Provence
- Interprète Poulenc.

 12 h 5 Allegra.

 12 h 40 Le lyriscope : Les contes d'Holfmann, d'Offenbach, an Capitole de Toulouse. Capitole de Toulouse.

 14 à Som: Maternelles.

 14 à 5 La Consédie-Française présente: les Bons Bourge
- 14 à 5 Le Combélie-Erançaise présente : les Bons Bourgeois, de R. de Obaldie.

 16 h 5 Concert : C. Herzog, soprano, D. Mégovand, harpe celtique, P.-Y. Artaud, flâte, et M. Tavernier, percunsion, interprétent Weber et Clostire.

 16 h 45 Conférence de carésne : Bénie sois-tu, notre mère le Sainte Eglise, par Mgr Etchegaray, archevêque de Manseille (en direct de Notré Dame de Paris).

 17 h 35 Rencontre sive... A Delonya, R. Masrahir, P. Sainansiien, L. Shirman et L. Rozankier : Kibboutz, ktoole rivinite.

 18 h 30 Ms non troppe.

 19 h 10 Le cinéma den cimémates.

 20 h Albatres : Possie danoire contemporaine.

 20 h 40 Atelier de criation radiophonique: California ballade, par D. Catu.

 23 h Manique de chambre : Tcherepnine, Escace.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2 Concert-Promesade, couvres de Gerard, J. Saladadas senet, Demantius, Lamer, Borodine, Lehar, Marie Book, Chaplin, Ziehrer, Tchalkovski, Helmesberger.

 8 h 2 Causate Intégrale des camates de Bach.

 9 h 10 Magazine hervational.

 11 h Concert (en direct du Théâtre du Rond-Puist des Champs-Elysées, à Paris) : œuvres de Krebs, Leclair, C.P.E. Bach, J.-S. Buch, avec J.-L. Gil, clavecin, A. Marios, filtre
- filte.

 12 h 5 Allergies...

 14 h 4 D'une orelie l'antre, œuvres de Vivaldi, Schiabort, Stravinski, Scriabine.

 17 h Comment l'estendez-vons? Passerelle vons l'invisible, par C. Madriac, œuvres de Recthoven, Schabert, Schamasa, Mozart, J.-S. Bach.

 19 h 3 Jacz, Le Brahma Trio.

 20 h Les weene es dialogue.
- 19 h 3 Janz, Lo Brahma Trio.
 20 h Les messes en dialogue.
 20 h 30 Concert (donné au Théâtre des Champs-Elysées à Paris, le 26 juin 1980), « Concerno pour violen et circhestre de Sibelins, « Symphonie n° 7 » de Dvorak par l'Orchestre national de France. Sollste : I. Stern, violen. Dir. : A. Davis.
 22 h 30 Le mit sur France-Musique. Le gette d'Igor, Les mémoires musicaux d'1 Markevitch (3º partie), œuvres de Besthoven, Haydo, Mozart, Wagner : O h 5, Rupture : canres de Debussy, Saint-Saêns, Campra.

TRIBUNES ET DÉBATS

- M. Meir Rosenne, ambassadeur d'Israel en acc, est invité à l'émission France, est invité à l'émission « Le grand jury? présentée par R.T.L.-Le Monde » à 18 h 15. - M. Bernard Stasi, vice-président du C.D.S. est reçu au « Club de la presse », sur Europe 1, à 19 heures.

CONCUPIE. JOSZIN FINAL

-

A TF 1

M. Cavada quitte la direction de l'information M. Hébert est suspendu pour deux mois

tion de TF 1, le 23 décembre 1980, par M. Jean-Louis Guillaud, ancien président de la chaîne, a quitté ses fonctions, vendredi 26 février. Il se voit désormais confier, par la prési-dence de TF 1, une mission d'étude et de réflexion portant sur les télévisions étrangères et les technologies nouvelles epplicables à TF 1. Son successeur, à la tête de la rédaction, est M. Jeen-Piorre Guérin. jusqu'alors rédacteur en chef du quotidien, qui assurera désormais les fonctions de rédacteur en ebef de l'information. C'est à ce titre qu'il supervisera l'ensemble des journaux télévisés, ainsi que les magazines d'information, et dépendra directe-ment du président de TF 1, M. Jacques Boutet. Dans un communiqué, M. Cavada a tenu à préciser les conditions de son départ

« Le refus du plan de réforme proposé à plusieurs reprises, la confusion crééo par des circults parallôles de décision conduisent à

M. Jean-Marie Cavada, qui avait une situation où ne sont plus réu-été nommé directeur de l'informe-nies les conditions permettant d'assumer mes responsabilités, les choix de la qualité et donc la direction de l'information. » Remerciant d'antre part, les téléspectateurs ainsi que ses compagnons de travail, il conclut : « Pour ce deuxième dénart en cina ans. l'amertume n'a pas sa place, l'avenir de l'audiovisuel que mèrite le pays est plein d'espoir. >

> Le même jour, M. Jecquos Hébert était convoqué par le prési-dent de la chaîne et se voyait infliger la sanction de deux mois de suspension avec retenue de la moitié de son salaire. Suspendu depuis le 14 janvier pour . faute déontologique grave - dans la réalisation d'un reportage sur l'élection législative partielle de Provins (le Monde du 16 jenvier), il a déclaré ressenticette sanction « comme totalement injuste » et attend les motifs de la notification écrite de la décis pour arrêter les suites éventuelles à donner à l'affaire.

TORÉADOR, PRENDS GARDE

(Suite de la première page.) Elkabbach était venu avec son livre, celui de la femme Nicole Avril aussi, Teisez- vous Elkabbach. Elkebbach parla, malgre la vieille injonction de Georges Marchais, complice de l'ancien directeur de l'informetion d'Antenne 2 à l'occasion da quelques shows pittoresques. Noël Memère se tut, cet ancien colleborateur d'Elkabbach, dont le livre récent, Tella est la télé, n'est pas très bon, nous dit Bernard Pivot en fin d'emission pour expliquer l'absence de l'auteur. Pivot, en outre, ne souhaitait pas que l'un et l'autre puissent venir laver leur linge sale en public. Des mauvaises langues essurent pourtant, qu'Elkabbach se vovait mal sur le même plateau que Mamère. Des pressions? Faux, dit Pivot.

Les pressions, inexistentes bien sûr, firent l'objet d'une émouvante joute oratoire entre l'encien directeur de l'information et son encien patron (qui agitait un verre couleur whisky ou jus de pomme). Marcel Julian, auteur de son côté, de la Télévision IIbre. C'est fou ce que l'écran ot sa liberté peuvent faire couler d'encre. lorsqu'il tenta d'éviter de parier des diamants. Jullian, qui se reconnaissait lui ausssi quelques erreurs, estimeit que la sincérité de son vis-à-vis était plutôt de l'innocence. Allez savoir... Apparemment, tous furent d'accord sur la belle formule lancée

paration de l'Église et de l'État. Il faut maintenant la séparation de l'Étet et de l'information.» Un accord tacite qui e laissé planer un doute sur quelques autres propos généreux.

. Philippe Labro était incroyable ment content de lui ; il connaissai par coeur son livre, Des bateaux dans la nuit, et il nous racontait la gloin du journelisme. Lui ne savait pas ce qu'étaient les pressions. Il aimei bien Desgraupes, son président à An tenne 2. Nous aussi d'eilleurs. Mº Roland Dumes, qui était venu avec un livre plus eustère, le Droit de l'information, esquissait des sourires dont la bienveillance n'exclusit pas nous a-t-il semble, une certaine Iro nie. Il Intervint peu, arbitra, rappela quelques bons principes, quelques lois, quelques droits. Restait Maurice Goldring, co-auteur evec Yvonne Quilès de Sous le marteau la plume. On lui doit les remarques les plus fines de la soirée, les plus justes, sur la manière dont les journalistes tor-réent avec les pouvoirs, les pressions ot eux-mêmes. Expérience de

Les uns s'en vont pour y avoir pris garde, les eutres pour n'y avoir pas pris gerde. La corrida ne laisse guere de trace dans l'histoire, rappelaient les uns et les eutres, meis l'information ?

FRÉDÉRIC ÉDELMANN.

LA 3 940 RADIOSCOPIE MILOSZ EN FINAL

Cela eurait pu continuer toujours, et néanmoins e'en est fini. La Radioscopie • de Jacques Chancel aura vécu quatorze ans, de 1968 à 1982, deux fois sept années. Dates significatives? Chiffres symho-

liques ? En réalité, depuis plus de vingt mois qu'il entendait quitter son office, l'officiant e gratific ses fidèles d'un sacré bon, beau, final, en invitant à « son » micro, le vendredi 26 fevrier, Czeslaw Milosz, poète couronne prix Nobel au moment où son pays esperait encore... Son pays: la Pologne. Milosz done, poète polonais. - Com-



ment prononcez-vous voire nom? ne cessait de domander Jacques Chancel, comme pour ponctuer les chapitres d'un entretien, d'une « interview » (mot stupide) qui parmi la collection des cassettes Radio-France, figurera comme un modèle du genre. Avec cette 3 940° « Radioscopie », l'auditeur a eu droit à une quintessence de la for-

Le telent de Chencel, son

« métier » pour écouter y compris certaines de ses « façons » un peu agaçantes, tout ça était poussé au paroxysme. Tent mieux. Milosz comme evant lui, Borges, Sartre ou Cohen. Milosz nous e donné envie de lire Milosz (1), d'écouter sa poésie (2). Il a parlé de sa - langue baroque», le polonais. Il e dit ses exils, et son esprit en voyage, sa supériorité sur les Américains avec lesquels il vit, cette chance d'étre dans le peeu d'un bomme de l'Ouest, tout en ayant eu la peau d'un homme de l'Est. . J'aime les Russes et je déteste la Russie », e expliqué encore Milosz, écartant des cauchemars de guerre. La guerre qu'en Pologne, au seizième siècle, on baptisait » besoin, nécessité ». On ne transcrira pas ici l'intégralité de Procurez-vous la cossette et regrettez avec Chancel qu'un René Char n'eit jameis accepté de venir à 17 heures, sur France-Inter, entre 1968 et 1982. Ce sera lundi prochain autre chose. Autrement? Gageons que Chancel écontere encore à sa façon. A la fin, les questions ne sont jamais indiscretes.

MATHILDE LA BARDONNIE.

(1) Czeslaw Milosz est à Paris le samedi 27 février, pour participer à la Rencontre organisée par le Centre rencontre organisce par le Centre français du Pen Club International et la Socièté des gens de lettres de França, à l'occasion de l'édition nouvelle de l'Anthologie de la poesie polonaise (1400-1980), de Constantin Jelinski (Eduions l'Age d'homme), dont il n assume la préface. Les ouvrages de Milusz qui ont été traduits en français sont publiés chez Gallimard.

(2) France-Culture proposera le vendredi 5 mars, ii 20 heures, une lecture de poèmes de Miksz par divers comédiens.

PARIS EN VISITES-

MARDI 2 MARS

« L'Opéra de Paris », 13 b 15, mar-ches, Mme Bachelier. « Quartier Saint-Merri Beaubourg », 14 b 30, 78, rue Saint-Martin, Mme Al-

« Coulisses du Printemps », 15 h, rez de chaussée nouveau magasin, boule-vard Haussmann, Mme Hulot.

La mode et les poupées du dix-huitième siècle à nos jours », 15 h, 10, rue Pierre-le-de-Serbie, Mme Legré-

- Hôtel Lauzan -, 15 h, 17, quai d'Anjou, Mme Vermeersch (Caisse na-tionale des monuments historiques).

« Collection Thyssen », 15 h 45, Petit

Palais (Approche de l'art).

Ecole des beaux-arts », 15 b,
13, quai Malaquais (Connaissance d'ici
et d'ailleurs). - Ateliers du memble ». 15 h. mêtre Faidherbe-Chaligny (P-Y, Jaslet).

*La cathédrale russe *, 15 h, 12, rue
Daru (Paris et son histoire).

*Le Marais *, 14 h 30, métro Saint-

**LE Marans, 14 h 30, mento Sann-Paul (Résurroction du passé).

**Port-Royal do Paris **, 15 h, 123, boulevard de Port-Royal (Tourisme culture!).

**L'ile Saint-Louis **, 14 h 30, 12, boulevard Heari-IV (Le Vieux Paris).

Paris).
« Collection Thyssen », 14 h 30, Petit Palais (Visages de Paris).

CONFÉRENCES ~ **MARDI 2 MARS**

16 h 30, Coilège de France, salle 5, M. A. Abdesselem : « Ibn Khaldun et

es lecteurs ». 19 b 30, Sorbonne, amphithéâtre Bacheiard, 1, rue Victor-Cousin, doc-teur P. Charbonneau : « Lumières et ombres en médecine » (Université populaire de Paris). 20 h 30 : 5, rue Largillière, Mme L. Winckler : « Astrologie et Alchimie »

(Nouvelle Acropole).
21 h: 36, rue Jacob, M. A. Fontaine;
4 Un seul lit pour deux rêves ». « Histoire de la détente 1962-1981 » (La Ti-

sanière_Andrée Gautier). ...

TRANSPORTS -HAUSSE DE 10 % DES TARIFS **DES TAXIS A PARIS**

Les courses des taxis parisiens seront majorées de 10 % à partir dn le mars, la prise en charge restant maintenue à 8 F, a-t-on appris le 26 février.

L'arrêté signé par le préfet de Paris et le préfet de police fixe ainsi les nouveaux tarifs kilométriques : dans Paris le jour (tarif A), 1,85 F; en banlieue le jour et à Paris la nuit (tarif B), 2,85 F; en banlieue la nuit (tarif C), 3,90 F. Le prix de l'heure de l'ettente est de 48 F.

En ce qui concerne les suppléments, le transport d'un colis encombrant coûtera 2,70 F, tandis que la prise en charge dans les gares est portée à 3,30 F.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés eu Journal officiel du samedi 27 février 1982 :

DES DÉCRETS

 Prorogeant la durée d'epplication du décret modifié portant créa-tion d'une prime d'emploi et allége-ment des charges sociales et fiscales en faveur des entreprises industrielles dans les dépertements

 Modifiant les dispositions de l'artiele 24 du décret du 14 novembre 1966 portant coordination des régimes métropolitains des assurances sociales (régime des salariés) et de l'allocation eux vieux travail-leurs salariés et du régime de pré-voyance et de retraite des travailleurs seleriés de la Nouvelle-Calédonie et dénendances

• Fixant le montant et les moda-

Le Monde

Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75427 PARIS - CEDEX 69 C.C.P. Paris 4267-23 ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M. 273 F 442 F 611 F 780 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 483 F 862 F 1 241 F 1 628 F

par messageries) L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 313 F 522 F 731 F 940 F IL - SUISSE, TUNISIE 386 F 667 F 949 F 1 230 F

ETRANGER

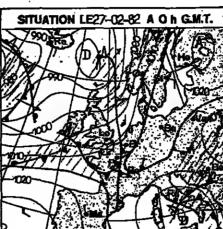
Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abounés qui paient par chèque
postal (trois volets) voudront bien
joindre ce chèque à leur demande.

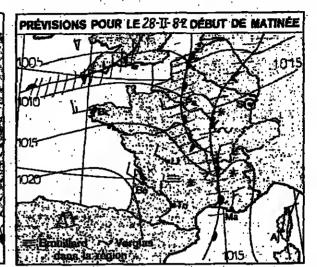
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

Veuillez avoir l'obligeance de

rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 28 FÉVRIER. A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le samedi 27 février à 0 heure et

Lente progression vers l'Est de la per-turbation peu active qui bute sur l'air froid de nos régions du Nord-Est et de

Néanmoins, au cours de la journée de dimanche, de l'air plus doux et humide envahie la moyenne partie de la France.

Dimanche matin, persistance de l'Alsace an Morvan et aux Alpes du rAisace an Morvan et aux Aipes du temps froid, brumeux evec des gelées un peu moins fortes, mais en cours de la journée, les muages deviendront plus nombreux. On observers même de fai-bles chutes de pluie précédées de neige ou de verglas près de nos frontières de

Ailleurs, le temps doux brumeux, très nuageux le matin sera accompagné de pluie de la hretagne nux frontières da Nord; de bruina, plus au sud; mais quelques éclaicies pourront se produire l'après midi du sud de la Loire eux

Les vents d'ouest seront modérés près de la Manche, tandis que les tempéra-tures s'élèveront sur la moitié est du pays.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris, le 27 l'évrier 1982 à 7 heures : 1012,8 millibars, soit 759,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre Indique le maximum enregistré an cours de la journée du 26 février ; le second, le de la jourgée du 26 levrier; le second, le minimum de le nuit du 26 au 27 février); Ajaccio, II et - 2 degréa; Biarritz, 12 et 12; Bordeaux, 9 et 8; Bourges, 7 et - 2; Brest, 12 et 8; Caen, - 8 et 7; Cherbourg, 8 et 7; Clermont-Ferrand, 6 et - 2; Dijon, 3 et - 6; Gre-Ferrand, 6 et = 2; Dijon, 3 et = 6; Grenobic, 5 et = 6; Lille, 3 et 0; Lyon, 3 et
= 5; Marseille-Marignane, 8 et = 2;
Nancy, 2 et = 9; Nantes, 9 et 8; Nice,
11 et 3; Paris-Le Bourget, 5 et 3; Pau,
10 et 10; Perpignan, 12 et 9; Rennes, 9
et 6; Strasbourg, 0 et = 13; Tours, 8 et
6; Toulouse, 10 et 8; Pointe-à-Pitre, 21

Températures relevées à l'étranger :

lités de versement de la contribution

complémentaire due par chaque ré-gime de prestations familiales eu

fonds d'action sociale pour les tra-

Supprimant le second alinéa

de l'articlo D.70-1 du codo de procedure pénale relatif eux établisse-

ments ou quartiers de sécurité ren-

convention entre le gouvernement de la République française et le gouver-nement de la République du Libéria

sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

Portant publication des amen-dements des listes de substances fi-

gurant dans les annexes I et 2 de la

convention sur la prévention de la

pollution des mers résultant de l'im-

mersion des déchets, adoptés à Lon-dres le 24 septembre 1980.

durée du travail et eux congés

cle L. 626 dn code de la samé publi-

que relatif à l'usage des substances

FORMATION PERMANENTE

PERSONNEL DE L'HOTELLERIE. ~

Le centre Alpes de l'Institut fran-

çais de gestion organise, ou prin-

temps et à l'eutomne, des stages

de formation et de perfectionne

ment pour les personnels de l'hô-

tellerie, de la restauration, des col-

lectivités, d'une durée de six

* Institut français de gestion, 7, rue de l'Industrie, 38320 Eybens,

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Imprimerie du • Monde • ous, r. des Italiems (1997) PARIS-IX

Reproduction interdité de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux

ex publications : nº 57 437

LS.S.N.: 0395-2037

énéneuses.

semaines. .

 Relatif à l'application de l'article 27 de l'ordonnance relative à la

· Portant application de l'arti-

· Portant publication de le

vailleurs migrants.

MOTS CROISÉS

Alger, 14 et 7 degrés : Amsterdam. 5

16; Copenhague, - 4 ct - 6; Dakar, 21 ct 16; Genève, 2 ct - 7; Jérusalem, 19

et 6; Lisbonne, 17 et 12; Londres, 7 et 3; Luxembourg, 1 et - 5; Madrid, 16 et

1; Athènes, 17 el 7; Berlin, - 1 et

Bonn, 6 et - 5: Bruxelles, 4 et 1:

Caire, 25 et 10 ; îles Canaries, 21 et

PROBLÈME Nº 3135 HORIZONTALEMENT

19: New-York, -8 et -8; Palma-de-Majorque, 14 et 5; Rome, 13 et 6; Stockholm, -3 et -3.

(Document étobli

avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

L Font, dans l'administration, partie des affaires courantes. Consommé. II. Un des éléments principaux d'un ouvrage de style « roman ». Conser-

III. Lentille d'un 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 complexe de prises de vues. Personnel. II Bercean pour jumelles germaniques. L'argument familior du raisonneur. -IV. Eclaire sa fece. Rendez-vous de pêebe à portée de V111
1X
X
X
X11 Cannes. Presque une rue on peut-être le précurseur d'un grand cours. -V. Permettent de donner un os à roo-. ger au cebot. Somme que l'on destine à une réparation XIA ZIII spperficielle. -

VL Arraché sans pi-×ν tié à une gorge et mis sans regret sous la dent. Répétition en théâtre. Li- d'une dame en décolleté. Trop sourd vrer un siège à l'assaut des pha-langes. - VII. Divinité. Bien nourri, il peut faire passer le goût du pain. Attraction céleste. Théâtre d'opérations idéal pour frondeurs. -VIIL Progressera. Un tel person-nage est condamné pour ebus de confiance. Sur le glaive de Thémis ou dans le domaine de Thétis. -IX. Marcheur ayant souvent des problèmes de circulation. Roi d'Israel. Son omega est un delta. - X. Nous permet d'epprécier les belles garnitures de cheminées. Science du bien naître. - XI. Sujet obscur qui s'illustra d'une manière fort brillante. Possessif. - XII. Les bas-hleus, il les traite par-dessous la jambe. Une affaire de mœurs dans

laquelle furent mêlés de vionx rhé-teurs grecs, - XIII. On tient à en evoir un sans pour autant vouloir le garder. Le pain viennois s'y débite plus que partout ailleurs. On le trouve sympathique malgre son tic.

— XIV. Administration des colonies.
L'opposé du culot. — XV. Grand
vaisseau statique. Lettre grecque. Abandounent souvent lour poste pour se dissiper sur la voie publique.

VERTICALEMENT

1. Un homme qui défend la vie des autres. Partout on le prend pour courir alors qu'au Canada on court pour le prendre. - 2. Personnage et-tentif d'une lecture faite à l'étude. Auteur inconscient d'un parricide et d'un inceste. - 3. Celui qui le tient à l'œil désire paradoxalement le voir disparaître. Généreux agent de tournées électorales. - 4. Possessif. Petite surface généralement tranquille ou bloc turbulent: - 5. Tout une côte ou un simple rocher. Facteur de division tant qu'il n'est pas tranché.

Des gens piqués ettendent quelque chose de son edministration. 6. Prendre un repas en compagnie

pour entendre la voix de la raison. Un canard l'est moins tendrement qu'un poulet. - 7. Construire un cube do bois. Assure la sustentation. - 8. Interjection. En France. Roucoule dans le Midi et glousse dans les Pyrénées. Paie en liquide un tra-vail pénible. — 9. Juneau associé à son frère dans une affaire de distillation. Sa profession n'est d'aucun rapport. Voies littorales. 10. Forme de lettre très ettachante, Nous font perdre la vue quand elles sont eveuglées. — 11. « II » à Lon-dres : « elle » à Saint-Pétersbourg. L'égal de Virgile. Vieil ételon chinois. Interjection. - 12. Perro-quets marins. Lacs d'Amérique. Tout unc revolution. - 13. Limera ou élimera. Agent de répression des fuites. - 14. Inscription que l'on peut lire à l'envers dans les messageries. « Administration » péniten-tiaire. N'entend rien bien que pourvu de remarquables oreilles. -15. Un simple heurt peut la briser. Terre grecque. C'est quand elles manifestent leur présence qu'on s'em-ploie à les rechercher. Solution du problème nº 3134

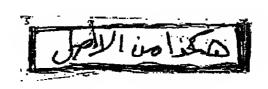
Horizontalement

I. Dresseurs. - II. Ri. Ton. Ue. -111. Emmancher. - IV. Paul. Ousi!
- V. Aisance. - VI. N.L. Hers
(voir ce mot). - VII. Olympe. As.
- VIII. Ré. Immolé. - IX. Nuit. Esaŭ. - X. Is. Eon. N.S. -XI. Sens. Tété.

Verticalement . -

1. Drépanornis. - 2. Rimailleuse, - 3. Mus. - 4. Stalagmites. -5. Son. P.M. - 6. Encochement. -7. Hués. Os. - 8. Rues. Ralant. -9. Sertisseuse.

GUY BROUTY.



Un «chômeur» trop actif

A POITIERS

De notre envoyé spécial

colle encore aux maisons en fin de matinée. Une brume molte et lascive dans le vieux deux pas de la rue du Puitseux-Cailles, la piece - on dit plan - - Saint-Simplicien ceme cuetoues arbres et le silence. Les murs, couverts de lierre, cachent aux passants de beaux jerdinets. Le numéro 14 ne se distingue pas : deux étages, un crépi couleur sable et - tout sur les volets. « M. et Mme Ro-selé-Leroy et leurs enfants », Et rien d'autre, si l'on ne savait que M. Roselé, Georges de son n'evait été, l'autre lour, saisi vant un magistrat, et là, d'un coup, incuipé d'escroquerie et jeté en prison.

Poitiers. - En hiver, la brume

Le visux Politiers n'e pas frémi. Le 14, plan Saint-Simpliclen, cette pension Vauquer au petit pled, non plus. Les six locataires de M. Roselé sont toujours tà, et sa femme eussi, dont on se demande par moments pourquoi elle fait penser si fort à une « mamma ». Elle Pas un eseroc, monsieur i mais un bon travailleur, levé, chaque matin que le Bon Dieu fait, à 5 heuree. Mère de dix enfants, elle rumino désormals, entre ees à lever jumelles qui battent le mame air, sur la fatalité de le vie. Son homme, - abonné eux allocations-chômage et néanmoins salarie e'est fait pincer,

Si l'on veut. Cer M. Roselé intrigue, pour ne pas dire plus. Le statut de chanffeur d'autocar qui fut le sian n'est, en effet, pas comprendre alors l'ascension immobilière de ce modeste? La liste de ses biens est longue : trois terrains à culture à Buxerolles, un terrain à Chasseneuildu-Poitou, trois terrains dans cours d'acquisition à Poitiers, deux appartements à Orléans et

M. Roselé savait trouver des des · services » comme la télécahlers à spirales, sa comptabl

Pour satisfaire sa passion, ou son vice, notre homme ne ciliait pas. Ainsi avait-il contracté dix emprunts, d'environ 35 000 F chafinanciers différents. Tout eu long de sa carrière, M. Roselé n'e pas non plus négligé telle ou telle somme, placée trop receveur à la compagnie des tramways de Poitiers, ancien peuvres, ancien serveur dans des cafés, M. Roselé a laissé quelques souvenirs dans ses différente places. Lui e toujours conservé son maintien modes cées. Son intelligence aussi, que personne ne lui conteste.

Père et fils

Cet artiste en escroquerie ignorant superbement le flec l'ANPE de Poitlers, M. Roselé touchait les ASSEDIC à La Roà Orléans, En 1978 et 1979, H réussissait même à ajouter à son chômage les ellocations d'aide publique réservées eux nécessiteux, Soudain victime d'une cataracte en 1980, M. Roselé était alors déclaré inva-ilde à 80% et pensionné. Belle histoire I et belle escroquerie ou « social -

L'astucieux M. Roselé a finatement été perdu par l'un de ses dix enfants, Serge, vingt-trois ans. Pilleur invétéré des stocks de son employeur, grossiste en électroménager, Serge en fit trop. Alnsi les gendannes se cont-ils Intéressés aux Roselé. Le fils d'abord, le para traite bien méritée, il y a presque là une injustice!

LAURENT GREILSAMER.

JUSTICE

AUX ASSISES DES HAUTS-DE-SEINE

Le procès des agresseurs de M. Bakhtiar a repris en présence d'un seul accusé

Il semble établi, désormals, que le procès, devant la cour d'assisses des Hauts-de-Seine, à Nauterre, des cinq hommes accusés d'avoir tenté de tuer, en jufile: 1980, M. Chapour Bakhtiar, ancien premier ministre franten (le Monde du 25 février), ne sera pas un procès «comme les autres». Le 25 février, premier jour de l'audience dans un palais de justice procès « comme les autres». Le 25 février, premier jour de l'au-dience, dans un palais de justice en état de siège, c'est avec une heure et demie de retard que les débats commençatent (le Monde du 27 février). Le lendenain, vendredi. il aura fallu attendre 16 heures pour entendre le prési-dent-déclarer une reprise de l'au-dience fixée à 13 heures 30.

dience fixée à 13 heures 30.

Une raison à ceia : deux des cinq accusés, Mohammed Jenab et Anis Naccache, ayant refusé d'être transférés de leur prison au palais de justice, il a hien fallu appliquer la loi. C'est-à-dire déléguer à chacune des maisons d'arrêt où ils sont détenus depuis juillet 1930, un huissier les sommant d'obtempèrer qui, une fois dûment enregistré leur refus, doit venir filico rendre compte au président.

De la même manière, les textes

De la même manière, les terces prévotent qu'il soit donné lec-ture, chaque soir, à chacun des accusés absents, un procès-verbal résumant les débats, ce que le greffier de la cour, Mile Laborie, se prépare à faire chaque soir sans manifester une joie débordante.

Il est donc 16 beures lorsqu'on introduit trois des accusés dans le box. En têse, Nejad Tabrisi, ex-sardien de la révolution islamique, et, de loin, le plus exalté des membres du commando. Aussitôt entré, il lance à pleins poumons : « Allah-ou althur ! » (Dieu est le plus gand) et gesticule, s'emporte, tant et si bien que son expulsion est ordomée. Les gardes l'emmènent de la manière la moins douce.

Restent Mohammed Jenab, Tra nien hil aussi, et Fawai El Satari, le seul Palestinien du groupe. Le premier déclare refuser de compremier déclare refuser de com-parafire si les quatre autres ne sont pas à ses côtés. Le président, M. Henri Boulard, s'étonne : « Alors, dans ce cas, pourquoi étes-vous ici? » — « On m'a affirmé, répond Jenab, que je de-vais venir : je suit venu. Mais, à présent, je veux m'en aller. » Comme il se met lui aussi à ges-ticuler et à élever le ton, le prési-dent ordonne son expulsion. Exit Jenab.

Comme la veille, Fawzi El Sa-tari, l'air absent, reste seul entre six gendarmes. A présent, la cour va pouvoir examiner, dans un calme qu'on n'osait plus espérer, le curriculum vitue de chacun des

cinq hommes. L'audience reprendra le lundi

J.M. DURAND-SOUFFLAND.

Mile Françoise Francisci, qui s'est constituée partie civile après le meurtre de son père, Marcel Francisci, directeur de cercles de jeux à Paris, tue dans la muit du 14 au 15 janvier, a été entendue, le 26 février, pendant près de quatre heures, par M. Guy Joly, premier juge d'instruction au tribunal de Paris.

**Je me suis constituée partie civile pour déjendre la mémoire de mon père et pour aider la jussicie à retrouver ses assassins », à déclaré la jeune femme qui est assistée de M. Charles Robaglia.

**M. Joly, a-t-elle ajouté, me donné connaissance des résultats actuels de l'information qui, pour l'instant, ne mêne à rien. **

**Réclusion à perpétuité pour un destroite viole un e condamné, le 26 février. à la réclusion criminelle à perpétuité un homme accusé d'avoir violé une jeune femme à deux violé une jeune femme par saut de l'attent partier l'assisté sans réactions pendant son procès tout en se contentant d'affirmer: « Je ne suis plus. » Belon l'avocat général, Didler Dussap son forfait, violant par deux fois, avant de l'étouffer, une jeune femme, Bernadette Ginard, vingt et un ans, qu'il avait attirée chez leil. L'avocat de Didler Dussap s'est déclaré pensuadé que l'ouvrier pâtissier n'avait pas violé su la réclusion criminelle à perpétuité un homme accusé d'avoir violé une jeune femme à deux violé une jeune femme à d

La création d'un tribunal de l'exécution des peines est « essentielle pour les libertés »

déclare M. Badinter

M. Badinter, invité le 26 février par l'Association nationale M. Badinter, invité le 26 février par l'Association nationale des juges de l'application des peines, a justifié le projet de réforme pénale qui sera soumis au Parlement au printemps. Evoquant les informations sur la future réforme parues dans « le Monde » du 27 février, M. Badinter a déclaré qu'il ne les confirmait pas, mais ne les démentait pas non plus. Il a rappelé qu'il s'agissait d'un avant-projet qui fera l'objet d'une consultation et que le gouvernement n'arrêtera sa position définitive qu'ensuite. En réalité, il semble que seules des retouches minimes seront apportées à cet avant-projet. eront apportées à cet avant-projet.

Interrogé sur la possibilité qu'auront les criminels jugés per des
juridictions d'assises de premier
degré de faire appel, M. Badinter
a déciaré qu'à son sens donner
aux justiciables les mêmes garanties en matière criminelle qu'en
matière correctionnelle était
« uns innonation nécessairs ».
« Il y a quelque chose d'absurde,
a-t-il ajouté, à voir que, lorsqu'un
homme est jugé pour avoir volé
un imperméable, il a droit à être
jugé une première jois par un
tribunal correctionnel et une seconde jois par une cour d'appel
(...) dors que, s'il a tué deux
personnes il encourt la réclusion
criminelle à perpétuité et n'est
jugé qu'une jois. C'est un illogisme fondamental. »

M. Badinter a souligné que le

M. Badinter a souligné que le droit de faire appei vaudra pour l'accusé comme pour le parquet avec les risques de condamnation avec les risques de condamnazion plus sévère que cela comporte. Cependant, a-t-il ajouté, les dangers d'erreurs judiciaires, « qui empoisonment lu vie judiciaire et sont constamment présents dans les grandes affaires, se trouveront réduits très sensiblement, sinon presque totalement éliminés ».

Le garde des scesux avait in-diqué auparavant devant les juges de l'application des peines les pouvoirs secrus que la réforme pénale leur accorders. Il est prévu qu'un tribunal de l'application des peines prendra désormals les décisions concernant les libéra-tions conditionnelles, les permis-sions de sortir et les autres mesures d'aménagement des peines. Cette juridiction sera composée d'un juge de l'application des peines, qui prendra seul certaines désictons, et de deux autres magistrats.

M. Badinter a souligné que cette réfume était dans la ligne de l'évolution du droit depuis la liberation, exceptée la « paren-

thèse » constituée par le passage de M. Peyreffitte à la chancel-lerie. Il a insisté sur le fait que les décisions prises après la condamnation du déliquant sont souvent aussi importantes que la condamnation elle-même et a dé-cles qu'il importait per consti condamnation eue meme et a de-claré qu'il importait par consé-quent de placer l'exécution des peines non plus sons le contrôle de l'administration mais sous ce-lui de magistrats du siège. « Cette fudicitarisation de l'exécution des peines, a-t-il dit, est essentielle pour les libertés. »

L'hostitité de F.O. et de la C.G.T.

A quelques détails près, les juges de l'application des peines sont favorables à cette réforme. Celle-ci suscite, en revanche, des critiques de la part des princientiques de la part des princi-paux syndicats de surveillants de prison. Force ouvrière souligne où me telle réforme reviendrait à «exclure» le personnel péni-tentiaire des décisions concernant l'exécution des peines, et ajoute : « La responsabilité des personnels ainsi réduite à la seule matière disciplinaire et aux missions de sécurité et de pure gestion inter-dirait une participation réelle des agents à l'œuvre sociale de réin-sertion et d'individualisation de

La C.G.T. regrette aussi que la réforme ait pour résultat de reti-rer aux fonctionnaires de l'admi-nistration pénitentiaire la voix nistration penitentiaire la voix délibérative qu'ils avaient jusqu'ile dans certains cas et s'inquiète des conséquences qu'aura cette décision sur la sécurité dans les orisons. La C.G.T. estime qu'il s'agit là d'a une évolution régressive qui conduira inévitablement à des complications nouvelles dans les reions et entrangement le personporte-clets ».

ÉDUCATION

L'université des Nations unies cherche l'appui du gouvernement français

M. Chevènement, ministre de la recherche et de la techno-logie, a ouvert, le 22 février à Paris, un colloque de l'Université des Nations unies (UNU) consacré aux «futurs de l'énergie et de l'agriculture . Ce colloque aura été, pour le gouvernement de l'agriculture. Ce colloque aura été, pour le gouvernement français, l'occasion d'une relance de la coopération avec les organisations internationales, qu'il s'agisse de l'UNU proprement dite un de ses organisations de tutelle, l'ONU et l'UNESCO. Le directeur général de l'UNESCO, M. Amadon Mahtar M'Bow, a, en effet, été reçu, le 26 février, au ministère de l'éducation nationale par M. Savary qui s'entrettendra, le mardi 2 mars, avec le nouveau recteur de l'Université des Nations unies, M. Saediatunko.

L'université des Nations unles va-t-elle prendre un nouveau départ ? Depuis 1975, date de son départ? Depuis 1975, date de son lancement, cette « université suns étudiant » (le Monde daté 5-6 octobre 1980), s'efforce de convaîncre les grandes puissances scientifiques de essentiellement au développement et au maintien de le paix par la recherche universitaire. Jusqu'à présent, elle n'a pu obtenir le soutien financier ni de l'U.R.S.S., ni des Etats-Unis, bien que son premier recteur, M. James Hester, fût Américain. Le plus « gros » donateur à ce jour reste le Japon (près de 600 millions de francs) qui a, en ontre offert un terrain au centre de Tokyo pour la construction du fatur siège de l'université.

le construcción de l'actor sege de l'université.

Parmi les autres donateurs importants du Fonds de dotation (1) de l'UNU, figurent le Venezuela (60 millions de francs), la Grande-Bretagne (55 millions de francs), l'Arabie Saoudite (5 millions de dollars), le Soudan (30 millions de francs) et la R.F.A. (20 millions de francs). La France n'a, jusqu'ici, rien douné pour le fonde de dotation et s'est contentée, depuis l'an dernier, de participer à certains frais de fonctionnement. En revanche, les universités françaises ont déjà commencé à recevoir des estagiaires U.N.U. 3, notamment à Bordeaux, Toulouse et Perpignan où l'on étudie l'implantation en Algèrie de villages solaires intégrés.

gres. En choisissant d'organiser un colloque scientifique à Paris, le nouveau recteur de l'UNU, M. Soedjatmoko — ancien ambas-

(1) L'UNU pour conserver son indépendance à l'àgard des Stain, fonctionne à partir des revenus d'un Fonds de dotation.

sadeur d'Indonésie aux EtatsUnis, — espérait naturellement nouer des contacts utiles avec le nouveau gouvernement français. Ces centacts ont lieu. Le recteur de l'UNU souhaite qu'ils soient plus productifs que le colloque organisé il y a cinq ans à l'UNESCO sous l'égide de Mine Saunier-Seité (le Monde du 15 mars 1977). Il a déjà reçu le renfort du ministère de l'éducation nationale qui a organisé le 26 février, une rencontre entre universitaires français et l'état-major de l'UNU au complet (le recteur et ses quatre vicerecteurs). A cette occasion, le nouveau directeur de la coopération et des relations internationales, M. Romain Galgnard, a recomnu que la contribution de la France pour 1982 était encore « bien modeste ». Mais, a-t-il ajouté, « nous sommes à un moment où le gouvernement de la France s'efforce d'accroître sa participation à la coopération et cu dévelopment ».

Les responsables de l'Université des Nations unies ont apprécié l'accueil des universitaires parisiens. Ils espèrent que les paroles seront suivies d'effet tant sur le plan financier que sur le plan scientifique.

sur le plan financier que sur le plan scientifique

ROGER CANS.

● Audience reportée à Bernay (Eure). — L'audience du tribunal correctionnel de Bernay, consacrée à la plainte pour diffamation et insultes déposée par le pruvisseur et le conseiller principal d'éducation du lycée de cette ville à l'encontre d'un parent d'élève et d'un enseignant (le Monde du 28 février), a été reportée au mardi 30 mars, à la demande de l'avocat de la défense.

CARNET

— M. et Mme Jean Chardonnet,
Et leur famille,
font part du rappel à Dieu de
Alain CHARDONNET,
décédé à Créteil, le 25 février 1982, à
l'âge de vingt-huit ans, muni des
secrements de l'Eglise.
Les obsèques auront lieu le mardi
2 mars 1982, à 10 h. 45, en l'église
paroissile de Saint-Cloud (place
de Caulle).

« La Résidence »,
5, rue Honri-Regnanit,
92210 Saint-Cloud.

— On nous prie d'annoncer décès de

M. Charles LEFEBURE de LADONCHAMPS,

chef d'escadron en retratia,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guarre 1914-1918,
survenu à Paria, le 24 février 1962,
dans sa qualtre-vingt-saptième année.
Les offices raligieux saront célâbris
le lundi le mars 1862, à 8 h. 30, en
l'égils e Saint-André de l'Europe
(24 bis, rue de Lémigrad, à Paris-8°),
et à 15 h. 30, à Tiercelet (Méurthet-Moselle).

De la part de toute la famille. et-Moselle).

De la part de toute la famille.

24, rue de Léningrad,

75008 Paría.

Thercalet,

54190 Villerupt.

— M. et Mme Francois Gavoty,
M. André Nametalla,
Le baron et la baronne Guy de
Rothachlid,
Le baron et la baronne de Zuylen
de Nyevelt de Haar,
ont la donieur de faire part du
décès de
Mile Marie NAMETAIJA,
leur sœur, belle-sœur et tante,
survenu le mercredi 24 février 1982,
en son domicile (32 avenus George-V.
Paris-8-).
Le cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 1º mars, à 10 h. 30, en
l'église Saint-Pierre de Challiot (chapelle de la Saint-Vierge, 25, avenus
Marceau, Paris-16-).
L'inhumation aura lieu au cimetière de Furrières-en-Brie (Seine-stMarne), dans la stricte intimité.
Cet avis ileur lieu de faire-part.

- Mme Marcel Netter, son épouse, M. et Mine Racul de Tayrac, M. et Mine Racul de Tayrac, ses enfants.

Benaud et Hélène de Tayrac, ses petits-enfants, cont la douleur de faire part du décès de M. Marcel NETTER, M. Marcel NFTYER, survenu dens as solvante-treixième année, le 25 février 1982, à Paris. La cérémonie religieuse sera celé-trée le marci 2 mars 1982, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Victoires (place des Petis-Pères, Paris-2°). 37, rue de Valois, 75001 Paris.

Micheline Gérard,
 Dominique Risterucci et JesnPierre Jacquier,
 Sylvie, Françoise, Catherine et
Pescale Elsterucci.

Pascale Risteracol,
M. Maurica Gérard,
M.M. Joseph et François Risteracci,
Les familles Leonetti, Riolacci,
Risteracci, Celio, Gutierrez,
ont la douleur de faire part du
décès de
M. Jean RISTERUCCI,
pouverneur de la FOM.

rd. Jean KINTEKUCUS,
gouverneur de la F.O.M.,
commandeur
de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
survenu à Paris, le 25 février 1962,
dans as soluente et onzième année.
78, rue Charles-Laffitte,
92200 Neully. 30, Grand - Rue. 88490 Provenchères.

Anniversaire

— Il y e un an, Jean-Christophe quittait les siens. Il eat toujours présent dans Gus tous ses amis, compagnons de montagne et de cordée alent une pensée affectueuse pour lui.

Remerciements

— Mme Jean Boulle, Et toute la familie, profondément émus et touchés des nombreuses marques de sympathle qui leur ont été témoignées lors du décès de décès de

M. Jean BOULLE,
prient toutes les personnes qui se
sont sasculées à leur chagrin de
trouvar int l'expression de leurs
sincères remercisments.

Communications diverses — Marcel Jullian eignera son ouvrage «Madame de Gaulies (Edi-tions Stock) le mardi 2 mars, de 18 h. à 19 h. 30, à la galarie Belle-chasse (10, rue de Bellechasse, 75007 Paris).

e Les prix Balzas ont été remis, vendredi 26 février, à Berne, au philosophe catholique allemand Josef Pieper, à M. Paul allemand Josef Pieper, à M. Paul Reuter, spécialiste français du druit internetional, ainsi gu'à trois géologues britanniques, MM. Dan McKensie, Drummond Hoyle et Frederik John Vine. Les prix Balzan (250 000 frança suisses), attribués par une fondation italo-suisse, récompensent les mérites acquis dans les divers domaines entiurels et scientifidomaines culturels et scientifi-

MÉDECINE

ETHIQUE ET PECONDATIONS ARTIFICIELLES

M. Chevènement demande la constitution d'un comité élargi

a Il serait judicieux que le comtté consultatif d'éthique médicale qui existe à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale sante et de la recherche medicale (INSERM) devienne commun à l'ensemble des organismes de recherche français concernés, et comprenne également des magistrats, des représentants des principales familles spirituelles, ainsi que des usagers >, souhaite M. Jean-Pierre Chevènement.

M. Jean-Pierre Chevenement.

Dans une lettre adressée à M. Philippe Lasar, directeur général de l'INSERM, le ministre de la recherche et de la technologie, demande que le président du comité d'éthique actuel, le professeur Jean Bernard, et M. Lasar lui fasseut part de leurs réflexions et propositions à ce sujet avant le 15 avril, notamment dans la pempective des problèmes que peut poser la naissance de bébés par fécondation in vitro.

RELIGION

Le pape à Fatima au mois de mai. — Jean-Paul II a confirmé le 26 février, à M. Pinto Balsemao, premier ministre du Portugal, qu'il se rendrait à Fatima, le 13 mai. Le premier ministre a été reçu par le pape vendradi matin. Au cours de l'entretien, le cher de l'Eglise a annoncé à son hôte sa décision d'accepter l'invitation des évêques portugals et du président Eames de se rendre au Portugal à l'occasion de l'anniversaire de l'apparition de la Vierge à Fatima. Paul VI s'était déjà rendu en mai 1967 à Fatima, et le pèlezinage de Jean-Paul II coîncidera avec le premier anniversaire de l'attentat qui faillit lui coîter la vie. Le pape a confié à plusietrs reprises qu'il croyait devoir à l'intercession de la Vierge d'avoir survècu aux belles tirées par son agresseur sur la place Saint-Pierre de Rome. — (AFP, APJ)

LA FIN DES Q.H.S.

Les quartiers de sécurité ren-forcée, couramment dès 1 g n é s sons l'appellation de a Q.H.S. >, sont définitivement supprimés, aux termes d'un décret public au « Journal officiel » du 27 février abrogeant un article D 78-1, introduit dans le code de procé-dure pénale par une loi du 28 mars 1975.

so de Maulinex

L'existence de ces Q.H.S. avalent été l'occasion de poléavaient été l'occasion de polé-miques nombreuses portant sur leur récessité et le régime car-céral qui y était appliqué. Une commission officielle mise en place en jullet 1931 avait fait connaître, le 5 novembre der-nier, que ces «prisons dans la prison» devalent être suppri-mées (« le Réorde» du 7 novem-bre 1931). A Pépoque, les syndi-cats de l'administration pénitencats de Padministration penitentiaire s'étalent inquistés d'une telle suppression.

• Gilles Collomb, le militant o Gilles Collomb, le militant présumé d'Action directe, agé de vingt-cinq ans, arrêté le 24 février à Paris, avenue Henri-Martin près d'un véhicule où plusieurs armes ont été retrouvées, sera jugé en saisine directe le 26 mars par la 23° chambre correctionnelle de Paris. Vendredi 26 février, en effet, devant le tribunal correctionnel il a demandé un délai « suffisamment long » pour préparer sa défense. Il n° pos déposé de demande de mise en liberté mais a réclamé le « statut de prisonnier politique ».

• Statut de prisonnier pointes a et lieu, samedi 37 février, vers 6 heures du matin, dans des immeubles du quartier de la Goutte d'Or à Paris (18°). occupés par des « squatters ». Cette opération déclerchée à la demande du parquet, svait pour but de perquisitionner sprès l'arrestation d'un individu qui utilisait des chéquiers volés. L'opération n'a donné lieu à aucun incident. Il y a su une interpellation.

économie

AFFAIRES

M. PIERRE MAUROY CHEZ THOMSON-BRANDT

«Après la démocratie politique, la démocratie économique»

La Roche-sur-Yon. — Spectacle insolite que celni d'un premier ministre partageant, dans une cohue bon enfant, les œuis mimosa et le poulet-frites à la cantine d'une usine. Spectacle eymbolique aussi que celni d'un chef de gouvernement venu fêter, le vendredi 26 février, dans ce groupe Thomson - Brandt qui vient d'être doté d'un patron jeune, dynamique et... socialiste, la fin de la première étape des nationalisations. Spectacle inhabituel que celni d'un premier ministre, discutant avec des ouvriers et supérieurs, qui ne machent pas leurs mots, et s'adressent au chef du gouvernement dans un style direct, le prenant même à l'occasion comme arbitre... sion comme arbitre... Que le personnel de cette usine vendéeme soit dans sa grande majorité satisfait de la nationa-

De notre envoyé spécial lisation semble certain. Une usine lisation semble certain. Une usine qui ne connaît pas, an demeurant, de difficultés. Bien au contraire. En pleine expansion, elle sert également depuis quelques années de champ d'expérimentation sociale à Thomson-Brandt: « 37 h 30 de travail par semaine dépuis dix ans », précise la direction... Mais « 40 heures de présence affective », rétorquent les salariés.

De dures négociations sont en cours pour ramener la durée du travail à 35 h 55 sans réduction de salaire, avec une diminution des temps de panse et une meilleure rotation du personnel pour faire tourner les machines. « Raconquérir le marché intérieur, exporter, embaucher des chômeurs? Out, nous le faisons et

nous pouvons encore faire mieux...
mais que l'on ne nous étrangle
pas sous les charges, que nos prix
de revient restent compétitifs a, a
expliqué le jeune directeur de
l'usine au premier ministre, sous
l'œli intéressé d'Alain Gomes.
Comment concilier le changement. l'octroi de nouveaux avantages sociaux et la nécessaire
compétitivité des entreprises ?
Comment trancher entre des représentants syndicaux qui veulent
rapidement le souhaitable et une
direction qui doit garder les yeux
fixés sur le possible ?
Nul doute que le cœur dn premier ministre ne penche du côté
des premiers. An milieu du personnel de cette sine, il était à
l'évidence, un peu chese lui Mais
le cœur est une chose... la raison
en est une autre. Aussi a-t-2
insisté à plusieurs reprises sur la
nécessaire « patience ».

Un appel à la syndicalisation

Pour a célèbrer la remise solennelle à la nation des groupes nationalisés », M. Mauroy avait choisi l'ustne Elswein de la Roche-sur-Yon, ume filiale à 99,6 % de Thomson-Brandt. De cette usine-vitrine du groupe, sortent chaque année quelques centaines de milliers de lavelinge, lave-vaisselle, des fours à micro-ondes, etc.

Accompagné de M. Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé du secteur public, le premier ministre a donc passé une demi-journée avec les 2000 salaries du groupe. Déjeuner à la cantine, longue visite des chaînes — très automatisées, — avec de fréquents arrêts pour discuster avec le personnel.

asses, — avec de frequents arreis pour discuter avec le personnel. En fin d'après-midi, dans un immense hangard glacial où s'em-pilent des milliers de caisses de lave-linge et lave-vajsselle prêts à l'expédition, il a harangué pen-dent une hours les 2000 releviés dant une heure les 2 000 salaries de l'usine.

Un discours destiné à mobiliser Un discours destiné à mobiliser les énergies car a ce que nous voulons tous, c'est que le nouveau secteur public industriel devienne le plus vite possible à la jois un modèle de réussite industrielle et un modèle de réussite sociale ». Après avoir constaté que Thomson-Brandt est un groupe a puissant » mais a sans doute un peu dispersé, qui cherche eucore son point d'équilibre, qui doit préciser ees frontières, ses ambitions, ses stratégies », le premier ministre a rappelé les grandes lignes des rappele les grandes lignes des nouvelles règles du jeu du secteur public : « Nègocier entre l'Etat et l'entreprise le contrat de plan établi pour plusieurs années, déterminer les objectifs de l'entreprise et éta-

entreprise.»

M. Ma u ro y est longuement revenu sur la question de la durée dn travail. «Si le gouvernement, contrairement à ce que souhaitent certains partenaires sociaux, a choisi une réduction minimum de le durée légale du truvuil, une réduction d'une heure, c'est parce qu'il entendait maintenir le pouvoir d'achat des salariés concernés. La melleure preuve en est qu'avant même tout ce débat, dans le secteur qui le concerne directement, l'Etat u procédé à la réduction du temps de travail uvec maintien des revenus.

ce travait fiber maintea des revenus, v. C. L'objectif des trente-cinq heures en 1985 reste, bien sûr, celui du gouvernement. L'idéal scrait que les gnins de producti-vité permettent de financer la réduction de la durée du travait

nécessairement. Mais jamais il ne vous sera imposé. C'est vous qui en déciderez, en discuterez avec les responsables du secteur privé et du secteur public.

3 S'il est vrai qu'un pertage des revenus peut faciliter des créations d'emploi, il reste que c'est un choix qui dépend des partenires sociaux et que foutes ces questions ne peuvent être réglées que par une négociation socials plus intense. 3 Et le premier ministre a lancé un vibrant appel à la syndicalisation : tant des cheis d'entreprise dans leurs organisations professionnelles que des salarlés. Ainsi le c dialogue entre des partenetres sociaux entre des partenetres sociaux représentatifs pourrn-t-il se nouer », car il ne faut pas « tout attendre du gouvernement ». JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Nommé directeur général adjoint

M. BIDEGAIN SERA CHARGÉ DE LA COMMUNICATION CHEZ SAINT-GOBAIN

M. José Bidegain va être nommé à compter du 1 juin directeur général adjoint du groupe Saint-Gobain. Il sera chargé de la communication (affaires sociales, relations extérieures). Il remplace M. Jean-

rieures). Il remplace M. JeenJacques Faust, qui sera nomme
delegue general du groupe au
Brésil.
INé le 16 m at 1925, M. José
Bidegain e longtamps été uno des
figures ée proue de l'alle marchente
eu patronat. Delégue general de la
chaussure, il donne en avril 1977
sa démission ée ce poste. Il entre
alers dans lo groupe B.S.N. GervalsDanone comme directeur du département flaconnage au sein ée la
branche emballage. Mem bre du
comité directeur de l'organisation
p at re n a le Entreprise et Progrès,
M. Blèegain préside l'associatioo
Echange et Progrès, où il a remplacé
M. Jacques Delors, ministre de
l'érenomie et des finances.]

SOCIAL

TANDIS QUE M. RIGOUT PRÉPARE UNE RÉFORME

Les syndicats et le C.N.P.F. engagent une longue négociation sur la formation continue

M. Rigout, ministre de la formation professionnelle, prépare une réforme législative en vue d'étendre à tous les salariés, et non plus soulement à ceux des entreprises de plus de dix tra-vailleurs, le droit à la formation. Parallèlement, le C.N.P.F. a engagé, vendredi 26 février, une négociation avec les syndicats sur la - simplification - de la formation continue. De nouvelles réunions sont prévues les 25 mars, 13 et 28 avril, 11 mai et

la formation permanente à la demande — formulée en novem-bre dernier — de la C.G.C., de F.O. et de la C.F.T.C. d'une part

F.O. et de la C.F.T.C. d'une part, de la C.F.D.T. d'autre part. Il s'agit de faire le point de l'expérience acquise et de simplifier les dispositifs existants en définissant plus nettement la responsabilité des chefs d'entreprise et les droits des salariés.

droits des salaries.

« îl ne convient pas de bouleverser le système, mais de l'adapter dans un certain nombre de
domaines afin de conclure un
nouvel a v e n n n i », « declaré
M. Chotard à l'issue de la première réunion.

mière réunion.

mière réunion.

Le C.F.D.T., qui souhaite harmoniser sa position entre le contractuel et le législatif, a estimé que le C.N.P.F. a engagé cette négociation « par erainte d'une nouvelle loi trop rigide ».

Le congé individuel de formation et son financement doivent surtout faire l'objet des discussions. Pour la C.G.T., le nombre de ces congés « n diminué de plus de 50 % entre 1974 et 1980 ». Elle réclame la mise en place des « conditions d'un réel exarcice, de ce droit ». F.O. souligne notamment que ce droit devrait être financé par toutes les entreprises.

Les syndicats demandent aussi

Les syndicats demandent aussi à pouvoir négocier les plans de formation étaborés par le patronat. Enfin, la C.G.C. demande que le personnel d'encadrement att le droit à la fois de bénéficier de la formation et de la dispenser — ce qui pourrait, selon elle, créer des emplois pour les cadres au chômage.

Projet de lot, projet d'accord.

Projet de lot, projet d'accord...

Une emulation, somme toute, pro-fitable, entre le ministre, le patro-nat et les syndicais...

■ La C.G.T. appelle les jemmes

Après sept mois de concerta-tions avec les partenaires sociaux, M. Rigout, vient de leur son-metire un document de synthèse sur la réforme de la loi du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle (1). Cette réforme vise à élargir le droit à la forma-tion à l'ensemble des salariés, y compris. ceux des petités et moyennes entreprises (P.M.E.), à donner à chacum une formation de hant niveau, à mieux «réctode hant niveau, à mieux «régio-naliser la formation» et à étabit une « transparence » des circuits financiers de la formation.

M. Rigout estime que tous les M. Rigout estime que tous les travailleurs, y compris les arti-sans et leurs salariés, devralent pouvoir bénéficier des mesures prévues à cet effet. D'antre part, une réforme de l'apprentissage est à l'étude. Elle fera elle aussi l'objet d'une concertation avec les partenaires sociaux.

les partenaires sociaux.

L'initiative de M. Rigout est interverue à la veille des négociations engagées vendredi entre les syndicats et le C.N.P.F. La formation permanente, l'un des moyens de intre contre le chômage, constitue l'une des grandes réussites de la politique contractuelle. Quelques chiffres témoignent des efforts réalisés dans ce domaine : en 1980, près de 1,7 million de salaries dans près de cent vingt mille entreprises ont bénéficié de stages de formation et plus de 10 milliards de francs ont été dépensés contre 6,5 milliards de francs, par exemple, en 1976.

Selon le C.N.P.F., la contribu-

Selon le C.N.P.F., la contribu-tion réelle des entreprises est très largement supérieure à l'obliga-tion légale. Ces dernières années, les entreprises out consacré en moyenne 1,8 % de leur masse salariale à la formation au iten du 1,1 % obligatoire. Depuis le premier pacte pour l'emploi, en premier pacte pour l'emploi, en 1977, 0,2 % de l'obligation légale est affecté à l'emploi des jeunes, par le biais de la taxe d'appren-tissage.

Douze ans après l'accord pari-taire conclu en 1970, le C.N.F.F. a accepté de rouvrir le dossier de

(1) Cette loi a repria en les sctualisant, les dispositions de l'accord paritaire du 9 juillet 1970 sur l'application de congé-formation, eo fixant la participation des employeurs (acttellement 1.1 % des saisires) su financement ce cotto fermation dans les entreprises ce plus de dix saisriés.

1 197 EMPLOIS DANS LE NORD - PAS-DE-CALAIS

M. Jack Ralite, ministre de la santé, a annoncé, le 25 février, à Paris, la création de mille cent quatre - vingt - dix - sept emplois (dont 441 extra - hospitaliers) dans le secteur santé en 1982 dan e le Nord - Pas-de-Calais. Cette décision fait suite à une rencontre au ministère avec ses collaborateurs et une délégation du conseil régional de cette région.

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

DÉCIDE LA CRÉATION DE

région.

Dans un communiqué, le minis-tère de la santé indique notamtère de la santé indique notamment que «ce plan d'urgence» est destiné « à ratiraper les inégalités santé que connaît particulièrement la région Nord-Pas-de-Calais». Les crédits d'équipements pour 1982 s'élèveront à 94.4 millions de francs sur un total de crédits de 180 millions de francs sur un total de crédits de 180 millions de francs salaires et fonctionnement).

Le ministère précise qu'au cours de la réunion il « a été décidé de poursuivre cette colla-

cours de la reunion il da eta décide de poursuivre cette collaboration pour déboucher des 1983 sur un contrat de programme santé dont la concertation, la définition et les engagements s'inspireront de l'esprit de la loi de désentralisation ». de décentralisation ».

Les salaires dans la fonction publique

M. ANICET LE PORS NE RENONCE PAS AU « SYSTÈME DELORS »... POUR 1983

M. Le Pors n'a pas renoncé au « système Delors » pour la revalo-

« système Delors » pour la revelorisation des salaires dans la fonction publique et il envisage son
application à partir de fin 1982
et en 1983.

« Je crois à ce système, a
déclaré le ministre de la fonction
publique, vendredi 26 février à
France-Inter, et 1e me propose de
dégager les moyens budgétaires
nécessaires pour le mettre vraiment en œuvre à la fin de l'année et l'unnée prochaine. » « Je
l'ai défendu car je juge qu'il est
tutéressant et peut être véritablement noti-injlationniste, a-t-il
ajouté, mais pour qu'il réussisse La C.G.T. appelle les femmes de la grève le 8 mars en demandant au patronat quaire heures payées pour délibérer de leurs problèmes. Les femmes doivent être « les ariisans les plus combatifs et les plus dynamiques du changement », un changement « qui peut aller beaucoup plus vite sur la vie d'une libération des travailleuses ». C'est ce qu'a décla r è vendredi 26 février M. Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T. à l'issue de deux journées d'études de cette centrale sur la main-d'œuvre féminine, réunissant quelque quatre cents militantes.

L'avenir de Moulinex

On efface tout et on recommence...

Officiellement, Moulinex est à vendre depuis plus d'un en, exactement depuis décembre 1980, lorsque son président, M. Jean Mantelet, quetre-vingtdeux ans, confronté eu problème de sa succession, pulsqu'il n'e pas d'enlant, e enlin admis qu'il tallait en passer par là pour assurer la pérennité de cette entreprise qu'il e su fonder, en 1929, sur l'idée du - moulin à légumes »

Depuis, la firmo d'Alençon e été successivement martée à tel ou tel industriel, ce qui, périodiquement, provoquait des soubreseuts à la Bourse de Paris. Compte Lenu des difficultés à surmonter, la liste des prélendants ou supposés tels a été rapidement ramenée, en fait, à trois sociétés françaises (SEB, mson-Brandt, voire la C.G.E.) et à deux candidats éventuele rs de l'Hexegone, à savoir le Néerlan Cais Philips et surtout, le Suédois Electrolux l'an demler.

A vrai dire, on n'e lameis dépassé le stade Ces liancailtes, et it e tallu que le marché bourregain d'intérêt sur l'ection Moulinex pour que la communauté linanciere se penche à nouveau sur le ces du numéro un mondiel du petit électroménager.

Pretiquement étale depuis le début de l'année, eu contraire qui ont effectué pour la plupart des bonds appréclables, le titre de 4.8 %. le mercredi 24 février. puts de 7 % le lendemain, une heusse que no justifie nuilement l'activité de le société ni le carrière du tiltre, qui valeit encore plus de 200 F en 1976. alors qu'il cote à peine 60 à

Comme II fallait s'y attondre, les milieux que l'on dit initié. se soni empressés de tessortir les bans qu'ils comptent bien nubiler un jour, obligeant le président Mantelet à laire le point sur une situation désespé-

Dene la foulée, celui-ci s'est empressé de feire table rase du passe. « Les projets de mariege evec tel ou tel groupe n'existe-ront pee dans le futur, et la etralégie envisagée il y e un en n'e plus de raison d'être, nous a-1-1 conilé. Au lieu d'un parteneire, Moulinex pourrait en evoir dix ou quinze el, pourquol pae, e'allier avec des elleires tolalement diliérentes de la sienne. »

Quend 7 . Je ne suis pas pressé », continue-t-ll à effirmer, sechant pertinemment qu'il détient à lui seul 28 %, et, à travers la société de gestion financière et de piscement, 72 % du cepital de Moulinex, le solde étant réparti dans le public, outre une parlicipation de 5 %

Le problàme ce sa auccession 7 - Dès que les choses seront claires eu niveau de le loi de linances, je compte me détaire progressivement des titres que je possède par l'intermé-Ciaire de le Bourse », répond-li, teisant sans doute allusion eux droits de succession et... eu nouvel impôt sur le fortune.

Dont acte. Si M. Mentelet n'e toujours pas « l'intention de linir comme Marcel Boussac », ainsi qu'il tenaît à le souligner encore l'ennée dernière. Il entend rester maitre de ses ectes jusdu'au bout.

Exigeant ? Il faut l'être, certes, mels pas trop, répliquent les syndicats, notamment la C.G.T., qui, reprenant les thèmes qu'elle Cernier, lors d'une conférence de presse, avance discrètement A travers cette société nouvel-

lement nationalisée, qui réalise une pertie importante de son chiffre d'effairee dens l'électroménager, le syndicat espère sans doute limiter to - casse - pour les onze mille salariós de l'entreprise qui ont déjà eubi d'importants - dégreissages - en l'espace de dix-huit mols et out nsquent de souttrir encore devantage dans celte zone sensible qu'est la Basse-Normendie

The Control of the Co

ÉNERGIE

Onze mesures en faveur des usagers

ELECTRICITÉ DE FRANCE NE FACTURERA PLUS

SES INTERVENTIONS COURANTES

Electricité de France ne facturers p's désormais ses fermitures et interventions légères, comme les réglages de disjoncteurs en les reginges de disjoneteurs en les mises en électricité. Il s'agit de l'une ces ouse mesures en faveur des usagers arrêtées le 26 janvier par la direction d'E.D.F., en lialson avec le Cemité national ce la

Cette initiative, résultat de plu-sieurs mois ce concertation entre Pentreprise peblique et un gronpe de travall du Comité national de la consommation, Cevrait, selon le sou-hait en ministre de la consommation, Mme Lain mière, servir C'exemple aux autres services pu-

Ontre la gratuité de ses interventions conrantes, E.D.F. a Pletention ee proposer one fecturation mensuelle des dépenses d'électricité (évitant les agrosses factures a por-tant ser plusieurs mais de consommation), et une clarification de ces factures, afin, notamment, de faire appaeaftre plus nettement les lnesses de tarifs. L'entreprise pe-bilque aménagera pour les nonveaux abonnés les modalités de versement et de remboursement des avances sur consommation et étendra à l'ensemble de territoire la possibilité accordée à certains clients de relever eux-mêmes les consommations de

Un comité d'usagers sera installé à l'échelon local dans les centres de distribution. Il donnera son svis en cas de litige, Enfin, B.D.F. entre-prendra un gros effort d'informatien pour permettre » n r particuliers C'acapter leur type C'abonnement à ienr consommation et de limiter teers dépenses Célectricité.

COMMERCE EXTÉRIEUR

A la suite d'une révision des méthodes de calcul

Le déficit de la balance commerciale s'établit en 1981 à 50.6 milliards de francs (au lieu de 59,1 milliards)

ment en pays tiers par le blais d'un coefficient dit de correction (qui s'applique aux seuls résultats giobaux par produits et par zones, et non à ceux qui concernent les secteurs et les pays, les importations étant dans ce cas publiées

CAFt. Ce coefficient de correction a été modifié pour les deux der-nières années, à la suite d'une harmonisation intervenue entre les différentes administrations concernées (Deuxes Bergero de concernées (Douanes, Banque de France). La nouvelle méthode de calcui s'applique dès maintenant aux résultats du commerce exté-rieur et de la balance des pale-ments. Son introduction dans la comptabilité nationale sera effective au printemps 1983, à l'occasion des premières publications portant sur 1982.

Les douanes utilisaient un coef-ficient de correction établi chaque année par la direction de la pre-vision : 3,7 % en 1981, c'est-à-dire que ce pourcentage était déduit francs. — M. R. taire de 1,9 milliard de déduit francs. — M. R. (+ 1,1 milliard en décembre, — 2,7 milliards en jeuvier 1981).

Les statistiques du commerce extérieur viennent d'être modifiées, ce qui entraîne une révision en baisse du défleit de 1981 : 50,6 milliards de francs, au lieu de 59,1 milliards. Cette révision résulte d'un changement dans la méthode de calcul des achats de marchandises : les importations sont comptabilisées par les douanes pour aboutir aux résultats FOB (sinon, l'appréciation des différentes balances aurait d'ailleurs été faussée, les achate et ventes de services llés au transport étant méthode de calcul des achats de marchandises : les importations sont comptabilisées par les douanes pour aboutir aux résultats FOB (sinon, l'appréciation des différentes balances aurait d'ailleurs été faussée, les achate et ventes de cux-mèmes enregistrés dans les sont comptabilisées par les doux-mèmes enregistrés dans les cenanges invisibles). Pour sa part, la Banque de France ntill-les de 12 frontière française, c'est-à-dire que leur prix comprend le coût du transport, de l'assurance et divers frais annexes (elles sont dites CAF — coût, assurance, les deux administrations, soit france à bord)? — Il faut, pour rendre les statistiques comparables et éviter les douhles emplois, déduire des chiffres d'importation le montant des frais d'acheminement en pays tiers par le biais du total des importations compta-libisées par les douanes pour aboutir aux résultats FOB (sinon, l'appréciation des différentes aurait d'ailleurs été faussée, les achate et ventes de cux-mèmes enregistrés dans les cenanges invisibles). Pour sa part, la Banque de France ntill-les au transport étant fixe de 5.5 %. Cette divergence entraînait des écarts importants les deux administrations, soit fixe de 5.5 % cette divergence entraînait des écarts importants de countre des chifférentes des charses pour l'appréciation des différentes des chiteres des charses aurait d'ailleurs été faussée, les achate et ventes de cux-mèmes enregistrés dans les ceux-mèmes en l'appréciation des fraits d'au transport, de l'assurance entraînait des écarts importants des france environ

logie a abouti à des taux de correction de 4.7% en 1980 et 5% en 1981. Pour 1982, le coefficient unique a été fixé à 5 %.
Compte tenn du changement, les
tableaux mensuels du commerce
extérieur de 1962 présenteront les
séries 1981 calculées sur la base
de 5 % (au lieu de 3.7 %). Le défialt commercel apprecieté à la cit commercial enregistré l'an dernier aurait ainsi été de 50,6 milliards de francs au lieu des 59.1 milliards annonces officiellement, les importations s'étabilssant à 627.2 milliards, et les
exportations à 576,6 milliards de
francs (ces chiffres incluent les
echanges de matériel militaire).
Le déficit FOB-CAF reste
ini inchange, s'établissant; à
84 milliards de francs environ
(104 milliards, matériel utilitaire
exciu). En revanche, le soide
négatif de la balance des paiements courants, tel qu'il ressort
des nouveaux calculs; aureit été
majoré de 3,3 milliards pour des 59.1 milliards annonces offiEn janvier

LES ÉCHANGES ONT ÉTÉ FORTEMENT DÉSEQUILIBRES AUX ÉTATS-UNIS...

Washington (A.F.P.).— Le déficit de la balance commerciale américaine éest fortement aggravé en janvier en raison d'une hausse de 15,3 % des importations, particulièrement de pétrole et de produits manufacturés, et d'un fléchissement de 0,8 % des exportations. Ces achats à l'étranger (fret et assurance compris) out atteint 33,8 milliards de dollars et les ventes 18,7 milliards, soit un déficit de 5,1 milliards de dollars (1,8 milliards). liard en décembre en janvier 1981).

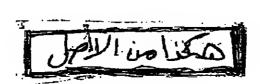
Le déficit de janvier est le plus élevé qui att été enregistre, après celui de février 1980 (6 miliards) et août 1981 (5,6 miliards).

... ET LE JAPON A ENREGISTRE SON PREMIER SOLDE NÉGATIF DEPUIS UN AN

Tokyo (Reuter). — Pour la première fois depuis un an, le Japon a enregistré en janvier un déficit commercial brut de 799 millions de dollars (— 1,4 milliard en janvier 1981). En dé-cembre, la balance avait été excédentaire de 22 milliards de dol-lers (+ 20 milliards pour l'ensemble de 1981).

semble de 1981).

Les exportations, traditionnellement faibles en junvier, ont atteint 10,25 milliards et les importations 11,04 milliards de dollers. Toutefois, après correction des variations saisonnières, les échanges extérieurs se sont soldés par un excédent de 2.1 milliards de dollars (+ 1 milliard en décembre). La baiance des paiements courants a, elle, été déficitaire de 1,9 milliard de dollars



CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euromarché

Où le boycottage refait son apparition

nom l'indique, est concentrée sur l'Amérique latine.

qui faisaient partie des quelque trente principaux chefs de file et trente principaux chefs de file et qui avaieut chacune a p p o r t é 100 millions de dollars au pot de l'eurocrédit Pemex, out soudainement décidé de se retirer, à cause de la présence, parmi les co-chefs de file et participants éventuels, de banques juives figurant sur la «liste noire» arabe, notamment la banque Leumi et la banque Rothschild française (à croire qu'au Proche-Orient on (à croire qu'au Froche-Orient on alt oublié qu'elle appartient désor-mais à l'Eist français). Leur dé-cisium, compte tenu du très im-portant volume de la transaction

Qu'est-os qui, depuis le début de l'année, pousse les banques arabes à raviver le boroctage des processes de alontame? Depuis les début de l'année à corroctage dont personne u'entendait plus parier sur l'euromarché. An ocurs des directions de l'année à corroctage dont personne u'entendait plus parier sur l'euromarché. An ocurs des décurs à trois franche. L'année l'année à d'ure épreuver en se retrouvant, pour des raisons qu'elle seu de de l'entre processes de sontaines avec qui se lui ont jamais été communiquées, sur la liste noire des étallissements avec qui se lui ont jamais été communiquées, sur la liste noire des étallissements avec qui se lui ont jamais de communiquées, sur la liste noire des étallissements avec qui se lui containe seve qui se lui containe active sur le marché des capitaux, s'est vus écartée des syndicats bancaires, de plusieurs émissions euro-obligatires surquelles elle surrait puisseur de la France prévole et dont l'attitude politique en Ambient de prevolte une dimension noire des frances une consortiums d'éte-missur de prevolte de production de prevolte de 2 milliards de doilars qui est en train d'être missur plet pour le compte de Parier de production de prevolte de 2 milliards de doilars qui est en train d'être missur plet pour le compte de Parier de production de prevolte de 2 milliards de doilars qui est en train d'être missur plet pour le compte de Parier de production de production de prevolte de production de p

International Bank et l'Arab Latin American Bank, une « consortiale » appartenant à des banques
erabes duut l'activité, comme son
nom l'indique, est concentrée sur
('Amérique latine,
Ces trois puissantes institutions,
qui faisaient partie des quelque
rente principaux chefs de file et
qui avaieut chacune a p p o r t é
qui avaieut chacune a p p o r t é
comportement du marché international des capitaux demeure
soumis à l'incertitude concernant
l'évolutiou des taux d'intérêt à
court terme, on a parallélement, l'évolution des taux d'interet à court terme, on a, parallélement, assisté à la venue d'euro-émissions à taux variables d'emprunts présentés sous la forme d'instruments mixtes où se combinent taux fixes et taux flottants, et des prêts à coupon zéro. Malgré la possibilité d'une uouvelle tension sur les taux à court terme, le marché euro-obligataire continue de faire preuve d'un optinue de faire preuve d'un opti-misme raisonnable et en tout cas plus assuré qu'à New-York. et du grand uombre d'eurobanques impliquées dans celle-cl, a créé de viis remous.

Les banques arabes soulignent qu'on ue peut ubliger à manger du porc les personnes que leur religion empêche de le faire. Les autres se défendent en rétorquant que le boycottage est illégal et que, s'agissant d'une transaction internationale, le ueurralisme est de rigueur. L'étrange, dans cette affaire, est que personne ne se soit jamais auparatevant ému de l'évictiou de la banque Bruxelles-Lambert de numbre d'euro-émissions ubligataires alors

Indépendamment de son exercice à double face, la Swedish Export Credit a également lancé un emprunt à coupon zéro de 200 millions de dollars, mais d'une durée plus étendue pulsque de douze ans. L'euro-émission est proposée à un prix de 19,70, ce qui, au terme d'un calcul complique qui s'applique à ce genre d'émission, représente l'équivalent d'un rapport annuel de 14,50 % pour les investisseurs.

Anrès une brève éclinse les

pour les investisseurs.

Après une brève éclipse, les transactions à coupon zero ont retrouvé les favens du marché euro-obligataire, inquiet devant l'évolution incertaine des taux d'intérêt à court terme. Vendredit, on attendait d'autres euro-emprunts de ce type Par contre. Gaz de France, qui devait en laucer un, a apparemment renoncé à son projet devant les réticences du Trèsor. Les autorités francaises crafgnent que les eurofrançaises craignent que les euro-émissions à coupon zéro ne faci-litent l'évasion fiscale. Elles ont peut-être tort.

peut-être tort.

Echapper au fisc est dans tous les pays du monde, un jeu, sinon une nécessité, qu'on peut limiter, mais pas supprimer. Dès lors, il est peut-être préférable de le légaliser, en ouvrant une soupape de sécurité qu'on peut régler dans des limites raisonnables, plutôt que de laisser la voie ouverte à une évasion sauvage et démesurée.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

ACCOLUTION Le dollar en flèche - Dépréciation sensible du franc belge

établissant de nouveaux records de hausse en Europe, et le ym marquant une tendance à l'affai-hilesement.

An cours de ces week-ends si propices aux ajustements mométaires, la Belgique décidait donc de dévaluer sa monnale, imitée par le Danemark. Le débat fut très e chaud » an sein du comité monétaire européen, réuni d'urgence. Certes, le franc belge, sous pression depuis de nombreux mois, a du. à le Belgique, soit au moyen d'interventions massives sur les narchés des changes (l'équivalent de 45 milliards de francs français en 1981) soit an moyen d'élévations brutales du taux d'escompte officiel (jusqu'à 16 %).

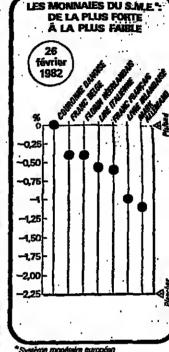
Le gouvernement de M. Martens entendait, toutefois, frapper un grand coup, notamment pour faire accepter à son opinion un programme d'austérité, et essayer de freiner, un peu, la désindustrialisation dramatique du pays. Initialement, il réclama 12 % de désaluation, pour centage jugé innaceptable, an nom de la France, par M. Jacques Delous, qui le jugeait susceptible de fausser la concurrence. La Belgique transiges d'abord à 10 %, menaqui le jugeait susceptible de fausser la concurrence. La Belgique transiges d'abord à 10 %, menaqui de quiter le S.M.E. si satisfaction ue lui était pas donnée, puis céda à 35 %, le Danemark dévaluant de 3 % en ce qui le concerne, Du coup, le cours pivot à Paris, pour le franc balge, revenait de 0,14197 F (confre 0,15490 F) et un plancher de 0,13835 F (an lieu de 0,14195 F). Immédiatement, le cours du franc belge à Paris tombait de 0,1490 F à 0,1410 F (- 5,5 %), puis à 0,1390 F en fin de semaine (- 6,7 %).

Le dollar, quant à jui, après un repli initial, en début de

contraction de la masse moné-taire, s'orientait à nouveau à la taire, sorientali a nouveal a na hausse dans la perspective d'une tension persistante du loyer de l'argent outre-Atlantique (voir en rubrique «Marché monétaire»). Cette orientation haussière se confirmait à la veille du week-ced à la faver d'une demande end à la fareur d'une demande accrue de la part, uotamment, des clients commerciaux : ces der-niers, qui, depuis le début de l'année, avaient retardé leurs achats en tablant sur un fléchis-sement du dollar, se hâtent de se beaucoup de spécialistes, le dol-lar redevient une monnaie intrin-sèquement forte : le taux d'infla-tion des Etats-Unis u'est-il pas revenu à 3,5 % en janvier sur une.

Encore une semaine agtide sur les searchide den changen, arec, tenarchide den changen, arec, tenarchide, toute basses outvalued to dender the changen of the





308 étrangère

) .: 1*Y3 4# PM;

· ** ***

COURS MOYEN DE CLOTURE DU 19 AU 26 FÉVRIER

PLACE	FEBRU	5 Etr	Stantast Stant	Franc SUISSE	D . WALLE	-72FC	Florm	· Carreno
Hew-York .	1,8228 1,8515	1.1	16,4609 16,6251	52,9100 53,0503	42,0168 42,3011	2,2883 2,4844	38,2775 38,5653	0,0786
Paris	11,0686 11,1367	7,0750 6,0150	(321.42 319.43	255,23 254,44	12,9016	231,97	4,7442
Zerich	3,4435 3,4863	1,8900 1,8830	31,1119 31,3057	1	79,4118 79,6531	4,5249	72,3445 72,6185	1,4759 1,4932
Francist	4,336:	2,3806 2,3640	39.1772	125,92 125,54	_ = :	5,4462 5,8732		
Bruxellas	79,6214 74,5228	43,70 49,250	7,1934 6,6916	23,1216 21,3754	18,3613 17,0862	_=	16,7272 15,5225	3,412
Ansterden	4,7599	2,6125	43,0052	138,22 137,70	109,76 109,68	6,4422	-	2,040 2,056
Miles	2 333,07 2 334,74	1 280,50	210.78 209.54	677,51 669,67	538,82 533,41	29,3920 31,3291	4 8630	
Tokye	430,90	236,50	38,9301 38,7371	125,13 123,73		541,19 578,88	99,5263 89,8 573	

Les matières premières

Forte baisse de l'étain - Faiblesse du sucre

Les opérateurs sont encore loin d'être convaincus que l'ac-tuelle décrue du loyer de l'ar-gent est appelée à se ponsuivre et ils attendent d'être fixés à ce sujet avant d'opérer des achats importants. Par ailleurs, la hausse importants. Far allieurs, la nausse du dollar sur les marchés des changes a pesé sur la tenue des métaux précieux et des produits d'exportatiuu comme les céréales et le soja américains.

et le soja américains.

METAUX. — Une fois de plus, l'étain a tenu la vedette, mais pour des raisons diamétralement opposées aux semaines précédentes, puisque son cours n'littéralement plongé, ramené pendredi à 7 150 livres sterling la tonne au comptant après avoir culminé au niveau sans précédent de 9 600 livres sterling quinze jours plus tôt. Un recul de près de 20 %. Le soudain afflux de ventes à l'origine de cette situation a été accueilli uvec soulagement par le marché, qui craignait un dramatique étranglement avec l'arrivée à échéance d'énormes opérations tique etrangiement avec tarrives à échéance d'énormes opérations à terme conclues trois mois aupa-ravant. On redoutait, en effet, que les opérateurs qui avaient vendu à découvert en novembre n'éprouvent de grandes difficultés à acquérir du métal pour honorer

à acquérir du métal pour honorer leurs engagements et soient pour certains d'entre eux acculés à la jailite.

La tendance a également été lourde sur les autres métaux. Le producteur américain Asarco n annoncé une réduction de 2 cents la livre du prix de son zinc et de 1 cent de celui de son plomb. Le juit que la production occidentale d'aluminium de première fusion soft tumbée en fanvier à fusion soft tumbée en fauvier à son plus bas niveau dépuis cinq ans n'a pas empêché ce métal de suivre le mouvement général.

CAOUTCHOUC. — Malgré un fléchissement en fin de semaine,

METAUX. — Londres (en sterling par tonne): cuivre (high grade cathodes) comptant 858 (885,50) à trois mois 885 (884); étain, comptant, 7150 (8850) à trois mois, 7200 (7840); piomb, 325 (331); sinc, 431 (433,50); aluminium, 582,50 (583); mickel, 3170 (3045); argent (en pence par once troy), 431 (480). — New-York (en cents par livre); cuivre (premier terme), 69,65 (71,70); argent (en dollars par once), 7,82 (8,305); platine (an dollars par once), 349,50 (357); ferraille, cours moyen (an dollars par tonne), 81,63 (84); (en dollars per tonne), 81,63 (84); mercure (per bouteille de 76 lbs), 380-390 (380-390). — Penang : étain (en ringgit per kilo), 29,15 (33.21) (33.21).

TEXTILES. — New-York (an cents par Uvre), coton, mars, 63,02 (53,30); mais, 64,90 (50,30). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), mars, 405 (393) : Inte (en livres par tonne) : Pakistan, White grade C. 263 (265). — Roabaix (en franca par kilo) : laine, 41,50 (42,25).

le caoutchouc n jaît assez bonne figure malgré le scepticisme des opérateurs à l'égard d'informations en provenance du premier producteur mondial, la Malaisie, qui lausaient entendre que ce qui u été fait pour l'étain pourrait l'être pour le caoutchouc naturel.

DENREES. — La demande présentée par l'Inde pour l'octroi d'un quota d'exportation de 700 000 tonnes auprès de l'Organisation internationale du sucre (O.I.S.), alors que ce pays était importateur depuis deux années,

Cours des principaux marchés

nang (en cents des Détroits par kilo) 201,50-202,56 (199-200). UENRESS. — New York (en cents DENNESSS. — New York (en cents par 1b; sauf pour is cacao en 'Ollars par tonne): cacao, mars, 1929 (1935); mai, 1939 (1914); sucre, mars, 12,60 (13.73); mai, 141,50 (141,45). — LONDRES (en livres par tonne): sucre, mai, 188.75 (178); acôtt, 171,50 (180,20); café, mars, 1 320 (1 363); mai, 1 291 (1 276); cacno, mars, 1 186 (1 182); mai, 1 154 (1 144). — Paris (en franca par quintel): cacao, mars, 256, (1264); mai, 1268 (1 270); café, mars, 1 350 (1 535); mai, 1 471 (1 460); sucre (en franca par coune): mai, 1 935 (2 024); jullist, 1 955 (2 045); tourteaux de soja, — Chicage (en dollars par toune): mars, 184,50 (185,70); mai, 185,70 (186,20). — Londres (en ilvres par tonne): avrii, 131,80 (130,20); juin. 129,50 (122,30).

CERREALES. — Chicago (en cents

CERRALES. — Chicago (en cents par bolsissau) : blé, mars, 351 3/4 (361 1/2) ç mai, 364 1/2 (374 1/2); mais, mars, 256 3/4 (284 1/4); msi, 270 1/4 (276 1/4). CAOUTCHOUC. — Londres (en nou- mai, 270 1/4 (276 1/4).

vesux pence par kilo) : R.S.S. Indices. — Moody's 98240 (1.810,30); (comptant), 47-45 (63-44). — Pe- Reuter, 1.506 (1.809,50).

Le marché monétaire et obligataire

Maison Blanche contre Fed: mi-temps?

Pendant qu'une sorte de trève précaire, peut-être, semble s'êire installée, outre-Atlantique, eutre les deux protagonistes que sont la Maison Blanche et la Réserve fédérale (Fed). l'Eurupe se préoccupe de reprendre sa liberté en matière de taux sans avoir à se soucier exagérément des calurioles américaines. Ainsi peut-ton résumer les événements de la période sous revue.

De l'autre côté de l'eau, on a d'abord enregistré une certaine détente des taux, farorisée par une diminution de 3.1 milliards de la masse monétaire, et matérialisée par une réduction du taux de base de plusieurs petites banques (16,50 % contre 17%).

Conjugue avec une baisse rimitiative de la Barque d'Ansiliative de la

une diminution de 3.1 milliards de dollars de la masse monétaire, et matérialisée par une réduction du taux de base de pinsieurs petites banques (16,50 % contre 17 %).

Conjuguée avec une baisse notable du loyer de l'argent entre banques (Federal Funds), qui revenait de 16 % à 13 % grâce aux apports du Fed l'initiative de 18 Banque d'Antere des petites banques c'étendait aux grandes Entre-temps, néanmoins, M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, infigeat au marché le marché. Quant à la Banque de France, restée imparchies une pression ultérieure à la suite, M. Paul Vulcker, président du Fed, qui avait, seurétement, rencontré le président Reagan dix jours auparavant, adoptait un ton conciliant devant les commissions des finances du Sénat en déclarant : «Les marchés financiers sous-estiment les progrès que nous réalisons dans la lutte contre l'influênce. Les propsét que nous réalisons dans la lutte contre l'influênce. Les propsét que nous réalisons dans la lutte contre l'influênce. Les propsét que nous réalisons dans la lutte contre l'influênce. Les propsét que nous réalisons dans la lutte contre l'influênce. Les propsét que nous réalisons dans la lutte contre l'influênce. Les propsét que nous réalisons dans la lutte contre l'influênce. Les propsét que nous réalisons dans la lutte contre l'influênce. Les propsét que nous réalisons dans la lutte contre l'influênce. Les propsét que nous réalisons dans la lutte contre l'influênce. Les propsét que nous réalisons dans la lutte contre l'influênce. Les propsét que nous réalisons dans la lutte contre l'influênce le l'influênce de diz-huit ana, avec options de rembrue de remine de l'influênce de diz-huit ana, avec options de rembrue de l'influênce de

contre 650 milliards de francs), les faux un peu a tirés a par rapport aux desiderata de marché, et que, aussi, les investisseurs institutionnels (assurances et caisses de retraite) sont, à l'heure actuelle, moins bieu pourvus en disponibilités, avec la perspective de régler au 19 mars la deuxième tranche, la plus grosse, de l'emprunt UNEDIC de 6 milliards de francs, à eux réservé. Signalons également, pour la semaine prochaine, un emprunt Paribas de 600 à 800 millions de francs indexé sur le taux moyen du marché monétaire (T.M.M.) sur six mois, et deux émissions également à taux variable de La Hénin et de Barclays.

En matière de taux, les rendements sur le marché secondaire sont restés stables ou en légère augmentation : 16,14 % contre 16,10 % pour les emprunis d'Etatà plus de sept ans, 15,32 % contre 16,10 % pour ceux à moins de sept ans, 16,44 % (inchangé) pour les emprunis du secteur public et 17,34 % contre 17,42 % pour ceux du secteur privé. Les émissions anciennes à taux variable sont toujours recherchées, mais la marché commence, très nettement, à s'intéresser aux émissions à taux fire dans la perspective éventuelle d'une baisse du taux à long terme, ouverte par les entretiens Mitterrand-Schmidt. A ceste occasion, on parlait, en fin de semaine, d'une diminution du taux nominal pour une prochaîne émission du secteur public, ce qui a provoqué, à la veille du weak-end, d'une relance très nette des souscriptions pour, notamment, les emprunts villes de France, emission en continue, et même l'emprunt EDF. De toute façon, si le Trésor reut doubler les émissions en deux ans, et atteindre 150 milliards de francs en 1982 contre 106 en 1981, une baisse du taux lente et régulière sers indispensable pour stimuler la demande. En attendre de francs auraient été levés en un peu plus de deux mois, ce qui constitue un départ rapide. Restera à soutenir la cadence.

tera à soutenir la cadence... FRANÇOIS RENARD.

LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 22 AU 26 FEVRIER 1982

Accalmie

N dépit d'une tentative de redressement amorcée à partir de marcredi, la cote n'a pn compenser, en totalité, l'affet négatif des séances de lundi et de mardi lorsque les cours unt successivement chuté de 1.3 %, puis de 2.4 % sous l'effet d'une série de prises de bénéfices. Par solde, le marché aura baisse de 1,8 % environ cette

semaine, un résultat qui ne préoccupe personne sous les colonnes, où l'un mat an avant la progression de 4 % constatée la cemaine précédente, et surtout les quelque 22 % engrangés dapuis le début de l'année, du moins si l'on en croit l'indicateur instantané.

Dès lundi, la Bourse de Paris est apparue beauconp plus calme cumparativement à la frénésie qui éétait emparée du palais Brongniart les jaudi et vendredi précédents, après la reprise des cotations des actions des sociétés natiunalisées, ou droits à titres indemnitaires (D.T.L.I. seinn le sigle dont ils sont à présent affoblés en attendant leur transformation

en obligations indemnitaires. Tont est relatif, naturellement, et, e'il est vrai que le volume des échanges enregistré au fil des jours sur les D.T.I. marque un dégonflement, disons tout simplement qu'il ne représente plus que 30 % à 40 % dn volume total des transactions contre près des 4/5 les jours présédents. Les transactions atteignant tout de mêma on volome excep-tionnel, se montant, chaque séance, à 300 millions ou 400 millions de francs eur les seules valeurs françaises du marché à terme, colt près du triple du chiffre d'affaires

réalisé en temps normal. An dire des professionnels, le rééquilibrage devrait se poursuivre progressivement dans les prochains jours et ils en veulent pour prenve le discret changement intervenn vendredi lorsque, pour la première fois depuis leur appa-rition à la cote, les D.T.L ont légèrement fléchi sous l'effet

de dégagements opérès prestement par un certain nombre d'institutionnels de la City. Compte tenn des volumes échangés chaque jour, des Compte tenn des volumes echanges chaque jour, des restructurations de portefeuille doivent nécessairement intervenir, affirme-t-on doctement antour de la corbeille, et le problème essantial pour les vendeurs actuels de D.T.L. alurs qu'ils sont assurés d'un rendement de 16 % sur ces titres = new-look =, est de danicher aussibit la ou les actions françaises susceptibles de leur offrir une rentabilité

Le fait que la marché solt passablement « euracheté » rend toutefois de plus en plus délicat le choix des valeurs attrayantes pour un investisseur qui en arrive à se demander combien de temps la cote va pouvoir continner à

Tout en restant raisounablement optimistes à cet égard, ne serait ce que pour les sempiternelles raisons d'ordre purement mecanique labondance des capitaux face à une quasi-sterilisation des placements jusqu'ici concurrentiels). le fait est que les familiers de la Bourse ont tendance à prendre leurs bénéfices des que l'occasion s'en présente. De leur côté, les spécialistes qui na crolant qu'aux vertus

des graphiques scrutent fébrilement les prémices d'un éventuel « buying climax », selon la terminologie en vigueur notre-Manche, c'est-à-dire un brutal accès de sièvre à l'achat et un gonflement exagéré du volume des transactions, généet un gonfiement exagere du volume des rainsactions, generalement précurseurs d'un coup d'arrêt à la bausse. Pour l'instant, toutelois, ce ne semble pas être le cas.

SERGE MARTL

Bourses étrangères

NEW-YORK Déprimé

Incapable de se remettre de l'état de choc que lui evalent récemment de le bausse des prix de de choc que lui evalent récemment de la bausse des prix de de choc que lui evalent récemment de la bausse des prix de detail. Autour du a Big Board e, tout le monde ebserve evec anxièté les effets de la récession eur les entreprises, une récession qui tourne péniblement son équilibre que grâcs aux sohats de coutieu effectués par les discomptée u'en eut eu que plus d'écle.

L'activité hobdomsdaire e porté sur la la differe coutre de la fires coutre de la fires coutre de la fires coutre de la fire street s titude tout an iong de la semoine no parvenant à truit ver péniblement son équilibre quo grâce aux nohats de soutien effectués par les grands investieseurs pour inides des industrielles s'est établi à 834,33, non lein de son niveau du la carret présedent. 10 favrier précédeut.

La déteute ourgistrée aur le front des taux en liaison svec la forte contraction de la masse monâtaire n'a même pas réussi à revigorer les opéreteurs, pas plus que le raientis-19 fAvr 26 fAvr

•	19 ISAL	70 IGAL.
	-	_
Alcoa	22 5/8	23 1/3
A.T.T.	56	54 5/8
Boel us	19 3/4	18 3/4
Chase Man. Bank .	58	B9 5/9
Du Pont de Nem	38 1/8	25 3/4
Eastman Kodak	69	69 1/2
EXXOR	28 3/0	28 3/4
Ford	17 3/8	19 1/8
General Electric	61 3/8	62 7/8
General Electric	30 1/3	31
General Foods		37
General Motore	34 3/8	19 1/4
Goodyear	19 1/0	
I.B.M	61 7/8	61 7/8
LT.T.	25 7/8	27
Mabil Dil	22 1/4	55 1/8
Pfizer	5.	55 8/8
Ochinmborger	48 3/4	47 7/0
Texaco	38 3/4	20 5/8
U.A.L. Inc	10 3/8	17 3/8
Union Carbide	43 1/8	44 1/2
U.S. Steel	23 1/2	24 7/8
Westinghouse	22 7/8	22 1/2
Xerox Cerp.	36 5/8	37 7/8
Acres corp	20 3/ 0	21 1/0
	_	

TORYO

An plus bas de l'année Déprimé par l'état préoccupant de Wall Otreet, mais eussi par les diffleuités grandissantes que le Japon reproutre avec sos partonaireo com-merelaux, le Kabuto-Chu e fait volte-face et halesé en moyenne de 3 % pour tombor à son plus bas aiveeu depuis le 29 octobre 1981. De nom-brettees v 0 0 tes étrangères ont été enregistrées, qui ent principalement touché les valeurs d'edtraprises

L'activité a été forte et 1965 millions de titres e ut été échanges contre 1 100 millions.

Indices du 28 février : Nikkel Dow Jados, 7 440,46 (coptre 7 713,31) ; ludice général, 554,15 (coutre 570,87).

	19 fév	. 26 févr.
	_	_
Akai	275	269
Cabod	838	883
Pull Bank	590	500
Henda Motors	763	711
Motadahita Electric	1 298	1 180
Mitsusiabi Heavy,	236	227
Souv Corp	3 G10	3 330
Sour Corp	1 040	990

sur 281,51 milliums de titres contre 207,72 millions.

LONDRES

Moins 2,7 % Le mouvement de baisse s'est accentué et les cours ont eu moyenue fléc bl de 2,7 %. Les perspectives économiques incertaines soulignées par le président des LCL, baromètre de l'économie, l'eunonce per de l'économie, l'eunonce per Mrs. Thatcher d'un budget rigou-reux et l'affaiblissement de la livre ont pris le pas sur toute eutre sorte de considération. Début brillaut à lu cots d'Amer-sham, outreprise récemment démetio-noisée 1+ 33 % sur le prix d'émis-Indices s F.T. e dn 26 février

(coutre 66,09)		
19 févr	28 fé	
256	244	
292 235	279	
79	80	
27	26	
338	465 336	
360 167	344 165	
28 1/2	49	
	19 févr 256 292 235 79 6,35 27 478 238 360 167	

FRANCFORT Toujours irrégulier La tendance est restés très irrégu-

lière cette semaine, le marché ne sachant trop quelle ettitude prendre dans l'environnement actuel. Mêms signé evec le gouvernement trançais, qui lui laisse la haute main sur les

affaires de Roussei- Indice de la Co 25 février : 699,1 co	om merzb		Pies Pies
A.E.G. B.A.S.F. Bayer Commerzbank noechst Manuesman Siemens Velkswagen	19 (6vr. 42,18 130,50 116,59 137,50 118,16 143,18 217,80 148	25 févr. 45,50 129 115,20 129,40 115,90 143,60 215,79 147,70	Seci Soci Pier

Valeurs à revenu fixe ou Bâtiment et travaux publics <u>indexėe</u>s

	26 févr.	Diff.
4 1/2 % 1973	1 742 9 050	+ 42
7 % 1973 10,38 % 1975	83,95	—210 — 0.15
10 % 1976 P.N.E. 19,6 % 1979	80,87 82,40	- 0.58 + 0.30
P.N.R. 11 % 1977 8,80 % 1977	82,55 93,40	+ 0,30 - 1,10 + 0,30 - 8,20
10 % 1978 9,80 % 1978	76,15 78,60	- 9,20 + 0,20
0,45 % 1978 8,80 % 1978	76.66 78.53	+ 0,20 + 0,10 - 0,57
9 % 1979 10 % 1979	73.70 76.80	+ 8.30 + 0.40 - 0,10
19.80 % 1979 12 % 1980	79,30 89,48	- 0,10 + 6,10
C.N.E. 3 %	8 735	+ 6,10 + 87

Alimentation

Cédis annonce pour 1931 un résultat consolidé de 64.82 millions de francs (+ 5.3 %), und marge brute de 204 millions (+ 13.6 %) et un bénéfice net courant de 97 millions (+ 9 %) Le dividende global est porté de 36 F à 48 F. Pour le président. l'expansion prévue a été réalisée mais ce dernier se montre prudent pour l'avenir et, sur la base d'und hausse des prix de 14 %, il prévoit une augmentation de 18 % du chiffre d'affaires consolidé.

Le groupe « Cora a veut prendre

chiffre d'affaires consolléé.

Le groupe « Cora » veut prendre le contrôle à 53 % de « Revillon a dont il détient déjà 33 % des actions. Pour ce faire il a pris une option auprès des a Mutuelles unies », autre actionaire de « Revillon », en vue de lui racheter an moins les 20 % manquant.

	26 févr.	Diff.
Beghin-Say	216	+ 1
B.S.N . G Danor	e 1 430	+ 1 - 34
Carrefeur	. 1 590	— 75
Casine	1 245	+ 19
Occidentale (Gle)		— 1B
Guyenne et Casc.		inch.
Martell	. 838	+ 3 + 2 - 10.10
Moët-Hennessy	684	+ s
Mumm	. 330	— 10.18
Dilda-Caby		— B
Pernod-Ricard		+ 8.26
Source Perrier		- 14
Radar		+ 2
St-Lonis - Boucho		+ 10
C.S. Saupiquet	279,90	+ 0.90 .
Vve Cliquot	, 1 519	- 10.16 - 8 + 8.26 - 14 + 2 + 10 + 0.90 + 10 - 52
Viniprix	784	- 52
Nestlé	. 12300	-1-100

d Gros ». L'ensemble ferait un chiffre d'affaires vaisin de 20 milliards de francs.

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	26 févr.	Diff.	est fixe à 37,50 P	contre
1-Equipement	179 82	+ 1,10		tor.
ue Rothschild	199,80	- 2,49 - 3,20	Elf-Aquitaine	151,40 208,80
argeurs Réuuls ucaire (Cle)	234 218	+ 9 - 13,98	Pétroles française	133,39 59,60
F	254,50 351	- 2 + 10 + 25	Primagaz Raffinage	286
dit dn Nord	191 103 324	+ 23 - 1	Cogerap	369 212
rafrance ris-Paya-Bas nin (La)		_ 2.50	Petrofina Royal Dutch	686 212,10
cafrance indus il tabail	175 372 718 426 150	- 7 + 10 - 6 + 38	Le résultat net con minoritaires inclus, dre 75 millior	devralt
nelderez	423,30 134	- 9.50 - 4,60 - 2.40	(+ 4.3 %) et la consolidée 135 mili	ions (+

Matériel électrique, services

publics

		25 févr.	Diff.
	Alsthom-Atlant. C.E. M. C.T.TAlcabel Electricité (C. G.) Crouset Thomson-C.O.F. Générate des Eaux Legrand Lyons des Eaux Machines Buil Matra Mot Leroy-Somer. Monitnes D M. Labinal Radiotechulque O.E. R. Sigusur Hétémét	28 févr. 163, 10 43,60 43,60 483 229 238 338 1 652 431 36,39 N.C. 548 65 194 294,90 204 428 1 040	Diff. - 3,69 - 3,29 - 3,29 - 7,2 - 20,28 - 19,28 - 19,28 - 12 - 12 - 12 - 11,10 - 24 - 11,10
	Timmson-Brandt . LB.M. LTT. Schlumberger Siemens	307.18 451 195 357 660	- 3 - 18 - 1 - 13 - 5
١.			

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	19/1	25/1	
Gr Ha (kita. en harre) — (kite en ingeri — (kite en ingeri Pièce trançaise (20 fr.) Pièce suisse (20 fr.) Pièce suisse (20 fr.) • Pièce taute (20 fr.) • Pièce taute (20 fr.) • Pièce taute (20 fr.) • Octorian Elizabeth II • Gem-souverain Pièce de 20 destars — 18 Oeilars — 50 passes • — 20 marks. — 10 florius • 5 roubles	609,90 495 565,20 520	520 415 640 772 430 2 984	CA Pa P.O St- Rb C.O Su B.S

Le projet de fusion « Grands Travaux de Marseille e avec « Entreprise a (filiale de « Val-lourec ») avance. Sous réserve du

	les commissaires	la I	arité
ē		26 févr.	Diff.
500000000000000000000000000000000000000	Auxiliaire d'Entrep. Bodygues S.C.R.E.G. Cimonte français ilnmez J. Lefebvre Générale d'Entrept. G.T.M. Lafarge	929 836 128 158 1 283 263 482 584 275,10	- 26 - 3 + 12 + 12 - 26 - 26 - 29
0	Maisons Phénix Poliet et Chausson	297 300	+ 1 - L10
•	d'échange sera d	le cina	actions

d'échange sera de cinq actions « Entreprise a pour deux actions « G.T.M. ». Le nouveau groupe prendra le nom de a G.T.M.-Entreprise ». Sur la base des résultats de 1981, il uura un chiffre d'affaires consolidé de 11,4 milliards de francs. Métallurgie, constructions

mécaniques Contrairement à « Pengeot », e Antomobiles Citroën » n'a pas réussi à rééquilibrer son résultat d'exploitation pour 1981 qui reste encore un peu déficitaire en rai-son des conditions économiques défavorables des derniers mois de

atant .	109	I.58
Alspi	103	1,00
Av. Dssault - Breg.	545	inch.
Fives-Lille	154	- 5,20
Chiers-Chatillon	154	- 5.20 - 6.20 - 5 - 13
Crensot-Lolto	83	- 5
De Dietrich		_ 12 '
F.A.C.C.M.		— īš
Valéo	230,50	- 10
Valeo	. 85	- 0
Ponderie (Gle)	45	- 3
Marine-Wendel	43,80	- 3,80
Métail Normandie		+ 0.70
Peuboet	258	- 10,50
Pengeot S.A	. 183	- 7 - 9 - 3 + 9,65 - 5 + 2,56
Poclain	201	- 9
Pompey	106	_ X
Sacilor	6.60	_ A 85
		7 ,0,00
Sagem	214	_ r
Sanines	34	5
Sauuler-Duval	. 79	+ 2,50
Usinor	6,48	
Valleurec	140,58	- 3,50

l'exarcice écoulé: D'autre part, en raison des charges exceptionnelles de restructuration qui unt conti-

	26 řévr.	Ditt.
F. F. Agache-Willot	· = .	. =
B.H.V	120 .	:inch.
C.F.A.O.	603	14
narty	793	+ 3
D.M.C.	42	‡ 3
Galeries Lafayette.	157	
La Redoute	887	+ 6
Printemps	151	+ 5.26
André aendière	IOI	9,40
S.C.O.A	45,50	- 0,10

Pétroles

Le bénéfice net d'Aurep pour 1981 atteint 41.93 millions de franca (+ 13.44, %). La marge brute est de 48.78 millions de francs (+ 29.3 %) Le dividende global

	26 févr.	nier.
Elf-Aquitaine	151.40	+ 0.34
Esso	- 208.80	+ 5.80
Pétroles française.	. 133.30	+ 1,80
Pétroles B.P	- 59,60	+ 6.70
Primagaz	. 286	+ 1
Raffinage	. 36	<u> </u>
Cogerap		- 12 + 2
Exzon		+ 2
Royal Dutch		- 67
	. 212.10	- 12.40

	mer		
		26 févr.	Diff.
	Imetal	91,40 27,05	- 0,8 0,8 0,0
,	M. M. Penarroya Charter	745 66,50 30,20	- 24 - 1.2 - 1
)	INCO	99	+ 2.5
,	Union ministre	132 2,55	+ 4
5	Produits chimi	ques	
	Le groupe brita	nnique	ICI :

Le groupe britannique a ICI s, numéro un de l'industrie privée eutre Manehe et numéro cinq de la chimie mondiale, se porte mieus. Après avoir enregistré pour 1981 le premier déficit de son bistoire (20 millions de livres), déficit encore accru de 101 millions de livres pour rémonèrer son capital, il annonce pour l'exercice écoulé un bénéfice net de 186 mil-

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME

i .	WINTE	var.
ł .	dв	· de
	titres	cap. (P)
Į.	-	_
C.C.F. dti (1)1	125 374	261 905 93
Paribas dti		210 185 09
P.O W dti 1	111 800	138 787 76
Tharandi dti	369 678	124 999 26
St-Gobain (1)	575 125	115 701 24
RbPonienc dtl.	778 500	93 738 33
C.G.E. att	152 225	92 079 62
Sues dtl	140 100	68 023 99
B.S.NG.D. (2)	383 100	63 663 98
		140 01

(1) Quatre seances seulement

L'AVENIR DE ROUSSEL-UCLAF

nement de M. Pierre Maproy avec la groupe chimique allechst prévovant l'entrée de l'Etat français dans le capital de Roussel-Belaf, à hauteur de 34 % dane une première âtape, puls à terme una augmentation progressive de cette participa-tion, sans donte jusqu'à 50 %, poot apparaître comme un échec. en particulier, une représenta-tion paritaire des deux actiontion paritaire des deux action-naires en conseil de surveillance et la nomination d'un président français à la tête de ce deruier, en est lela de la natienalisa-tion souhaitée. Mais les pouvoirs publics evalent-ils les moyens de procéder autrement ? La voleuté politique de nationaliser Rous-sel-Ucist, ou à défant de pres drosel-ucipi, ou a defant de pres ur-le contrôle de l'entreprise à 51 %, ne manquait certes pas. Mais, tout da suite, le groupe Hocchet-avait abattu son jeu et fait cial-rement savoir à ses interioenteurs qu'il s'opposerait à toute solu-tion consistant à lui faire aban-

mis), ensuite, il était important de uo pas déplaire au partenaire allemand evec lequei on sou-

A l'impossible nul n'est tenu

douner le contrôle de l'affaire.

Claus les très dures négociations mentes depuis octobre 1981
evec les représentants du ministère de l'industrie. Hoechet, cela ne fait ancan doute, e pese de tont le poids politique deut il dispose eutre-Rhin. Les pouvoire dispose outre-Rhin. Les pouvoire publics so sont done trauvés confroutés à deux très délicats preblèmes : li failait, d'abord, mener les discussions au plus vite pour feiter nu gel prélu-dicishie au développement de Bonssel-Uciaf devant la ropide montée de la concurrence étrangère i Hecchet evait mennee de porter l'affaire devant le tribunal de La Haye, ce qui sursit entraîné d'inévitables relards dans le recherche d'un compre-

huite coopérer. Il reste quo si le facteur politique a tenu un très grand role, l'aspect économique de l'elliance. Roussel - Uciaf - Hoechst n'a pu schappar oux négociateurs fran-çais et, à mesure de l'evance-

ment des travaux, ils ont certainement acquis la convictiou qu'il u'y evait pas intérêt à trop détendro los ilons puissants qu. unissent Boussei-Ociaf & Hoschut depuis 1974 is le Monde a du 12 février 1974). Nou coutent d'étre le champion mondist de la chimie avec un chiffre d'af-faires équivalant à environ 90 milliards de trancs, le gronpe

de Francfort aloute à ce titre celul de plus grand pharmacien du monde. En 1981, les ventes de sa diviion sante ont atteint 4,5 millards de deutschemarks (environ 11,1 millards de francs), dent plus de 680 millions provenant de sa filialo à 160 % Behriug. l'Institut Pasteur allemand, hien engagée dans le génie gévéti-que Avec Roussel-Uclaf (médi-caments et vrac seulement, sans cameris et vrac seulement, sans comprer l'agro-vétérinaire), c'est à près de 15 milliards de Francs que s'élève le chiffre d'affaires de le branche pharmaceutique de Hoechst, dont le part en le marché meudiai des médicaments se titue entre 3.5 % et 0 %. One puissance importante, qui laisse un pen à le traine les deux antres plus grands fabricants mondiaux de médicaments, l'allemand Bayer (avec une part de 3 % en vireu) et l'américain

American Home Pruduets (2.8 %).
Le groupe de Francfort
détient 2,3 % du marché nordaméricain, 2 % de celui du SudEst asiatique, 5,5 % de celui
du Vieux Continent, 3,8 % de celul de l'Amérique du Sud, et ses dirigeants ne cachent pas leurs ambitions. Tablant sur na triplement du marché mendial des médicaments d'ici à l'eu 2009 (759 milliards do france à cet borizon), ils entendent bien s'en assarer 5 %, avec Roussel s'entend.

A l'affroutement, les pouvoirs publics out préféré l'accord et le possible développement d'uno opération dans la chimie, Ou no saurait leur reprocher ce réalisme. Nationaliser Roussel-Uclaf était aussi un choix possi-ble. Mais à quel prix ?

ANDRE DESSOT.

lions de livres et un dividende final de 10 pence faisant un total de 19 pence contre 17 pence. Ce retour aux profits a été rendu possible grace aux bons résultats dégagés par la division agriculture (+ 20.5 %), la division pharmacid (+ 36.4 %) et dans une moindre

mesure par ceus procurés par le pétrole (83 millons de livres), en baisse cependant de 14,4 % en

	26 févr.	nice
Institut Mérieux	855	- 7
Laboratoire Bellon	350.	+ 17
Nohel-Bozel	21.50 121.40	- 0,50 - 0,90
Ronsgel-Uelat	N.C.	
B.A.S.P. Bayer	405 255	— 11,50 — 2
Hoechet	361	+ 6
LC.L	44,95	2.58
Norsk-Hydro	733	- 24

raison d'un impôt exceptionnel. raison d'un impôt exceptionnel.
De fait pour la septieme année consécutive, la branche e fibres a a été déficitaire, muins certes (36 millions), mais assez pour peser sur les comptes avec les pertes accrues subles dans la pétrochimia et les platiques (79 millions contre 54) et la chimie organique (34 millions contre 30).

minoritaires inclus, devrait atteindre 75 millione de francs (+ 4.2 %) et la marge brute consolidée 135 millions (+ 3 %1.

Mines, caoutchouc, outre-

La cotation des actions a Rous-el-Uclaf a a été suspendue le

Mines d'ar. diamante

	26 févr.	Ditt.
mgold	482	+ 8
nzlo-American	82,40	- 2.10
uffelsfeutein	208,80	- 3,20
e Beers	44,20	- 1,90
ree State	193	- 7
oldfields	. 58	— 2 .
Armony	83	inch.
resident Brandt	221,58	+ 1.50
andfontein	345	— 15 — 13,50
eint-Helena	193	- 13,50
eneor	117,50	+ 0.56 - 4 - 1.28
riefontein	142	- 4
estern Deep	189,90	
estern Holding	290	- •

Valeurs diverses

Le groupe Novotel-SIEH vient de tacheter à Jacques Borel les parts conservées par ce dernier dans la société Sofitel, soit 10 % du capital, ce qui porte à 99 %

	26 fevr.	DILL.
A.D.G	171,80	- 2,78
L'Air Liquide	493	- 2,78 - 11 - 6 - 9 - 3 + 19 - 1,10 - 4
Arjomati	110	- 11
Bir	452	- 6
Cinh Méditerranée.		— <u>y</u>
Cinb disciterrance.	561	_ 5
Besilgr		3
Europe I	588	+ 19
Gle Ind. Part	179,40	- 1.10
Hachette	415	+ 9
3 Boret Int	140	- 4
Oréal (L')	890	lnch.
Navigation Mixte	181.50	- 1.
Nord Est	40.50	- 0.50
Presses de lu Cité	630	+ 5
P.U.R.	124.30	· 1.48
St-Gobain - Pa-M.	174.90	- I.30
Skis Rossignol	539	+ 7
Sanofi	360	- 0,58 + 5 - 1,48 - 1,30 + 7 + 5
TTA	390	+ 3

la participation de Novotel dans Sofitel. Cette opération avait été entamée en septembre 1980 avec le rachat par Novotel de 50 %, puis 39 % des parts de Sofitel à Jacques Borel.

Mme RASSION A LA PRÉ-SIDENCE DU GROUPEMENT DES PROFESSIONNELS DE

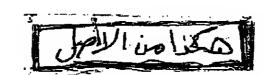
Mme Jocette Rassion, la direc-trice de Crédit de le Bourse, qui é est lancée depuis plusieurs melo dans une tampagne d'in-formetion sur le marché do l'ar-et ses prohlèmes actueis, a été élue à la présidence du group-ment des professionnele de l'et, qui regroupe envirou ceno cin-quarte négociants, dont une quinzaine oet accès à la «cor-bélle».

An coure de son mandat, d'une durée de trois ans, Mino Rassion va tenter d'élaborer nno sorte de mémauto d'éthque professionnelle à partir des textes fiscans et donanters ayant troit à l'or et aux rélace d'en trait à l'or et eux places d'or.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	22 fevrier	23 février	24 février	25 février	26 février
Terme	464 401 391	433 242 767	344 721 447	429 667 721	500 627 13
R. el obl.	547 674 474 213 908 587	356270916 257429547	477784740 283815950	394 001 657 183 209 648	48671755 16378262
				1006879024	
INDICE	QUOTIDI	ens (inse	E base 100,	31 décemb	re 1981)
Franç. : Etrang. :		111,2 105,5	112,1 105,2	114,1 106,4	113,9 105,3
	COMPAGE	NIE DES A	GENTS DE	CHANGE	

29 97	Tendance.	122,3	118,5	119,3	121,5	121,5
		(base	106. 29 d	lécembre	1961) ·	· . •
ė.	Ind. gén.	104,5	103	102,6	104	104,1



UN JOUR DANS LE MONDE

ETRANGER

2-3. EUROPE U.R.S.S. : = Quand la Sibéri s'éveille = (II), par Thoma

PROCHE-OWIENT 3. AMERIQUES 4. AFRIQUE

POLITIQUE

6. M. Chirac : . Le R.P.R. mène

6. PRESSE : une exposition an Centre Georges-Pompidoe : - Commen va lo presse? .

CULTURE

8. THÉATRE : spectacle Karl Velea tie à Antony.

> RADIO-**TÉLÉVISION**

10. - Où va la télévision? - (III), par

SOCIÉTÉ

12 JUSTICE : le projet de réform pénale. ÉDUCATION.

ÉCONOMIE

13. AFFAIRES : M. Pierre Mouray chez Thomsoa-Brandi : - Après le démocratie politique, la démocratie économique. •

SOCIAL.

14. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS

15, LA SEMAINE FINANCIÈRE

RADIOTELEVISION (10-11) INFORMATIONS SERVICES - (11) .

Météorologie : « Journal officiel • ; Mots croisés. Carnet (12) ; Programme spectacles (8-91.

 L'admission de la République sahraouie a l'O.U.A. — Trpis nou-velles délégations (Gambie, Somalie et Comores) ont suspendu ndredi 26 février, leur participatico au conseil des ministres de l'O.U.A., à Addis-Abeba pour protester contre l'admission de République arabe sahraouie de-mocratique au sein de l'organisation panafricaine

■ La cinéaste Serquei Paradjonov 2 été arrêté le 11 février
à Thilissi, capitale de la Géorgie,
a-t-on appris vendredi à Moscou
de source dissidente (le Monde
daté 21-32 février). La sécurité
soviétique a procédé à l'interroparadre de cinéaste accusé de gatoire du cinéaste, accusé de spéculation », et son apparte-ment a été perquisitionné. — (A.F.P.)

• Un ressortissant italien, M. Alessandro Stella. Agé de vingt-six ans, arrêté le 23 février en Mosella, à la frontière franco-allemande, a été libéré le vendredi 35 février, sur ordre du proeuraur général de Metz. M. Alessandro Stella evait fait l'objet d'une demande d'extradition de la part de la justice ltalienne pour « vol à main armée, homicide por imprudence, détention et port d'armes de guerre, association subversive et bande armée ».

 L'annonce de la hausse des prix du gaz et de l'électricité a cté reportée. Le comité des prix, qui devait se réunir jundi le mars. n's pas encore été convoqué, indiquait-on, le 27 février, au mi-nistère de l'économie

Le puméro du . Monda à 522 524 exemplaires.



AU MAROC

Le roi Hassan II gracie M. Bonabid

et deux autres dirigeants socialistes

De notre correspondant

Rabat. — En accordant, à l'occasion de la Fête du trône, la grâce à M. Abderrahim Bouabid, secrétaire gênéral de l'Union socialiste des forces populaires, ainsi qu'à MM. Mohamed El

ainsi qu'à MM. Mohaned El Yazghi, député de Kentra, et Mohamed Lahbabi, économiste réputé, tous trois membres du bureau politique du parti socialiste le roi Hassan II a pris une décision longuement attendue. Elen que les trois dirigeants socialistes condamnés le 24 asptembre à un en de prison ferme alent fait appel dans les délais prévus, le second procès ne s'était jamais ouvert. Les trois condamnés, d'abord enfermés à la prison de droit commun Lahlou, avaient de droit commun Lahlou, avaient été transportés, en novembre, à Missour, à 400 kilomètres en sudest de Rabat, où une vills avait été aménagée sommairement à leur intention.

Leur liberation avait été réclamée d'abord par des représen-tants du parti socialiste français, notamment M. Pierre Joze, puis par de combreuses organisations. La réponse de Hassan II avait La réponse de Hassan II avait toujours consisté à dire que, « moins on en parierait, mieux cela vaudrait, et plus vite s'exercerait la grâce royale e, car il ne fallait pas donner l'impression que le rol puisse céder à une pression extérieure.

La décision du souverain contribue à détendre une atmo-sphère devenue lourde depuis les évènements de Casabianca en juin 1981, qui avaient été suivis de l'arrestation d'environ deux cents syndicalistes membres de le centrale C.D.T., proche du parti socialiste marocain, et de mili-tants de l'U.S.F.P. L'arrestation tants de l'USPP. L'arrestation des trois dirigeants socialistes découlait de la publication d'un communique dans lequel l'USPP. critiquait les coocessions faites par le roi à la deuxième conférence de Nairobi en août sur les modelités de l'organisation du référendum dans les provinces sahariennes, Enfin, en septembre, les quinze députés aoctalistes avaient quitté le Parlement pour protester contre la prolongation protester contre la prolongation de deux ans de la législature actuelle. Ainsi le grand processus de démocratisation du Maroc engagé en 1977 paraisait à la fin 1981 complètement bloque.

Aujourd'hul, la presse socialiste, composée du quetidien Moharrir, qui tirait à soixante-dix mille qui tirait a soirante-dix mille exemplaires, et de l'hebédomadaire Libération en langue française, est toujours interdite. Mais, avec la libération des trois dirigeants socialistes, la première condition pour un retour à la démocratie en Mars es trouse remplie. au Maroc se trouve remplie.

ROLAND DELCOUR.

M. Hernu dénonce ceux qui veulent introduire la « lutte des classes » dans les régiments

Devant le conseil supérieur de la fonction militaire réuni vendredi 26 fevrier à Paris, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a lancé un appel ouz armées, les invitant à « faire preuve de vigilance contre ceux qui veulent dissondre l'esprit de défense » en lançant « una lutte des classes » dans les régiments. Cette « mise en garda », selon les propres termes du ministre de la défense, était de toute évidence destinée à stigmatiser certaines formes actuelles de l'agitation dans des casernes, plus ou moins relayées par des mouvements syndicaux institutionnalisés.

En matière de déjense, en matière militaire, a déclaré M. Hernu aux représentants des officiers et des sous-officiers des trois armées et de la gendarme-

trois armées at de la gendarme-rie, le changement doit s'amorcer, mais pas le changement pour le changement et, en tous les cas, pas le changement-gadget. e Après avoir rendu un hommage, qui a été remarqué par les mem-hres du conseil supérieur de la fonction militaire, au cours des sous-officiers qualifié de « véri-table colonne vertébrale de nos armées au contact des appelés ». armées au contact des appelés », le ministre de la défense a demande à ses interlocuteurs de

demande à ses interloctieres de a faire preuse de sigulance contre ceux qui veulent dissoudra l'esprit de défense. Evoquant l'attitude de certains comités de soldats qui accusent la hiérarchie militaire d'être hostile hlérarchie militaire d'être hostile au changement en tentant de le contrecarrer dans les unités (le Monde du 26 février). M. Hernn a déclaré avec fermeté et d'un ton solennel: « Au changement du 10 mai 1981, l'armée serait sourde, les cadres n'ouraient rien compris, ils agravent comme ovant contre leurs subordonnés, les appelés et toute la nation. Il y o la une conjusion absurde et regrettable. L'armée n'est pas une usine. Les officiers ne sont pas des patrons, les sous-officiers n'en sont pas les cadres et les soldats les sont pas les cadres et les soldats les ouvriers. Cette confusion permet-trait de lancer une lutte des classes dans les armées. L'armée, cadres et soldats, ne constitue pas

une caste, mais la nation armée parce qu'elle o des armes qui coûtent cher, elle a un staint, une discipline particulière. Cela ne lui donne pas des droits, mas des dévoirs dans la nation, dans

hors des nécessités du change-ment voulu par la nation. L'ar-mée est l'outil de défense de la République.

A la Bourse du travail de Paris, samedi 13 février, des appelés, en uniforme et le visage découvert, avaient, au nom du Collectif naavaient, au nom du Collecti na-tional pour le service militaire à six mois, dénonce le refus des généraux d'accepter le change-ment en déclarant notamment (le Monde du 16 févrieri : « Tous les battus du 10 mai, et parmi eux l'essentiel de la hiérarchie mili-taire, se trompent s'ils croient venu le temps de la revanche » contre la jeunesse et les travail-

Depuis le début de cette année, d'autre part, des unions locales de la C.F.D.T., principalement à Colmar, à La Valbonne (Ain) et à Montihéry (le Monde du 27 février), apportent un soutien matériel à des mouvements de soldats, dont certains se sont formés en comités d'action syndicale réclamant jusqu'à l'instauration d'on droit de grève. Depuis le début de cette année.

« Si on veut casser l'armée de terre française il faut tout de suite décréter le service de six mois > estime le général Guy Méry

Le problème de durée du service muitaire, a expliqué l'ancien chef d'état-major des armées, est un problème capital » Rejetant l'idée d'une armée de métier, qui accroîtrait l'indifférence de la nation envers sa sécurité, le général Méry a rappelé que le service actuel d'un an en France permet de consarrer guatre à six met de consacrer quatre à six mois à la formation du combatmois à la formation du combat-tant, et les six mois restants à e rentabiliser » cette instruction a en rendant les hommes capa-bles de se battre » en unités orga-nisées. « Ce qui compte pour un pays, c'est en qu'il a d'immédia-tement opérationnel en raison de la surprise de la menace.

« Avec un système de mobili-sation, on ne fera pas la dernière guerre, a affirmé le général Mêry, on fera l'ovant-dernière guerre, celle de 1914-1918. Chaquerre, celle de 1914-1918. Cha-que fois qu'on diminue d'un mois la durée du service, on supprime de façon exponentielle l'opération-nalité d'une armée. Si on veut

« Si on veut casser l'armée de terre frunçaise, il faut décréter tout de suite le cervice national moins quinze ans, il faut décréter tout de suite le cervice national moins quinze ans, il faut décréter ter tout de suite le service national de six mois, qui est aussi le général d'armée (cadre de réserve) Guy Mèry, qui a été chef d'état-major des armées, de 1975 à 1930, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing.

« Le problème de durée du service mûtitaire, a expliqué l'ancien chef d'état-major des armées, est un problème capital. » Rejetant l'idée d'une armée de métier, qui accroîtrait l'indifférence de la nation envers as sécurité, le général Mèry a rappelé que le service de la nation envers as sécurité, le général Mèry a rappelé que le service de la nation envers as sécurité, le général Mèry a rappelé que le service de la nation envers au securité, le général met la contrait l'indifférence de la nation envers as sécurité, le général Méry a rappelé que le service national moins quinze au terre frunçaise et la mettre par terre pour au moins quinze au terre de rout de suite le service national de six mois, qui est aussi le système le plus coûteux. Il vaudruit mieux aller, alors. Parale de projessionnels. » l'armée de projessionnels. » l'armée de projessionnels. » l'état-major des armées a recurie d'état-major des armées a replique de défense actuelle, l'ancien chef d'état-major des armées a replique de défense actuelle, l'ancien chef d'état-major des armées a replique de défense actuelle, l'ancien chef d'état-major des armées a reputation de sur mois quins des suite le service nation de six mois, qui est aussi le provie de six mois, qui est aussi le provie de six mois, qui est aussi le service nation de six mois, qui est aussi le provie de six mois, qui est aussi le provie de six mois, qui est aussi le provie d

(1) Groupes Rencontres, 63, rus Hallé, 75014 Paris.

Collectionneur. Achat de tableaux de peintres italiens du 19e siècle et anciens

> M. LEGGIO 246-72-82

A Marseille

Les progrès de l'enquête sur l'assassinat du juge Michel

Marseille. — Après quatre mois d'un travail routinier et obscur, les policiers du S.R.P.J. de Marseille chargés de l'enquête sur l'assassinat du juge d'instruction Pierre Michel, tué en pleine rue le 21 octobre 1981 par deux hommes à moto, a connu dans la semaine du 22 au 27 février de spectaculaires rebondissements. Caux-ci ont abooti à l'inculpation et à la mise an dépôt de trois hommes considérés comme les témeins principaux de ce meurire: Charles Giardina, vingt-cinq ans, garagiste, en obmage, accusé d'avoir préparé et maquillé la Honda 800 rouge qui a servi aux tueurs, et Gilbert Claramagita, trente-trois ans, soudeur, en congé de maladie, ont été inculpés dans l'après-midi du 26 février par M. Patrick Gnérin, juge d'instruction, d'homicide volontaire on prémédité et complicité, recel, infraction à la législation sur les armes, association de malfaiteurs et complicité. Un troisième homme, Daniel Danty, trente-deux ans, heanfrère de Giardina, a été également inculpé, mais seulement da deux chefs d'inculpation.

Trois hommes et les autres...

De notre correspondant

Comment, alors que l'on croyalt tre un parell et si rapide - réveil - ? Il faudralt être policier au S.R.P.J. pour le dire. On peut cependant reconstituer les grandes étapes d'un travail da fourmi. Au début de novembre, quelques jours eprès l'assaseinst du juge Michel, la moto des tueurs est retrouvée intecta dans une rue non toin du lieu de l'attentat. Ce - groe cube - est à peine maquillé. Il a conservé son numéro d'immairiculation, et ça et là à paine a-t-on apposé des autocollants pour dissimuler les numéros d'identification trop visibles. L'angin a été voié un an avant les faits et e peu roule : à peina 3000 kilométres depuis le vol. Il sembla avoir été préparé nour un coup et n'avoir servi qu'en catte occasion. Dès que le moto esi démontée et examinée en détait, les policiers obtiennent le premier Indice d'importance : l'emprainte d'un pouce balairé. L'un d'eux, à bord d'une R-5, s'est même lance a la poursulla des tueurs jusqu'à ce qua le « 11,43 » qui vensit de tuer le juge spit pointé aur lui par l'un des deux hommes descendus de la moto. Ce que veuleni les policiers, en egiseant da le sorte, c'est mpins oblenir de nouveaux témpignages que d'alerter les suspects qu'ils surveillent quotidiennement depuis le début da janvier. Car l'empreinte du pouce a » outé ». Il a fallu trier plusieurs dizzines de milliers Le ministre de la défense a trier plusieurs dizaines de milliers conclu : «Je mets en garde de fiches pour débusquar l'idantité de l'homme eu pouce balairé. C'est de l'une qui tendrait à faire Charles Giardina, vingt-quairs ens, de l'homme eu pouce balairé. C'est Charles Giardina, vingt-quairs ens, garagista sens travali, qui a la pi sipn des grosses motos. Au point da basculer dans le petite délinquance pour la satisfaire. Il est · tombé » pour avoir touché au trafic de droque, kui permettant d'acheter les motos dont Il rêve, mala ce

o'est qu'un = demi-set =.
Oue vient =!! faire dens cette
affaire ? !! n's manifestement pas l'anvergure nécessaire d'un homme. qui surait exécuté un « contrat » sur lequel on n'e pas hésité à faire planar l'ombre de la Mafia, tant les dossiers confiés au juge Michel sont importants (trailes da drogue avec la Sicile, fausse monnale, tueria du Bar du téléphone, entre autres). Alors ? Mais lie n'en lont pes étai, du moins an direction da l'opinion publique Seule une rumeur circula. Et cela parca que la magistrat du parque chargé du dossier, M. Louis Bartoiomei, spécialista des » coups d'éclat » en direction da la hiérarchie, reproche au Juge d'instructio M. Patrick Guérin, de lui avoir ecien ment caché la découverte da cette

« Contrat »

Puls tout s'apaisa. Jusqu'eu jour récant où one émission da TF1 ébruit l'affaire et lait état de la fameus: empraînte. Il n'y a plus aucune rai eon pour que les policiers ne recor naiceent pas son existence : au contraire, ils vont profiter de cette révélation » pour l'officialiser, en permettant aux quatidiens régionaux de publiar mardi darnier la photo de la fameuse moto. Ils lancent euss par l'intarmédiairs de la presse, u appel à témoins ». Pourquol cet appel, alors que, des témoine, les policiers en ont auditionna des le début de l'enquête ?

Si les collciers braquent la crojacteur sur ce petit délinquant, c'est qu'ils espèrent que Gierdine et d'autres individue qu'il fréquente vont ea mattre à - bougar ». C'est blen ce qui se produit. A la lecture das Journaux, un homme se orécipite chez Daniel Danty et lui remet un pistolet 357 Magnum et une cagoule. Cei homme c'est Gilbert Cleramaglia, avec qui Giardina est an contact dapule longtemps. Giaramagila est d'une tout autre dimen police en plaine Canabiére el réuseion. Les policiers la connaissem ; c'esi le seul personnage d'envergure de cette affaire. Capabla da remplir un • contrat ». Dès 1966 à dix-saci ana. - il est condamné à six mois pour vol. Il recomme en 1967. En 1968, il totalise deux nouvelles années de orison, assorties de cina ennées d'interdiction de séjour pour recel. Voi encore en

1969 : un an de prison, mais en 1973 Il pesse à l'échelon supérieur . Avec quatre complices, police en plaina Caneblare et réussit à c'enfuir. Mels II reviendra avec deux des tuyarde pour enlever et blesser grièvement un complica arrete, Jean-Pierre Kiug, à qui fi reproche d'avoir parlé. Détail non négligeable : l'opération commando c'effectus é moto... Enfin, en soût 1973, Claremaglie est arrêté et, après condamné an décembre 1973 à dix ans de réclusion criminelle pour l'anièvement de son complice, tan dis que le cour d'assises des Pyréness-Orientales luf inflige neuf ennées en novembre 1977, Les deux

peines sont confondues. Il bénéfi-

ciera d'una remise de peine eprès hull années da prison el sortira en luin 1981 Aujourd'hui tout le désigne, asion les policiers, comme le pliote de la moto rouge des tueurs du juga Michel: son expérience, as silhouette et peut-être même la forte somm trouvée chez lui, dont li n'a pas expliqué la provenance. D'allieurs, Claramaglie n'a rien dit, rien reconnu. Ppurtent, Glardine l'a désignà clairemeni comma celul qui luf e commandé la préparation de la moto. Cele n'an fait pourtant pas le tueur du juge Michel. Et; de toute façon, ces deux hommes et Daniel Danty ne sont pas les seuls à avoir été interpellés par les policiers cette semeine. Trois eutres personnes ont été errèlées dont, pour l'instant, on ne parie plus. réponse. Mêma si l'on t'ent le ou les tueurs du juga Michai, pour qui putlie tué, car il n'est pas possible d'étabilr entre eux et le juge le moindre

JEAN CONTRUCCL

DEUX SOCIÉTÉS AMÉRICAINES DE COURTAGE .. FONT L'OBJET D'UN CONTROLE

DE LA PART DES DOUANES

Une douxaine d'inspecteura des douanee ont procédé, jeudi 25 février, à un comtrôle surpriss dans les bureaux parisiens de deux sociétés de courtage américaines. Merrill-Lynch et Shearson-American Express. Ils ont saist, pour examen, des documents dans les deux firmes.

Bien que le ministère du budget ait qualifié ce contrôle de simple routine a, cette procédure semble entrer dans le cadre du renforcement actuel des investigatious en direction des banques et des intermédiaires étrangers agréés, qui gérent des capitaux appartenaut à des citoyens français.

[Merrill-Lyn et Shearson eont, dans l'ordre, les deux plus grandes

dans l'ordre, les deux plus grandes sociétés américaines de courtage. La première a carvegistré en 1951 un bénéfice net de 223,3 millions Oc dollars. Elle est installés dans plus de trout new Champone 164 ments de trente pays. Shearson a été racheté en 1981 par American Express. La transaction avait porté sur 800 mil-

M. GREMETZ CONDUIRA LA DELEGATION DU P.C.F. EN CHINE-

La délégation du P.C.F. qui se rendra en Chine du 3 au 9 mars sera conduite par M. Maxime Gremetz, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, particulièrement chargé des relations avec les partis étrangers. Feront aussi partie de la délégation MM. Heuri Malberg, membre du comité central, et Alain Roux, collaborateur de la section de politique extérieure du comité central et auteur du livre le Casse-téte chinois, trents ans de Chine socialiste vus par un communiste français publié en 1950 (1).

communiste français publis en 1980 (1). Le secrétariat du P.C.F. indique que les P.C. français et chinois sont convenus d'engager, au cours de la visite de la délégation francaise, a des entretiens approfondis sur toutes les questions d'interêt commuten ».

(1) Editions sociales.

En janvier LE DÉFICIT DU COMMERCE EXTÉRIEUR A ATTEMT PRÈS DE 9 MILLIARDS DE F

Les échanges exteriours de la

France se sont coldés en janvier par un louid Officit qui s'est élevé— en Connées brutes — à 8,9 milliards de francs. Les importations ont atteint 54,2 milliards de francs et les exportations 45,3 milliards de francs. exportations 45,3 miliards de francs.

Ce résultat, publié traditionnellement en fin de samaine afin O'éviter les répercusions en Bourse et sur le marché des changes, traduit une aggravation du déséquilibre de la halance commerciale. La soide négatif, qui s'est creusé à partir de septembre, en raison de la conjoucture française (marquée par une certains reprise et Oécalée par rapport à celle des pays partensires), a représenté, en moyenna, pour les quatre Oerniers mois da l'année dernière, environ 5,4 milliards de francs. Le Oécicit brut avait atteint 7,1 mil-Le Oéficit brut avait atteint 7,1 mil Le déficit brût avait attent 7,1 milliards en décembre et 7,3 milliards de francs en Janvier 1931 (compte teau de la nouvelte méthode de calcul des statistiques — lire page 13). Après correction des variations sai-sonnières, le Officit est touvefois moins fievé, puisqu'il a représenté en jenvier 7,1 milliards de francs. Les achats à l'étranger unt atteint 58,6 milliards et les ventes 51,5 mil-tiards Ce francs, ce qui représente un taux de converture de 88 %. La facture énergétique a subi les effets de la valorisation du Collar et de l'alourdissement du coût du gaz

Les conflits sociaux

REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ET DÉFENSE DE L'EMPLOI RESTENT PRIORITAIRES

Un accord sur la réduction du temps de travail est intervenu temps de travall est intervenu dans plusieurs entreprises en grève à Huichinson (usides de Chalette dans le Loiret, d'Ingrandes dans la Vienne) et chez Pocinin-Hydrauliques (450 salariés) à Tracy-le-Mont (Oise). D'autres conflits se poursuivent pour les 39 heures hebdomadaires chez Rivoire-et-Carret à Marselle, aux Papeteries de Gascoma à Mimizan (Landes - plus gene à Mimizan (Landes - pius: de 1000 salariés), chez Giaas (machines agricoles, 500 salariés) à Woippy (Moselle), aux Hospices civils de Luon et au Centre hospitalier régional de Poitiers (3 000 salariés).

Les menaces de suppressions Les menaces de suppressions d'emplot sont à l'origine d'autres conflits : à la Falencerie de Longwy (Meurthe-et-Moselle), à Monushin (mécanique - 1 600 salariés) près de Mulhouse (le Monde dn 27 février) et chez Blondel à Villeurbanne (Rhône - métallurgia) métallurgie).

A Tarbes, chez Cérover, fillale du groupe C.G.R. nationalisé dans deux usines — l'une à Baset, l'autres à Bordères menacée de fermeture, — la grève avec occupation déclenchée le 21 janvier par la C.G.T. contre un plan de 766 lleenciements se poursuit, faute d'accord, nous indique noire correspondant. Les tentatives de négociations menées tentatives de négociations menées à trois reprises ees jours derniers n'ent pas permis de déboucher sur la reprise du travail demandée en préalable par le P.-D.G. de la C.G.E. La fermeture de l'usine de Bordères est provisoirement suspendue, mais 534 licenciements sont toujours envisages. La C.F.D.T. et la C.G.C., hostiles au principe de l'occupation, n'ent pas été invitées à participer à ces pré-négociations et pourraient durcir leur action dans les jours durcir leur action dans les jours qui viennent. La C.G.T. pour sa qui viennent. La C.G.T. pour sa part a lancé une opération de production « suzuage » — cin-quante mille pléces de céramique à livrer chez un cient. Pour le directeur de Céraver, ce type de ventes « est assimilable à un sol ». Mgr Donze, évêque de Tarbes et de Lourdes, des prêtres de la ville, ont lancé un appel pour souligner l'extrême gravité de la situation.

l'extrême gravité de la situation.

A la fromagerie Besnier-Claudel d'Isigny (Calvados - 150 salariés) après la grève menée du 2 au 24 février sans résultat pour la réduction du temps de travail. 18 mises à pled, dont certaines préalables à des licenciements. Parmi les salariés concernés sept sont délégués (2 CFD.T. et 5 C.G.T.); un huitième, délégué également, est actuellement en incapacité de travail emès avoir été séquestré le 8 février par un commando patronal. La C.G.T. et la C.F.D.T. préparent une riposte pour les prochains jours.

Enfin à la Caisse primaire d'as-

poste pour les prochains jours.

Enfin, à la Caisse primaire d'assurance-maladie de Murcelle, le conseil d'administration réuni le 26 février a jugé la sanction de retrait d'agrément envisagée par Mine Nicole Questiaux à l'égard de M. René Lucet, directeur, e totalement disproportionnés avec les reproches qui lui sont faits v. Ce dernier se maintient à son poste, dans les locaux occupés par des syndiqués F.O., qui le soutiennent — la C.G.T. et la C.F.D.T., récisiment son départ. (cf. le Monde du 27 février).

Fe-1. 100 σ.

Pable

3

11.0 - 40

20 Bret.

1. 100

100

 $\{x_i\}_{i=1}^n x_{i+1}$

1. March

No area.

Saper -

 $\| \phi_{n,n} \|_{L^{2}(\mathbb{R}^{n})}$

2 m y 7 m

_ . .

 $\langle N \rangle$

II HOUR LE

PROMOTI

12

W Woman) April 1

Part of the

ABCDEFG